

Le Monde

La décision de l'Assemblée nationale

EN AUSTRALIE

Le conseil central de la résistance palestinienne (C.C.O.L.P.) vient de refuser, après deux jours de débats, d'adopter la résolution 242 adoptée en novembre 1967 par le Conseil de sécurité. Selon son communiqué, ce texte fait, en effet, « abstraction des droits nationaux de notre peuple et traite notre cause comme s'il s'agissait d'un problème de réfugiés ». Avant d'en conclure qu'il n'y a rien de tel que ce qu'il faut faire, le 9 août, la déclaration du porte-parole de l'Organisation, selon laquelle elle se proposait de demander un amendement de cette résolution afin qu'elle reconnaisse précisément les « droits nationaux ».

A y regarder de près la position que vient d'adopter l'O.L.P., on se rend compte que, sur le fond, ces propos. Et il faut noter que M. Yasser Arafat vient encore d'assurer à M. Kurt Waldheim, acceptant de participer à la conférence de Genève, à la seule condition que les droits nationaux palestiniens soient mentionnés dans la résolution.

Les membres du C.C.O.L.P. ont sans doute estimé qu'ils avaient atteint, sinon dépassé, la limite des concessions qu'ils étaient en mesure de consentir dans la conjoncture actuelle. Les choses se seraient peut-être passées autrement s'ils avaient pu nourrir un quelconque espoir de se faire admettre par les « interlocuteurs valables » d'Israël.

Mais tout indique que le gouvernement de M. Begin est décidé à ne rendre la Cisjordanie — la partie orientale de l'ancienne Palestine — à aucun « pouvoir étranger », qu'il s'agisse de celui du roi Hussein ou de celui de M. Arafat. Les déclarations officielles israéliennes qui ont suivi celles du président Carter et du secrétaire d'Etat américain concernant l'adoption de l'O.L.P. dans le processus des négociations, dans le cas où elle accepterait de se rallier à la résolution 242, n'ont évidemment pas facilité la tâche des Palestiniens partisans d'un assoupissement.

Ces derniers pourraient, en effet, difficilement justifier des concessions supplémentaires alors que les dirigeants israéliens répètent à satiété qu'ils n'engageront jamais un dialogue avec une « bande d'assassins », même si ces derniers devaient accepter, telle quelle, la résolution 242, même s'ils devaient encore éliminer de la charte de l'O.L.P. toute référence à l'« objectif stratégique » visant à réunifier un jour la Palestine pour en faire un « Etat démocratique et laïque ».

Sans doute les dirigeants palestiniens auraient-ils pu jouer une autre carte, et se rallier inconditionnellement à la résolution 242 afin d'obtenir la reconnaissance de leur existence par les Etats-Unis, comme le leur a promis le président Carter. Ils auraient ainsi marqué un point dans la partie d'échecs qui se joue au Proche-Orient, dans la mesure où ils auraient élargi le fossé qui sépare Jérusalem de Washington.

Mais les membres du C.C.O.L.P. n'ont visiblement pas cru qu'ils pourraient obtenir ainsi davantage qu'une satisfaction morale sans portée pratique. Ils auraient connu le sort des autres belligérants arabes — l'Egypte, la Jordanie et la Syrie — qui bénéficient du soutien américain quant à leurs revendications territoriales, sans que Washington veuille ou sache exercer des pressions sur Israël pour l'amener à modifier tant soit peu ses positions.

Le C.C.O.L.P. a néanmoins décidé de se réunir à nouveau — dans deux ou trois semaines — « délai exceptionnellement court » entre deux sessions de cet organisme pour réexaminer sa position à la lumière des pourparlers qu'aurait à New-York les ministres des affaires étrangères des pays belligérants avec le président Carter et M. Cyrus Vance. De toute évidence, les dirigeants palestiniens se réservent la possibilité de modifier leur attitude dans le cas où ils obtiendraient des assurances concrètes quant à l'admission de l'O.L.P. à la conférence de Genève.

(Lire nos informations page 2.)

Les prix ont augmenté

de 0,9 %
en juillet

LIBRE PAGE 16

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le refus de l'O.L.P.

Le conseil central de la résistance palestinienne (C.C.O.L.P.) vient de refuser, après deux jours de débats, d'adopter la résolution 242 adoptée en novembre 1967 par le Conseil de sécurité. Selon son communiqué, ce texte fait, en effet, « abstraction des droits nationaux de notre peuple et traite notre cause comme s'il s'agissait d'un problème de réfugiés ». Avant d'en conclure qu'il n'y a rien de tel que ce qu'il faut faire, le 9 août, la déclaration du porte-parole de l'Organisation, selon laquelle elle se proposait de demander un amendement de cette résolution afin qu'elle reconnaisse précisément les « droits nationaux ».

A y regarder de près la position que vient d'adopter l'O.L.P., on se rend compte que, sur le fond, ces propos. Et il faut noter que M. Yasser Arafat vient encore d'assurer à M. Kurt Waldheim, acceptant de participer à la conférence de Genève, à la seule condition que les droits nationaux palestiniens soient mentionnés dans la résolution.

Les membres du C.C.O.L.P. ont sans doute estimé qu'ils avaient atteint, sinon dépassé, la limite des concessions qu'ils étaient en mesure de consentir dans la conjoncture actuelle. Les choses se seraient peut-être passées autrement s'ils avaient pu nourrir un quelconque espoir de se faire admettre par les « interlocuteurs valables » d'Israël.

Mais tout indique que le gouvernement de M. Begin est décidé à ne rendre la Cisjordanie — la partie orientale de l'ancienne Palestine — à aucun « pouvoir étranger », qu'il s'agisse de celui du roi Hussein ou de celui de M. Arafat. Les déclarations officielles israéliennes qui ont suivi celles du président Carter et du secrétaire d'Etat américain concernant l'adoption de l'O.L.P. dans le processus des négociations, dans le cas où elle accepterait de se rallier à la résolution 242, n'ont évidemment pas facilité la tâche des Palestiniens partisans d'un assoupissement.

Ces derniers pourraient, en effet, difficilement justifier des concessions supplémentaires alors que les dirigeants israéliens répètent à satiété qu'ils n'engageront jamais un dialogue avec une « bande d'assassins », même si ces derniers devaient accepter, telle quelle, la résolution 242, même s'ils devaient encore éliminer de la charte de l'O.L.P. toute référence à l'« objectif stratégique » visant à réunifier un jour la Palestine pour en faire un « Etat démocratique et laïque ».

Sans doute les dirigeants palestiniens auraient-ils pu jouer une autre carte, et se rallier inconditionnellement à la résolution 242 afin d'obtenir la reconnaissance de leur existence par les Etats-Unis, comme le leur a promis le président Carter. Ils auraient ainsi marqué un point dans la partie d'échecs qui se joue au Proche-Orient, dans la mesure où ils auraient élargi le fossé qui sépare Jérusalem de Washington.

Mais les membres du C.C.O.L.P. n'ont visiblement pas cru qu'ils pourraient obtenir ainsi davantage qu'une satisfaction morale sans portée pratique. Ils auraient connu le sort des autres belligérants arabes — l'Egypte, la Jordanie et la Syrie — qui bénéficient du soutien américain quant à leurs revendications territoriales, sans que Washington veuille ou sache exercer des pressions sur Israël pour l'amener à modifier tant soit peu ses positions.

(Lire nos informations page 2.)

Crise à Addis-Abeba

Plusieurs dirigeants civils rompent avec la junte éthiopienne

Une rupture est intervenue à Addis-Abeba entre les officiers de la junte et une partie de l'équipe civile qui avait coopéré avec eux. Il se confirme en effet que plusieurs personnalités politiques civiles éthiopiennes ont fui à l'étranger au cours des derniers jours.

En revanche, les nouvelles en provenance de l'Ogaden font état d'une pause dans l'offensive menée par les nationalistes somalis. Sur le plan diplomatique, les rumeurs laissent état d'un prochain voyage à Addis-Abeba de M. Brejnev ne sont toujours pas confirmées et soulèvent même un certain scepticisme dans les milieux bien informés. De source diplomatique occidentale, on affirme cependant que le secrétaire général du parti communiste soviétique pourrait se rendre en Afrique au début du mois de septembre, non à Addis-Abeba mais à Tripoli, pour participer aux cérémonies du huitième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi.

A Moscou, où l'hebdomadaire Za Roublojov vient d'accuser la Somalie de « violer » la charte de l'Organisation de l'unité africaine, on se refuse à tout commentaire.

La rupture est consensuelle entre les officiers de la junte éthiopienne et une partie des civils qui avaient momentanément accepté de leur servir de conseillers politiques et idéologiques. Il est vrai que la plupart des intellectuels qui, en partie regroupés au sein d'un « Bureau éthiopien des affaires d'organisation des masses » (B.E.A.O.M.), s'étaient engagés aux côtés des mutins responsables de l'élimination du vieil empereur Haile Selassie, ne l'avaient fait qu'avec une réticence extrême. Beaucoup de leurs camarades avaient préféré rejoindre les rangs du Parti éthiopien révolutionnaire du peuple (P.E.R.P.), vite rejeté dans la clandestinité par les nouveaux dirigeants d'Addis-Abeba. Ces derniers sont en effet résolument en lutte contre les militants du P.E.R.P. qu'ils considèrent comme des extrémistes de gauche, et comme des adversaires aussi dangereux que les partisans de l'Union démocratique éthiopienne (U.D.E.), qu'ils qualifient d'« opposition de droite ».

Bien que les autorités éthiopiennes aient officiellement reconnu des vendredis (dernière édition du Monde du 27 août) que plusieurs personnalités politiques importantes avaient fui le pays, on ignore encore l'identité de certaines d'entre elles. On apprend, cependant, de source privée, que parmi ceux qui ont pris le chemin de l'exil figurent M. Daniel Tadess, ministre du logement, un de ses frères, secrétaire permanent du ministère de la culture, et la femme de ce dernier, Nigist, épouse portante longtemps réputée proche de la junte, dont elle était considérée comme l'une des conseillères proches. La fuite de M. Bahre Fidda, qui occupait une place prépondérante au sein du B.E.A.O.M., n'est toujours pas confirmée, et des rumeurs circulent avec insistance faisant état de son exécution. Cependant, il est que M. Fidda, originaire du pays Gaïla, ait rompu avec les militaires éthiopiens remet brutalement en évidence l'importance de querelles ethniques qui affaiblissent la junte.

La « révolution » éthiopienne apparaît à juste titre, pendant de longs mois, comme la manifestation d'une revanche de populations soumises par la force, au cours des siècles précédents, par les Amharas, en majorité, de confession copte. Cette thèse était d'autant moins contestable que le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de la junte, est d'origine Chankela, une tribu négroïde. On retrouve, en effet, en Ethiopie, comme à Madagascar, les mêmes haines ancestrales jetées en face contre les autres les tribus des hautes plaines contre celles des plaines environnantes. En ce sens, les guerres de conquête menées, au cours du dix-neuvième siècle notamment, par les Amharas contre leurs voisins Gaïlas, Somalis, Tigres ou autres, présentent une certaine analogie avec celles conduites à une période antérieure par les Hovas de la région de Tananarive contre les « coïers » de la Grande Ile. Les mêmes luttes ont surtout mené aux mêmes excès et engendré les mêmes rancunes.

PHILIPPE DECRÆNE.

(Lire la suite page 3.)

La Thaïlande et les Khmers rouges

UNE PSYCHOSE DE L'AGRESSION

Les incidents répétés à la frontière thaïlando-cambodgienne sont généralement présentés par Bangkok — en l'absence de prise de position de Phnom-Penh — comme des actions délibérées de la part des Khmers rouges. Sur place, la situation paraît cependant plus complexe, et d'autres facteurs contribuent sans doute à entretenir la tension.

Aranyaprathet (frontière cambodgienne) et la Thaïlande sont depuis un mois à la guerre ? Depuis un mois, à lire l'ensemble de la presse de Bangkok et à écouter les déclarations de certains dirigeants thaïlandais, on serait porté à croire que le moindre accrochage peut provoquer un conflit. Sur quelque 100 kilomètres d'une frontière commune, au tracé contesté par endroits, les accrochages entre militaires des deux pays, les massacres de villageois thaïlandais et, dernièrement, les exécutions et les lynchages de groupes d'« espions khmers rouges » se sont multipliés depuis la fin de juillet. Ils ont créé ici une psychose de l'agression. Des renforts thaïlandais ont été dépêchés dans la région. Les Khmers auraient fait

Celle-ci va-t-elle s'intensifier ou s'apaiser ? La question se pose depuis qu'on a appris à Bangkok, de source militaire, que l'ambassade du Cambodge à Vientiane aurait proposé, il y a deux semaines, au chargé d'affaires thaïlandais de cette ville d'ouvrir des discussions sur le problème des frontières.

De notre envoyé spécial

R.-P. PARINGAUX

de même de leur côté. A Bangkok, ces événements dramatiques sont généralement présentés comme des actions délibérées des communistes cambodgiens. Une enquête sur place aussitôt entreprise, bon nombre d'interrogations et laisse planer un doute sur les causes réelles des dernières attaques, et même, dans certains cas, sur l'identité des assaillants. En effet, outre la proximité de la frontière khmère, on découvre sur une superficie limitée divers éléments qui se superposent ou s'opposent pour former au bout du compte un cocktail explosif. Il y a d'abord l'armée royale, la police

militaire des frontières et les forces d'auto-défense villageoises qui paraissent au moins aussi préoccupées par la lutte contre le parti communiste thaïlandais (P.C.T.) que par la menace des Khmers rouges.

Dans le même secteur, nous a affirmé un officier de la police, opérant encore récemment dans les groupes de Khmers serres (Khmers libres, réfugiés anticomunistes) spécialisés dans les raids armés à l'intérieur du Cambodge. Ces éléments, dont les activités paraissent de nature à provoquer des représailles, étaient implantés dans une région où la majorité de la population est de souche khmère bien que de nationalité thaïlandaise. Le cambodgien reste la langue la plus commune. Enfin on trouve dans cette zone particulièrement « chaude » tout un réseau de trafiquants et de contrebandiers dont certains, avec la bénédiction de personnalités officielles et parfois avec la protection des Khmers serres, ont largement profité depuis plus de deux ans de la situation intérieure au Cambodge pour amasser des fortunes.

A Aranyaprathet, le moral du soldat paraît élevé alors que celui des communistes est risiblement au plus bas. La ville frontalière, que la rivière Samrong sépare du Cambodge, est réveillée depuis peu par les chants patriotiques d'un bataillon de fantassins qui se livre à un footing matinal à travers les rues encore sombres. Mais, très vite, elle retombe dans la torpeur et l'inactivité.

ROBERT ESCARPIT.

(Lire la suite page 3.)

La majorité exploite les divisions de l'opposition sans réussir à masquer les siennes

Tandis qu'elles piétinent dans leur controverse sur l'actualisation du programme commun — et il risque d'en être ainsi au moins jusqu'à la rencontre au « sommet » de la mi-septembre — les organisations de gauche sont interpellées de diverses manières et de plusieurs côtés. On les questionne, selon le cas, sur les « excès » ou les « insuffisances » de leur programme — on les interroge sur les raisons de

leur querelle et, comme vient de le faire M. Chirac à Périgueux, on envisage des explications différentes, voire contradictoires.

Le débat au fond, voulu et poursuivi par le P.C., a ainsi des échos imprévus qui ne resteront pas sans effet sur l'opinion. Les déclarations du président du R.P.R. montrent, s'il en était besoin, que la majorité est, elle aussi, divisée, sur l'action à mener au pouvoir (page 4).

permet de penser que M. Mitterrand méprisera l'Hotel Matignon à défaut de l'Elysée. Quant à M. Marchais, il a récemment fait entendre qu'un grand ministère de l'économie lui conviendrait.

A la vérité, pour le président du R.P.R., l'essentiel est d'accrocher l'union de la gauche et de la droite et qu'elle en ait conscience. Il est aidé en cela par le trouble d'une controverse qui va bien au-delà d'une manœuvre électorale qu'imagine M. Ceyrac. Rien n'assure que cette querelle s'arrêtera après la réunion « au sommet » des dirigeants de la gauche. Il est même vraisemblable que l'actualisation du programme commun ne satisfera ni tous les signataires ni les autres organisations politiques ou syndicales de la gauche qui, comme la C.F.D.T., désapprouvent les insuffisances et les ombres s'il en est bien aussi, les partis de la majorité — on peut faire confiance à M. Chirac ne se priveront pas d'utiliser l'aulane.

Cela dit, ils ne sont pas eux-mêmes à l'abri de divergences qui, pour être plus discrètes que celles de leurs adversaires, n'en sont pas moins réelles. Les déci-

visions de M. Chirac à Périgueux montrent bien que, sous les compliments adressés à M. Barre transparaît une critique de son action et s'esquisse une politique de revanche. Le refus du président du R.P.R. de participer personnellement à une réunion « au sommet » de la majorité à laquelle serait convié M. Jean-Jacques Servan-Schreiber ajoute au contentieux. Mais surtout on voit bien que le manifeste commun soulève des difficultés de rédaction bien qu'il ne concerne que les grands principes et que les avis soient partagés sur les objectifs d'action que la majorité proposera aux électeurs.

Les partis de gauche se voient sommés d'expliquer sur la manière dont ils interprètent les uns et les autres le programme commun, mais ceux de la majorité ne pourront pas se contenter d'un acquiescement marqué par l'usage. Il ne leur suffira pas de laisser croire que M. Chirac fera mieux, en succédant éventuellement à M. Barre, après avoir procédé au gouvernement, ou que le premier ministre d'aujourd'hui sera l'homme de demain. C'est d'ailleurs d'Estaing règlera tout le moment venu, selon une formule un peu trop employée.

ANDRÉ LAURENS.

Le jeu des surenchères

par MAURICE DUVERGER

En apparence, la polémique entre communistes et socialistes n'est qu'une lutte d'influence. Sous cet aspect, elle n'a pas grande importance. Il est naturel que chacun des alliés-rivaux tâche d'améliorer sa position dans une éventuelle majorité de gauche. Il est aussi naturel que les communistes se montrent les plus à l'écoute de la compétition parce qu'ils y sont les moins bien placés. Toutes ces rivalités ne changeront guère leur situation. Elles ne peuvent pas beaucoup modifier la répartition des suffrages, qui oscilleront de toute façon aux alentours de 30 % pour le P.S. de 20 % pour le P.C. Elles ne changeront pas de tout la position des socialistes, qui leur permettraient de se retourner vers le centre si leurs partenaires essayaient de débordner un gouvernement Mitterrand.

Ces deux éléments sont indispensables pour que la gauche puisse gagner la bataille de mars.

1978. Si les communistes risquaient de dominer l'alliance, cela en déborderait un grand nombre d'électeurs. Il faudra plus de temps pour convaincre de leur attachement réel à la démocratie pluraliste. Il faudra surtout qu'ils se débarrassent d'une structure d'une idéologie totalitaire qui la contredit radicalement. Tant qu'une organisation demeure monolithique, tant qu'elle prétend détenir la « vérité » scientifique « dans des domaines où la science est sûre de si peu de choses, on devra se méfier d'elle et prendre les précautions en conséquence. La prédominance du parti socialiste dans la gauche et la possibilité pour lui de conclure une alliance de revers en cas d'excès communistes constituent des garanties indispensables aux yeux des Français, qui préfèrent la gauche à la majorité actuelle, mais qui préfèrent celle-ci à un socialisme dictatorial.

(Lire la suite page 5.)

LES FILMS A LA TÉLÉVISION

Autant rester chez soi

Le chiffre de fréquentation des salles de cinéma a encore baissé. Le cinéma français est en crise. Pourtant, les Français aiment le cinéma. S'ils y vont moins, c'est parce que les films leur arrivent à domicile, avec la télévision. Une dizaine par semaine, pour les trois sociétés, dont cinq sur FR3. Plus de cinq cents par an.

C'est beaucoup, c'est trop, on l'a déjà dit, écrit (1) et, si ce n'est pas la seule raison de la crise de notre cinéma national, c'en est du moins un facteur important. On a déjà tiré la sonnette d'alarme à ce propos. La situation ne change pas. Et les films à la télévision sont les programmes préférés des téléspectateurs.

On leur offre des productions étrangères en version doublée. Qu'importe ! Cet argument, au moins, ne compte pas pour le grand public, qui ne s'offusque pas d'entendre Jerry Lewis ou Groucho Marx (dans *Panique à l'hôtel*, diffusé sur TF1 mercredi soir en hommage à sa mémoire) parler avec une impossible voix française. Tous les cas ne sont pas aussi typiques et — les critiques le savent bien — les films en version originale sous-titrés sont en minorité dans les circuits cinématographiques. Le format CinémaScope (1) et Non au Télécinéma. Le Monde, 9-10 janvier 1977.

est massacré au petit écran ? On s'y fait, l'essentiel du spectacle passe quand même. Les films en couleurs sont encore vus, par beaucoup, en noir et blanc ? On s'y fait aussi. Il faut bien le reconnaître : la majorité de ce public immobilisé devant la télévision, surtout en province et à la campagne, s'accommode de l'inconvénient de l'instrument de diffusion.

On peut le regretter au nom d'une certaine idée de la culture cinématographique. Mais il faut constater que l'éventail des films proposés par la télévision est assez large, ouvert pour donner satisfaction à presque tout le monde. Ce qu'on appelle, autrefois, le « navet », est devenu très rare. Et la période juillet-août, saison d'habitude assez creuse, a été, cette année, riche en films de genre : comédies, drames sentimentaux, séries noires, westerns, grands spectacles propres à plaire comme programme de divertissement.

Voir ou revoir, sur TF 1, l'après-midi, trois épisodes de la série, la version en trois épisodes des *Mémoires* réalisées par Raymond Bernard en 1933. C'était même un événement.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 10.)

La Thaïlande et les Khmers rouges

UNE PSYCHOSE DE L'AGRESSION

(Suite de la première page.)

Les journées s'écoulaient lentement pour les marchands dont les arrière-boutiques regorgent de produits, mais qui ne trouvent plus guère d'acheteurs. Le riz, le sel, le sucre, l'essence et les pièces détachées attendent des jours meilleurs pour reprendre la route du Cambodge en échange de poisson séché, de billes de bois et de pierres précieuses. L'atmosphère, en tout cas, est plus lourde d'ennui que de l'angoisse ou de la fébrilité qui précédait généralement les guerres. Surtout lorsque l'on est en première ligne.

Les responsables sont très difficiles à rencontrer et ne parlent guère. Pourtant, au bord de la rivière, près du pont frontalier déserté, un officier nous entretient avec regret d'affections antérieures plus agréables que cet avant-poste où, face à l'ennemi, on transpire en tuant le temps et les moustiques. « Parfois », dit-il, les Khmers rouges tirent des rafales dans notre direction pendant la nuit. Nous ne répondons pas. » Mais, ajoute-t-il, comme si cela ne comptait guère, le secteur est calme depuis le départ de Phnom Penh. Les colonels qu'il mentionne est l'un des plus populaires parmi les « jeunes Turcs », un groupe d'officiers qui aspirent à une plus grande participation aux affaires du pays. Après avoir perdu, le 30 juillet, dix-sept de ses hommes envoyés en patrouille dans la zone frontalière, le colonel Phra-jak avait voulu se dédouaner sérieusement avec l'armée révolutionnaire du Cambodge. Il avait fait tirer de l'autre côté de la frontière une cinquantaine d'obus. « Nous », dit un officier, le gouvernement de Bangkok, apparemment peu soucieux d'être entraîné dans un conflit, a promptement fait muter le bouillant colonel. Il n'y a pas eu depuis d'affrontements notables dans le secteur d'Aranyaprathet. L'armée reste vigilante mais quand même pas « sur le pied de guerre ».

Des « espions » lynchés ou exécutés

Par une piste de latérite qui longe la frontière et qui, nous assure-t-on, est déminée chaque matin, on gagne Ta-Phraya, à 50 kilomètres au Nord-Est. C'est dans cette région qu'au début du mois ont été attaqués et, selon divers comptes rendus, pillés et brûlés par des centaines de Khmers rouges, les deux villages de Ban-Sangae et de Ban-Sangae. Une trentaine d'hommes, de femmes et d'enfants ont péri dans ces attaques. C'est là aussi qu'une semaine plus tard une quinzaine de Cambodgiens considérés comme des « espions » ont été lynchés ou exécutés.

L'entrée de Ta-Phraya est défendue par un camp militaire protégé par des blindés. Ce matin-là des fantassins parlaient en opération. Pas vers la zone frontalière où les villages ont été attaqués mais vers les montagnes

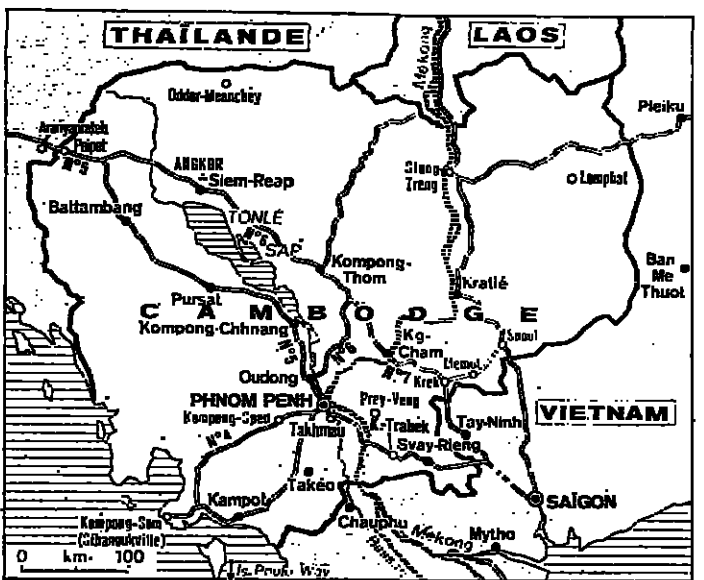
boisées de Bantad, plus au Nord, considérées par les militaires comme l'un des « sanctuaires » des unités du P.C. thaïlandais. Les villages restent essentiellement défendus par des paysans armés de fusils de chasse et par quelques policiers des frontières équipés de fusils M16.

Une opération à caractère ponctuel

A côté de Ta-Phraya, dans le camp provisoire de Koh-Pheh, qui abrite mille deux cents réfugiés, venant notamment de Ban-Sangae, nous avons recueilli différentes versions des événements. Pour des « raisons de sécurité », il n'était pas possible de se rendre au premier village, ou quinze pertes nous ont été fournies. Mais le déroulement de l'attaque, au cours de la même nuit, a été sensiblement le même. Les témoignages nous ont été fournis par des officiers du camp et des réfugiés et, à Ban-Sangae, par les villageois restés sur place et par des policiers. Selon des sources, une paysanne, environ cent Khmers rouges, ont attaqué le village pendant plus d'une heure. Ils y ont pénétré en criant « Khar » (« feu » en khmer comme en thaï) et ont tué quinze villa-

les maisons. (...) Ils ont appelé par leurs noms certaines personnes qui ont tués et ont mis le feu à leurs maisons. » Cinq maisons éloignées, les unes des autres ont été réduites en cendres. Mais des dizaines d'autres, n'ont pratiquement pas été touchées et on ne relève pas les traces d'un violent et long combat.

L'impression est plutôt celle d'une opération à caractère ponctuel conduite par une équipe. Personne cependant ne confirmera cette hypothèse. Quant aux activités des communistes thaïlandais ou encore des « Khmers-Serei » dans la région les villageois en colèrent les auteurs. Les variations sont encore plus nombreuses en ce qui concerne l'identité réelle des Cambodgiens capturés une semaine plus tard et les circonstances de leur mort. Dix-huit « espions » avaient commis l'imprudence de se présenter vers midi à Ban-Sangae sans armes mais revêtus de vêtements volés au cours de l'attaque du village. Certains auraient été « reconnus », d'autres auraient été « reconnus » par le villageois en colère les auraient « ouïs » au village. Selon une autre la police les aurait exécutés. A la même époque dans le village voisin de Thap-Siem



geols, pillé et incendié. L'arrivée en pleine nuit d'un hélicoptère a fait fuir. Un Khmer rouge a été tué mais n'a pas pu être identifié. « Son corps est tombé dans une maison en flammes. »

Ban-Sangae, il est nuit et les policiers ne sont pas sur le quai; ils venaient, torse nu, à des occupations culinaires. Leur chef nous a déclaré que ses douze hommes l'un d'entre eux a été tué lors de l'attaque et les miliciens ont empêché les Khmers rouges de pénétrer dans le village.

sept autres « espions » ont été tués dans des circonstances analogues.

« Les villageois les ont encerclés »

« C'était », nous dit une villageoise de Ban-Sangae, des réfugiés khmers. Ils ont dit qu'ils se rendaient dans un autre village où ils connaissaient d'autres réfugiés.

« Les villageois les ont encerclés et ont appelé la police; huit ont pris peur et se sont enfuyés. Ils ont dit qu'ils ont vu les autres là-bas. » Elle montre l'extrémité du chemin de terre qui traverse son village.

Relatant ces faits, Bangkok Post écrivait dimanche 21 août : « Si ce n'était pas des espions mais des réfugiés, les travaux forcés dans leur pays quelle tragédie qu'ils soient arrivés dans cette période critique ! » Une période où le passage de l'agression des Khmers rouges avait été portée à son paroxysme.

Ce qui paraissait simple vu de Bangkok l'est ici beaucoup moins. Que s'est-il passé ? Attaque délibérée vengeance ordoction ? A qui cette tension profite-t-elle ? Le gouvernement thaïlandais a émis des protestations officielles. Il affirme, pour faire tomber la tension et régler le contentieux frontalier, avoir tout fait pour amorcer une négociation avec Phnom-Penh. Il avait d'ailleurs eu des entretiens khmers-thaïlandais à ce sujet sous le couvert d'un précédent avant le coup d'Etat militaire du 6 août 1976. Notamment pour régler la question des réfugiés, les Khmers Serei.

Le règlement d'un « problème intérieur »

Les Cambodgiens, par la voix de Radio Phnom-Penh, n'ont rien que dans le cas de l'affrontement militaire de juillet à Ban No-Parai, près d'Aranyaprathet. Ils ont mis les troupes de Bangkok en garde contre toute tentative d'incursions de leur sol. Depuis le début août, le radio khmer n'a pas répliqué aux accusations thaïlandaises de « massacres ». Elle l'avait pourtant fait après le massacre du 28 janvier à Ban No-Parai où vingt-huit personnes avaient été sauvagement assassinées. Radio Phnom-Penh avait indiqué alors qu'il s'agissait du règlement d'un « problème intérieur ». Cela voulait-il dire que les Khmers rouges considéraient ce village comme partie intégrante de leur territoire ? Qu'ils résistaient à des actions de Khmers-Serei installés près de Ban No-Parai ?

Dans cette première attaque, si l'identité des agresseurs laissait peu de place au doute, les raisons du massacre n'étaient pas aussi évidentes. La thèse mise en avant par certains milieux dirigeants thaïlandais pour expliquer tous ces actes « barbares » est simple. Elle est à l'origine d'un contexte international particulièrement défavorable au Cambodge et ne manque certes pas d'arguments. Elle est, en outre, en phase avec les milieux que le régime de Phnom-Penh, du fait même de sa propre démesure, est confronté à des difficultés internes considérables et à une lutte de factions au sein du groupe dirigeant. Ayant recours à une tactique désormais classique, les Khmers rouges préparent à l'avenir une situation conflictuelle avec leurs « ennemis » héréditaires thaï et vietnamiens pour détourner la colère d'une population contrainte aux travaux forcés et affamée. C'est une hypothèse qui ne satisfait pas tout le monde ici, car elle laisse du côté thaïlandais de la frontière chaude, bien des brulés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Vietnam

Le P.C. aurait reconnu ses « graves erreurs de direction » dans le domaine de l'agriculture

Selon l'U.P.I. de Hongkong, les difficultés de l'agriculture vietnamienne ont fait l'objet d'une résolution, adoptée au début du mois de juillet par le comité central du P.C. et diffusée vendredi 28 août par l'agence de presse de Hanoi. « L'agriculture ne produit pas encore de quoi satisfaire les besoins alimentaires de la population. Elle ne fournit pas non plus assez de fourrages pour l'élevage ni assez de matières premières pour l'industrie et de marchandises pour l'exportation », indique notamment la résolution, qui ajoute : « Nous avons commis de graves erreurs de direction, notamment des erreurs d'orientation et d'organisation; nous avons également tardé à prendre des mesures concrètes pour le passage de la petite à la grande production agricole. » Ces lacunes expliqueraient le récent limogeage du ministre de l'Agriculture.

L'heure du recyclage

Hanoi (A.F.P.). — Le Vietnam, à l'heure du « hoc tap », l'heure du « cycle », et du recyclage politiques de l'ensemble de la population. Ce phénomène n'est pas nouveau mais il semble prendre cette année — plus encore que pendant la guerre — une ampleur particulière.

Fonctionnaires de l'ancienne administration soviétique, les cadres militaires de l'armée de l'ex-président Thieu, ou même encore ouverts d'usines de Ho-Chi-Minh-ville ou de Hanoi, personne n'est pratiquement épargné par le mouvement.

Au nord comme au sud du Vietnam on se « cycle », on se recycle ou « edouat » et on se fait rééquiper. Les cadres nordistes, politiquement déjà formés, n'échappent pas au système.

Syllabaire dans la poche de la chemise et cahier d'écolier à la main, toute une population est en « mouvement » fermement, invinciblement, à des séminaires qui préparent l'ébauche du « nouvel homme socialiste vietnamien », un travailleur qui doit être intégré, oubliant son « ego » au bénéfice de la collectivité.

Carence numérique et suspicion

A cette carence numérique s'ajoute un phénomène de rejet : celui de cadres hautains qui se sont mis à dos la population et celui de cadres indifférents qui, s'ils ont des bonnes sources, se sont laissés entraîner sur la voie de trafics divers, notamment les trafics d'influence.

Le manque de cadres compétents est, en fait, le problème numéro un du Vietnam révolutionnaire. Mis à part des dirigeants aux noms prestigieux, les clairvoyants mais d'un âge avancé, l'intelligentsia à quasiment disparu. Anéantie au Nord par trente années de guerre, l'élite est, au Sud, objet de suspicion. Les intellectuels — ou ce qu'il en reste — y sont accusés d'avoir été indigènes, même de loin, à un régime hcnl. Un simple contrôleur de la naviga-

tion aérienne, ou un employé de banque rudiste travaillant sur ordinateur, est considéré, a priori, comme suspect. En tout cas, on recommande au citoyen vietnamien de « redoubler de vigilance vis-à-vis des étrangers ». Comme pendant la guerre, il lui est de nouveau interdit de porter de sa vie familiale, de ses problèmes, de la vie de tous les jours et, a fortiori, de la situation économique. On ne sait plus que ce qui est particulièrement visé par ces consignes : les Soviétiques, omniprésents et bruyants, les Chinois, aux déplacements feutrés, ou les représentants du monde occidental, qui ne savent plus par quel bon prendre le « dragon de la coopération à plusieurs têtes et à plusieurs queues ».

A travers le monde

AFRIQUE

Ethiopie

Crise à Addis-Abeba

(Suite de la première page.)

L'isolement des militaires éthiopiens est d'autant plus grave qu'il survient à une période critique. Jamais encore, la junte n'avait eu à faire face à des difficultés aussi nombreuses et aussi aiguës. Les forces armées éthiopiennes sont simultanément confrontées à une extension de la lutte de libération nationale en Erythrée et à l'entrée en dissidence des provinces du Haut et de l'Ogaden, que les nationalistes somalis ont pratiquement « libérées » en quelques semaines. Certes, les nouvelles en provenance de l'Ogaden font état d'une accalmie. Mais on ignore s'il s'agit d'un véritable arrêt de l'offensive des dissidents somalis ou si, pour des raisons militaires et politiques, la junte a momentanément décidé de faire silence sur les événements se déroulant dans l'est de l'Ethiopie.

Un appel aux milices populaires

Aucune des tentatives de règlement du conflit de l'Ogaden par voie de négociation n'a encore donné de résultats concrets. Ni les Magasch, ni les Sud-Yéménites ne sont parvenus à convaincre les dirigeants éthiopiens et les dirigeants somalis de rapprocher leurs points de vue, apparemment inconciliables.

Les combats d'Erythrée et ceux de l'Ogaden ne sont pas les seuls dans lesquels soit engagée l'ancienne armée impériale. Dans les provinces du Tigre, du Begemder, du Harar, l'armée régulière éthiopienne continue de faire face à des mouvements de rébellion armée. Elle a d'ailleurs été contrainte de faire appel à des milices populaires formées à la hâte, pour tenter, sans aucun succès jusqu'à présent, de venir à bout de ceux qui rejettent les armes à la main, l'autorité du pouvoir central.

Le régime militaire éthiopien est d'autant plus menacé que les partisans de l'Union démocratique éthiopienne, qui opèrent, avec le soutien direct du gouvernement de Khartoum, à partir du territoire soudanais, préparent, de leur côté, une offensive. Si ce projet était rapidement mené à son terme, on pourrait alors redouter que le colonel Mengistu et ceux de ses amis qui lui restent fidèles soient, une fois de plus, tentés de recourir à la terreur pour impressionner leurs adversaires. L'élimination des éléments modérés de la junte au cours des sanglants règlements de compte de février 1977, et les centaines d'exécutions sommaires de mai dernier, témoignent de ce que de telles craintes sont malheureusement fondées.

PHILIPPE DECRANE.

LE PRÉSIDENT CARTER DÉFINIT SES CONCEPTIONS STRATÉGIQUES

Washington (A.P.). — Dans une directive transmise au Pentagone, vendredi 26 août, le président Carter demande que les Etats-Unis, face au renforcement de la puissance militaire soviétique, accroissent leur contribution financière à l'Otan et leur pouvoir de dissuasion contre toute attaque soviétique en Europe. Le message du président, adressé au secrétaire à la Défense, M. Harold Brown, est intitulé « Directive présidentielle sur la stratégie nationale ». Il s'agit, selon un officiel non identifié qui a communiqué devant un groupe de journalistes, d'un « effort pour fournir une analyse plus fine et plus à jour des relations de coopération et de compétition entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ».

Le document, résultat de plusieurs mois de discussions entre experts, préconise une augmentation de 3 % des dépenses militaires américaines. Pour faire face au renforcement du potentiel soviétique en Europe, les Etats-Unis doivent maintenir leur politique actuelle de « défense équilibrée » et « mettre l'accent sur leur capacité de riposte initiale ». Selon la personnalité citée, « la directive entend mettre à la disposition des Etats-Unis plus de moyens et de mobilité pour répondre à des crises de première importance, comme le Proche-Orient et le Golfe », et, a fortiori, sur le territoire européen.

Devant l'association du traité de l'Atlantique

M. LUNS DÉFEND LA BOMBE A NEUTRONS

Reykjavik (A.F.P.). — Le secrétaire général de l'OTAN, M. Joseph Luns, a déclaré vendredi 26 août, que l'introduction de la bombe à neutrons, « diminuera la probabilité d'une agression et réduira encore le risque d'utilisation de l'arme nucléaire ».

M. Luns, qui s'adressait à l'Association du traité de l'Atlantique réunie en assemblée annuelle, a également déclaré « que certains commentateurs occidentaux ont tenté de déformer, dans une large mesure, sur la base de demi-vérités, autrement dit de demi-

contre-vérités, et même d'ignorance ». « La principale caractéristique de l'arme à neutrons », a-t-il dit, « est qu'elle cause moins de dégâts collatéraux que les autres types d'armes nucléaires. Comprenez bien ce que cela peut dire : non seulement elle cause moins de dégâts matériels — aspect que les commentateurs occidentaux soulignent dans leur ensemble — mais elle fait aussi moins de victimes parmi les populations voisines de l'objectif militaire ».

La prolifération nucléaire

RÉUNION DU CLUB DE LONDRES EN SEPTEMBRE

Londres (A.F.P.). — Les représentants de quinze pays de l'Est et de l'Ouest (1) fournisseurs de technologie nucléaire se réuniront à Londres les 20 et 21 septembre prochain.

Leurs représentants devaient se réunir fin juin à Londres, mais cette rencontre a été ajournée à septembre en raison de divergences entre les pays membres sur les mesures de sauvegarde en cas de livraisons d'installations nucléaires, d'équipements et de combustibles radioactifs sensibles.

La raison officielle de cet ajournement est l'attente d'un

rapport sur le cycle nucléaire. Ce dernier doit être rédigé par des experts des sept pays les plus industrialisés qui se sont réunis en « sommet » économique au début du mois de mai. Les représentants des « sept » devaient faire part au « groupe des quinze » des conclusions de ce rapport.

(1) Les pays membres de ce « groupe de fournisseurs nucléaires » sont : la Belgique, le Canada, la Tchécoslovaquie, la France, la République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, l'Union soviétique, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

DE NOUVEAUX CONTACTS SINO-AMÉRICAINS AURONT LIEU A L'AUTOMNE

M. Cyrus Vance a quitté Tokyo samedi 27 août pour Washington, après avoir rendu compte aux dirigeants japonais de ses récents entretiens à Pékin. Le secrétaire d'Etat américain a déclaré, avant de quitter le Japon, qu'il était impossible de prédire la date à laquelle pourrait avoir lieu la normalisation des relations entre Washington et Pékin. Mais il a assuré ses interlocuteurs nippons qu'une telle normalisation serait bénéfique pour toutes les nations asiatiques. Le premier ministre japonais, M. Fukuda, a invité le président Carter à effectuer une visite officielle au Japon.

A Taipei, où le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires asiatiques, M. Holbrooke, a informé les dirigeants de Taiwan des discussions de Pékin, le résultat de celles-ci a été accueilli avec un certain soulagement. A Washington, un haut fonctionnaire non identifié, qui a suivi de près la visite de M. Vance à Pékin, a indiqué que des personnalités chinoises importantes se rendraient aux Etats-Unis. Il a précisé qu'une visite du président Carter en Chine pourrait être envisagée ensuite. De nouveaux contacts sino-américains auront lieu à l'automne, a encore déclaré le haut fonctionnaire, qui a ajouté que les dirigeants chinois ne s'étaient pas montrés « inflexibles » au point de rendre toute normalisation diplomatique impossible. — (A.F.P.)

POLITIQUE

LA FIN DU « TOUR DE FRANCE DE L'EMPLOI » DU PREMIER MINISTRE

L'économie française est engagée dans la voie du redressement, déclare M. Barre

M. Raymond Barre a achevé, ce samedi 27 août à Toulouse, la dernière étape de son « tour de France de l'emploi ». Après l'examen, vendredi 26, de la situation des sinistres des inondations du Gers et de Lot-et-Garonne, le thème de l'emploi a été abordé en effet, reprenant la priorité dans les préoccupations du premier ministre. M. Barre a reçu les parlementaires de la Haute-Garonne (sept socialistes et deux de la

majorité) et visité le chantier des futurs bâtiments de la Météorologie nationale. Tirant vendredi la conclusion des cinq étapes de Quimper, Montpellier, Colmar, Charleville-Mézières et Toulouse, le premier ministre avait déclaré : « J'ai senti une volonté très nette de tous les intéressés et des entreprises, en dépit de leurs difficultés actuelles, d'engager des jeunes pour un premier emploi. L'économie

française, dans l'ensemble, est engagée dans la voie du redressement. Il y a dans notre pays et dans les autres une volonté de surmonter la crise. [...] » Avant de repartir, le premier ministre a noté : « J'ai remarqué que les porteurs de pancartes allaient à pied dans le Nord et qu'ils allaient en voiture en klaxonnant dans le Sud. C'est une petite réflexion politico-sociologique. »

Une visite aux sinistres du Gers

Toulouse. — Les sinistres causés par les inondations des 8 et 9 juillet dernier dans les départements du Gers et de Lot-et-Garonne ont constitué vendredi 26 août après-midi l'essentiel des préoccupations de M. Raymond Barre. Avant même de se poser en hélicoptère près d'Auch, préfecture du Gers, le premier ministre a rendu visite à la commune de Montestruc, « le village le plus affecté », avec Castéra-Verdun. En une petite demi-heure, M. Barre a pu constater que ce village gersois de cinq cents habitants a subi de graves dommages : une fois la digue de protection rompue, le flot a déferlé sur une cinquantaine de maisons dont une vingtaine devront être rasées. Une soixantaine de personnes restent à loger à Montestruc car, pour l'instant, six maisons préfabriquées seulement ont été construites. A. M. Guy Portier, maire de Montestruc, qui faisait part au premier ministre de ses inquiétudes, celui-ci a répondu : « Rassurez-vous, on fera tout ce qu'on pourra pour vous. » Cette courte visite « sur le terrain » a immédiatement été suivie d'une séance de travail à la préfecture d'Auch. Les trois associations de sinistres de Castéra-Verdun, de Montestruc et d'Auch, réunies en une fédération des sinistres du Gers, ainsi qu'une délégation de Lot-et-

De notre envoyé spécial

Garonne et des responsables agricoles, ont été reçues pour compléter son tour d'horizon. M. Barre a rencontré les parlementaires — trois socialistes et un C.D.S. pour le Gers — et les présidents des conseils généraux de ces deux départements. « Je me suis efforcé de me rendre compte dans quelle mesure les décisions des conseils départementaux des 13 et 27 juillet ont été appliquées », a déclaré M. Barre au cours d'une brève conférence de presse. Après avoir salué la « manifestation de solidarité nationale », il a indiqué que 20 millions de francs avaient d'ores et déjà été « sub-décaqués » aux préfets et que les deux cents cas les plus sérieux de particuliers sinistrés ont été classés. Les plus dramatiques pourront bénéficier de donations du Fonds de secours allant jusqu'à 50 000 F (1). D'autre part, les personnes payant moins de 1 500 F d'impôt sur le revenu ne seront exonérées. Dans les autres cas, un dégrèvement partiel pourra être envisagé après examen. En moyenne,

les sinistres devraient être indemnisés à 20 %. Une centaine de manifestants, tant à Auch qu'à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), où le premier ministre a dîné, ont timidement rappelé que ce dossier existe aussi dans le Gers, département essentiellement tourné vers l'agriculture. Deux mille personnes y sont au chômage, alors que nombre de petites entreprises industrielles ont les plus grosses difficultés à survivre. Le premier ministre a regagné la préfecture de Toulouse dans la nuit du 26 au 27 août, après avoir assisté à un régal d'orgue à la cathédrale de Saint-Bertrand de Comminges (Haute-Garonne) ; Prélude et Fugue en sol, de Jean-Sébastien Bach, figuraient notamment au programme.

LAURENT GRELLSANT

(1) Les derniers chiffres concernant le bilan des dommages des inondations du mois de juillet dans le Gers atteignent 442 millions de francs (équipements publics particulièrement touchés). Les sinistres commerciaux ou industriels, agricoles, dont 177 pour l'agriculture, les exploitations paysannes évaluant pour leur part les sinistres à 414 millions de francs.

A Périgueux

M. CHIRAC : les partis de gauche veulent rompre par crainte d'un échec au gouvernement

De notre envoyé spécial

Périgueux. — Pour son premier déplacement en province après les vacances, M. Chirac a choisi d'adresser à la fraction du département des Landes. M. Jacques Chirac a été reçu. Vendredi soir 26 août, dans la vaste salle du Toulon à Périgueux, il a été accueilli par quelque huit à dix mille personnes, alors qu'au même endroit, le 10 octobre 1976, trois mille militants avaient reçu le futur président du R.P.R. « Le Monde » du 12 octobre 1976. Nombre de ses auditeurs étaient venus par car des départements voisins, ainsi que l'attestent plusieurs banderoles, comme celles proclamant : « Jacques Perillat avec Jacques Chirac », du nom de l'éventuel candidat R.P.R. à Angoulême, ou « Jacques Chirac, l'y crois », brandies par des supporters corréziens. En consacrant de longs développements à la controverse de la gauche, le chef du R.P.R. a surtout voulu s'adresser à la fraction hésitante de l'électorat et aux socialistes « de tradition humaniste », auxquels il a lancé des appels directs, « pour les faire douter de la capacité de l'union de la gauche à assumer le pouvoir. S'il n'a pas formellement choisi entre trois explications qu'il a avancées comme hypothèses — la broutille ne serait que du « cinéma », le P.C. veut plus de ministères importants que le P.S. la gauche ne veut pas accéder au

Dans son discours M. Chirac a démontré que, dans la réalité, la querelle qui se déroule au sein de la gauche ? Qu'il n'en cache à l'opinion publique, désagréable, en effet, plus qu'un doute sur les intentions réelles de l'alliance et sur son destin. Il a énoncé ses trois hypothèses : « Il s'agit de savoir si, dans ce cas, comme on dit d'un rideau de fumée, les deux partis sont d'accord pour tenter ensemble l'aventure du pouvoir et ne tout ce qui semblait de se dissiper. Mais pourquoi ? Eh bien ! parce que le parti socialiste a intérêt à donner l'impression qu'il est capable de résister au parti communiste. Cela doit rassurer les électeurs, auxquels on fait un clin d'œil en leur disant : « Faites-vous confiance, vous ne courez aucun risque, nous sommes les plus forts ! » » Pour le parti communiste, il faut se référer aux luttes internes des dirigeants, comme M. Marchais, sont toujours menacés par d'autres dirigeants, plus ouvertement stalinien, qui les accusent de mollesse, de compromis, de complaisance pour la social-démocratie. Donc, la faction de M. Marchais a intérêt à se montrer combattive pour faire taire les critiques et conserver son pouvoir. Quant à l'autre partie, au contraire, que le parti communiste français se livre à une véritable épreuve de force. Il ne peut participer au pouvoir. Il a tout mis là-dessus. Pour y parvenir il a été jusqu'à larguer l'un de ses dogmes, la dictature du prolétariat. « Voulez le pouvoir, il veut y tenir une grande place, et pourquoi pas la première ? Il ne veut pas être à la traîne du parti socialiste et se contenter de quel-

Une tournée des préfectures

Ce n'est pas exactement un « tour de France de l'emploi » que M. Raymond Barre vient d'accomplir, de Quimper à Toulouse, via Montpellier, Colmar et Charleville-Mézières. C'est plutôt un voyage à l'intérieur des préfectures. « Pour apporter son appui aux candidats de la majorité en vue des prochaines élections législatives », dit le parti socialiste.

Au cours de ce périple, le premier ministre a voulu « contrôler » personnellement sur le terrain l'application des mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes. Il n'a en fait vu aucun chômage ni aucune seule entreprise. Le « terrain » est resté limité à celui des préfectures, la visite dans le Gers sinistres par les inondations se situant en marge du « tour de France de l'emploi ».

Cartes, le chef du gouvernement a beaucoup reçu dans les préfectures. Il a écouté, s'est informé et a fait quelques déclarations pour le moins remarquées, comme à Colmar où il a assé : « Les jeunes ne devaient pas se « se berner à attendre l'emploi qu'ils souhaitent » ou sinon « qu'ils ne se présentent plus, alors, comme demandeurs d'emploi ». A Charleville-Mézières, M. Raymond Barre qui dressait un bilan particulièrement positif de son action après un an de présence à l'hôtel Matignon, a eu aussi cette « petite phrase » visible-ment destinée à M. Jacques Chirac : « Je ne voudrais pas qu'on oublie quelle était la

LE PRÉSIDENT DU R.P.R. NE PARTICIPERA PAS A UN « SOMMET » DE LA MAJORITÉ SI M. SERVAN-SCHREIBER Y EST CONVIE

Dans une interview accordée à France-Soir publiée dans le numéro daté dimanche 28-juillet 28 août, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déclaré qu'il ne participerait pas à une réunion de la majorité en présence du premier ministre, répondant :

« Je ne sais pas exactement dans quelle position politique se situe M. Servan-Schreiber, et ce n'est pas mon problème, c'est le sien, mais l'obstacle qu'il est en train de franchir, c'est de se placer en marge de la majorité jusqu'à ce qu'il ait refusé d'assister aux réunions auxquelles participent le C.N.I., le C.D.S., le parti républicain et le R.P.R., que de surcroît il a indiqué clairement, dans ses propos récents, qu'il présenterait sa candidature partout, et donc contre tous ceux qui ont été désignés ou qui seront investis à la suite des travaux des autres mouvements de la majorité, qu'il ne manque pas une occasion d'agresser les uns et les autres. »

« De surcroît il est le seul chef de parti adversaire du programme commun qui a refusé dans le débat économique son soutien au premier ministre. Vis-à-vis de moi-même il indique en permanence que tout ce que je fais est contraire à ce qui doit être fait, et à portée sur mon action des jugements dont je lui laisse la responsabilité, mais dont je m'occupe en dire est qu'il ne s'agit pas de ceux qui témoignent d'une volonté majoritaire ou de l'amitié qui doit lier des hommes appartenant à une même majorité. »

« Ainsi je ne vois pas à quel titre M. J.-J. S.-S. pourrait prétendre assister aux entretiens qui doivent avoir lieu à Matignon, et si cela était, ce serait évidemment à réserver ma propre participation. »

QUEL RÉGIME POUR LA FRANCE ?

L'Union pour une sociale démocratique (1) vient de publier, sous le titre « Quel régime pour la France ? », un texte de interventions prononcées au cours du colloque organisé par ses soins au Sénat le 4 décembre 1976 sur le thème : « Quel régime politique pour la France ? ». Au terme de ce colloque, présidé par M. Henri Caillavet (gauche démocratique), dont nous avons rendu compte l'époque (Le Monde daté des 12-13 décembre 1976), le sénateur du Lot-et-Garonne avait exprimé sa préférence pour le régime présidentiel, tout en soulignant « qu'avec un peu de surprise » il avait constaté l'attachement des professeurs de droit constitutionnel (M.M. Bredin, Chatain, Duverger, Luchaire et Robert) au régime parlementaire caractérisé par le maintien de la responsabilité gouvernementale devant l'Assemblée.

(1) Président : M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne, ancien ministre. Secrétaire : M. Denis Pouillard 53, rue Nationale, 75013 Paris

LE PROGRAMME A. 200 : A LA MI-1978

Ce samedi 27 août en fin de matinée, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a indiqué que le projet A 200 faisait l'objet en ce moment d'un séminaire en Grande-Bretagne, réunissant industriels et constructeurs, pour définir quel était le meilleur appareil entre l'A 200 et le BAC X-11, nouvelle version du BAC 1-11 anglais. Les propositions du séminaire seront prises au mois d'octobre. Sur leur base la « décision irréversible » sera prise au milieu de 1978 et l'on saura alors quelles seront les parties prenantes. A l'issue de leurs entretiens avec M. Raymond Barre, premier ministre, le syndicat F.O., G.C.C. et C.F.T.C. avaient annoncé un certain nombre de mesures concernant l'industrie aéronautique. Ces mesures, pour la plupart, sont des confirmations d'engagements ou de promesses antérieures faites notamment lors de la clôture du Salon aéronautique du Bourget le 11 juin. — 227 millions de francs seront inscrits au budget de 1978 pour permettre à un groupe de travail d'élaborer « un avion nouveau » à partir des projets des moyens courants A-200 et BAC-111. — Des mesures conservatoires seront prises pour assurer la relance de la production de l'avion de transport militaire Transall. — La relance de la fabrication d'une version améliorée du Nord 262 sera étudiée à la demande des syndicats. — Le maintien en activité du bureau d'études de la SNIAS (1 396 emplois) en 1978 et en 1979 est assuré. — De son côté, M. Barre avait souligné que « la coopération franco-allemande doit tout à fait décider à ce que l'Europe conserve une place dans le domaine de l'aéronautique ».

M. MICHEL DEBRÉ : relance durable et circonstancielle.

Dans une interview diffusée, vendredi 26 août, par R.T.L., M. Michel Debré a déclaré : « Depuis des mois, je dis que nous souffrons d'une pénurie d'investissements productifs. Et je dis par conséquent qu'il faut faire un effort de relance des investissements productifs. » Il y a une autre forme de relance qui est une relance, en quelque sorte, de la consommation. C'est un problème politique qui, à la veille des élections, ne peut pas ne pas attirer l'attention des gouvernements. Il est bien clair que cette relance politique a un caractère circonstanciel alors que la relance de l'investissement a un caractère durable et permanent. »

L'ACTUALISÉ

La gauche en

Le président du R.P.R. ne participera pas à un « sommet » de la majorité si M. Servan-Schreiber y est convié. Dans une interview accordée à France-Soir publiée dans le numéro daté dimanche 28-juillet 28 août, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déclaré qu'il ne participerait pas à une réunion de la majorité en présence du premier ministre, répondant : « Je ne sais pas exactement dans quelle position politique se situe M. Servan-Schreiber, et ce n'est pas mon problème, c'est le sien, mais l'obstacle qu'il est en train de franchir, c'est de se placer en marge de la majorité jusqu'à ce qu'il ait refusé d'assister aux réunions auxquelles participent le C.N.I., le C.D.S., le parti républicain et le R.P.R., que de surcroît il a indiqué clairement, dans ses propos récents, qu'il présenterait sa candidature partout, et donc contre tous ceux qui ont été désignés ou qui seront investis à la suite des travaux des autres mouvements de la majorité, qu'il ne manque pas une occasion d'agresser les uns et les autres. »

UN JOUVEAU DE LA

Le président du R.P.R. ne participera pas à un « sommet » de la majorité si M. Servan-Schreiber y est convié. Dans une interview accordée à France-Soir publiée dans le numéro daté dimanche 28-juillet 28 août, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a déclaré qu'il ne participerait pas à une réunion de la majorité en présence du premier ministre, répondant : « Je ne sais pas exactement dans quelle position politique se situe M. Servan-Schreiber, et ce n'est pas mon problème, c'est le sien, mais l'obstacle qu'il est en train de franchir, c'est de se placer en marge de la majorité jusqu'à ce qu'il ait refusé d'assister aux réunions auxquelles participent le C.N.I., le C.D.S., le parti républicain et le R.P.R., que de surcroît il a indiqué clairement, dans ses propos récents, qu'il présenterait sa candidature partout, et donc contre tous ceux qui ont été désignés ou qui seront investis à la suite des travaux des autres mouvements de la majorité, qu'il ne manque pas une occasion d'agresser les uns et les autres. »



LES PRIX DU JOUR
TOMATES
POMMES DE TERRE
FICHES JAUNES
CARTONS

مكتبة الأصيل

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Libres opinions

Accepter le rapport des forces

par DOMINIQUE VASTEL (*)

LORS que s'annonce la rencontre « au sommet », il est temps pour la gauche de méditer sur le débat qu'elle entretient le P.C. et le P.S. autour de l'actualisation du programme commun. Certains semblent penser que ce débat est le seul moyen de gauche s'étant volontairement abstenus d'entretenir la polémique — n'a pas renforcé la crédibilité de l'union de la gauche. Ils auraient raison et ce dialogue politique se poursuivait dans les mêmes conditions.

En effet, s'il n'est pas question pour la gauche d'escamoter le débat et l'information du public, le ton employé, les arguments avancés, les références évoquées, les méthodes utilisées ces dernières semaines par certains responsables politiques peuvent lui nuire.

Le parti communiste souligne comme à plaisir les divergences qui le séparent du parti socialiste. Elles sont normales et naturelles. Si le rapport de forces était différent, il critiquerait avec autant de véhémence les propositions du M.R.G. Mais il ne faut pas oublier que le programme commun est — n'est que — le dénominateur commun au P.S., au P.C. et au M.R.G. Le maximalisme programmatique du P.C. ne peut qu'ombrager les trois partis de gauche à constater une évidence : l'union de la gauche est tripartite.

Il ne faudrait pas rechercher un monolithisme dans lequel chacun perdrait sa personnalité propre.

L'union ne doit pas signifier pour les uns l'alignement systématique sur les positions des autres. Si cette lutte en avant dans la surenchère devait se poursuivre et faire en sorte que les radicaux de gauche voient leurs propositions rejetées — notamment sur la libre entreprise, l'étendue et les modalités des nationalisations et le problème du nucléaire, — ils ne pourraient signer le programme commun version 77.

Au fil des articles et des interventions de certains se développe l'idée qu'il existerait en fait deux gauches. L'une qui défendrait les travailleurs et l'autre qui s'apprêterait à gérer la crise. L'une qui tiendrait ses engagements, et l'autre pas. L'une qui accepterait le débat démocratique, et l'autre pas. L'une qui aurait raison, et l'autre tort. De tels procès d'intention ne sont pas admissibles entre partenaires. Les sentences données de leçons auraient-ils la même portée ? Seule l'histoire peut donner des leçons à la gauche. Et à toute la gauche.

Il semble que la notion de débat démocratique n'est pas le même sens pour tous. Que signifie en effet un débat d'où les électeurs sont absents ? Un article de presse, si brillant soit-il, ne peut tenir lieu de débat. Disons plus simplement qu'il y a un large dialogue public entre deux partenaires de l'union de la gauche. Dès lors, on comprend mal l'insistance du parti communiste à constamment remettre en cause — avec des arguments spécieux — la sincérité démocratique de ses partenaires.

Depuis la signature du programme commun, en 1972, les rapports de forces au sein de l'union de la gauche ont sensiblement évolué. En premier lieu, parce que le Mouvement des radicaux de gauche, embryonnaire à l'époque, est devenu une formation politique à part entière, ce qu'on confirme les dernières municipales. Avec dix mille élus — selon les propres statistiques du ministère de l'intérieur, — nous ne pouvons plus être réduits à jouer un rôle d'appoint. Les municipales ont aussi confirmé une autre progression : celle du parti socialiste. Il est devenu le premier parti de France. Sa position au sein de l'union de la gauche s'en est bien évidemment renforcée.

Nous ne lui contestons pas sa place prééminente. Nous souhaiterions que le P.C. fasse de même. La première vertu d'un démocrate est de respecter le suffrage universel. D'essayer d'en changer les résultats à venir — l'ambition du M.R.G. est bien évidemment de retrouver l'audience du radicalisme sous la III^e République, — mais pas de nier son verdict. Comme l'a récemment déclaré Robert Fabre : « Il faut que les communistes acceptent de jouer un rôle qui n'est pas prédominant ».

Les divisions de la majorité nous montrent où mène ce que le général de Gaulle appelait la politique des partis. Les leaders de la majorité se servent de leurs responsabilités ministérielles et des discussions préparatoires aux élections législatives pour renforcer leur autorité au sein de leur propre formation politique. Cette utilisation des affaires publiques à des fins personnelles ne nous surprend hélas ! plus, de la part d'une droite totalement discréditée. Mais, lorsque ces mêmes hommes politiques imputent à certains responsables de gauche les mêmes comportements, nous aimons que ceux-ci les démentent formellement, et d'une façon crédible.

Ce dialogue P.C.-P.S. n'aura pas été inutile. Il a montré le désir de la gauche de ne rien cacher à l'opinion publique. Les Français en avaient perdu l'habitude avec la V^e République. La vie politique française y a gagné.

Mais il convient que ce débat, s'il doit se prolonger, reprenne de la hauteur, et que chacun fasse en sorte d'éviter de le détourner de son but premier : faire un nouveau programme commun, qui soit aujourd'hui le meilleur pour les Français.

(*) Délégué national du M.R.G.

La gauche comme la République

par BERTRAND FESSART DE FOUCAULT

Une démocratie correspondant à notre temps, c'est le peuple décidant en dernier ressort, donc l'élargissement au maximum de la compétence référendaire, le plein exercice des prérogatives présidentielles puisque ce sont elles qui permettent l'appel au suffrage universel quelle que soit la nature du scrutin : on est loin de la représentation proportionnelle et des propositions constitutionnelles du programme commun actuel.

Une économie pour les hommes et non pour le capital, c'est la prise en compte des exigences autogestionnaires et écologiques, la décentralisation de la décision financière et administrative et, sans doute, l'élection au suffrage direct des responsables locaux : on est loin du gigantisme étatique, en filigrane du programme commun actuel. Une indépendance qui soit le critère d'examen et de conduite de tout projet industriel, militaire, et de toutes nos relations avec chacun de nos voisins d'une Communauté européenne qu'il va falloir reprendre à zéro si l'on veut réellement rebâtir comme avec les géants de l'époque mais qui ne seront sans doute pas toujours.

La gauche tenant un tel langage, analogue à celui qu'on n'entend plus guère depuis bientôt dix ans, aurait des suffrages à coup sûr moins volatiles que ceux de l'éternel parti des patriotes jouant toujours l'avant le plus probable : ses manœuvres pré-électorales seraient moins jumelles et donc moins écumantes que celles de la majorité actuelle ; les risques aux gaullistes seraient moins mensongères et moins assorties de contre-assurances aux centristes. Car la gauche ne doit pas s'y tromper : dans la très incertaine partie qui se jouera jusqu'en mars 1978 et après si elle devait lutter contre les subventions de toute nature qui ne manqueront pas de prétendre faire appel de sa victoire électorale, la sympathie de bien des nostalgiques de la politique du général de Gaulle ne lui sera ménagée qu'en proportion exacte qu'elle proposera et mènera une politique que M. Giscard d'Estaing n'a pas voulu suivre.

La gauche, comme naguère la République, aura besoin d'être d'une ultime vote de majorité. C'est d'ailleurs la force d'un Michel Debret dans l'autre camp. Elle ne doit pas se laisser entraîner par la tentation d'une certaine idée de la France qu'il faudrait ménager. C'est réaliste !

UN ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE MM. GEORGES MARCHAIS ET EDMOND MAIRE

L'Humanité du 27 août publie les lettres que viennent d'échanger MM. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., et Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. M. Marchais, se référant à l'interview de M. Maire publiée dans le Monde du 17 août, écrivait :

« Nous serions très désireux de pouvoir discuter avec vous de toutes ces idées, d'autant qu'il nous semble que les critiques que — explicitement ou implicitement — nous adressés à la gauche, proviennent pour ce qui concerne les communistes d'un manque d'information sur le contenu effectif des propositions que nous avançons dans le cadre des travaux d'actualisation du programme commun ».

M. Maire, au nom de la commission exécutive de la C.F.D.T., a répondu :

« Nous estimons qu'une réunion, dans le cadre précisé par votre lettre, ne nous paraît pas pour l'instant opportune ».

« Ainsi que nous le soulignons dans notre lettre du 25 août, nous en répondons à celle que vous nous avez fait parvenir la veille, qui nous proposait une réunion rapprochée entre nos deux organisations, nous ne souhaitons pas ».

M. BRACQUE (M.R.G.) : il n'est pas nécessaire de remplacer les SAFER par des offices fonciers.

M. Pierre Bracque, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré vendredi 26 août :

« La divergence sur les questions foncières agricoles avec le parti socialiste — n'est pas mineure — mais sans problèmes. Nous pensons être entendus car notre position correspond au désir profond des agriculteurs ».

« Les SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) doivent être renforcées, décentralisées et démocratisées, mais il n'est pas nécessaire de les supprimer et de les remplacer par des offices fonciers ».

Le parti socialiste propose, en effet, que les SAFER (organismes créés en 1960 pour permettre, avec des crédits publics, la restructuration des exploitations) soient remplacés par des offices fonciers qui achèteraient des terres, pour ensuite, en priorité, les donner en location.

M. Pierre Jose, chargé des questions agricoles au P.S., a récemment souligné « la nécessité d'intervenir sur le marché foncier en accroissant les SAFER, y compris en les remplaçant par des organismes cantonnaux, plus proches des réalités et où les agriculteurs seraient majoritaires ».

M.R.G. souhaite, pour sa part, que les SAFER continuent surtout à revendre les terres. « L'agriculteur doit être maître de l'outil de travail et non seulement d'un bout de terre », a souligné M. Bracque en rappelant que le sens de la propriété était « ancré » dans l'esprit des Français.

Les élections sénatoriales HAUTE-VIENNE : une compétition P.S. - P.C.

(De notre correspondant.)

Limoges. — Les huit cent quarante et un grands électeurs de la Haute-Vienne auront à désigner deux sénateurs, le 25 septembre prochain. Dans ce département, M. Pierre Bracque, député, avait recueilli 80,36 % des voix au second tour de l'élection présidentielle de mai 1974. La gauche détient les cinq sièges de parlementaires sur les six députés, deux (Mme Hélène Constant, P.C. et M. Marcel Rigout, P.C.) solliciteront le renouvellement de leur mandat en mars prochain. En revanche, Louis Longueque (P.S.), député sortant de la troisième circonscription, maire de Limoges, est candidat au Sénat. Il fait équipe avec M. Robert Baucourt, vice-président du groupe socialiste du Sénat, maire d'Isle. Le second sénateur sortant, M. Georges Lamoureaux, qui siège depuis 1949 au palais du Luxembourg, ne se représente pas. Les candidats du parti communiste sont deux conseillers généraux : MM. Jean Pagnou, maire de Rochechouart, et André Lecomte, maire d'Eymoutiers.

La compétition entre socialistes et communistes s'est traduite par une divergence portant sur le mode de désignation des grands électeurs. Les communistes ont demandé que la désignation des représentants des communes dirigées par des conseils municipaux d'union de la gauche se fasse à la proportionnelle entre P.S. et P.C. Ils souhaitent que cet accord soit étendu aux communes où l'union de la gauche ne s'étant pas réalisée, en mars dernier lors des élections municipales, et où des municipalités socialistes avaient été élues.

La fédération départementale du parti socialiste, sans apporter un non catégorique à ces propositions, a implicitement répondu par la négative en arguant de l'absence de toute décision politique nationale sur ce problème, et en notant que le sujet n'avait été évoqué lors des discussions sur la composition des listes municipales.

Si la fédération des socialistes démocrates qu'animait M. Jacques Boutard, amiens député, conseiller général, maire de Saint-Yrieix-la-Perche, n'est pas présente le 25 septembre, la majorité — dont la cohésion a été quelque peu mise à mal par le passage au R.P.R. de M. Pierre Balliot d'Estivaux, seul conseiller général républicain indépendant — assure qu'elle aura un candidat.

MARCEL SOULÉ.

Le jeu des surenchères

(Suite de la première page.)

Les Français sont directement concernés par le débat de fond entre les alliés du programme commun, que la polémique actuelle camoufle plus qu'elle ne l'exprime. Le débat n'oppose pas seulement communistes et socialistes, mais également, sous une forme un peu différente, la majorité du P.S. et sa minorité que rejoignent ici des éléments gauchistes. Il concerne la fameuse « rupture » avec le capitalisme. Bien entendu, une victoire de la gauche perdrait toute signification si le nouveau gouvernement devait suivre la même voie que ses prédécesseurs, à quelques modalités près, et s'engager dans un plan Barre bis après l'échec du plan Barre bis. En ce sens, on peut parler d'une rupture, qui serait d'autant plus justifiée qu'elle correspondrait à la volonté des citoyens exprimée par leurs suffrages et par les députés qu'ils auraient élus.

Aucune des propositions communistes n'est absurde en elle-même. L'ensemble risque de le devenir par une série de coups de pouce cumulés, qu'on mesure à travers les adresses. On prétend économiser « rapidement » sur les dépenses d'E.D.F. en modifiant la politique énergétique de la France, œuvre de longue haleine, et en nationalisant Empain-Schneider, gouffre d'argent dans un océan. On affirme qu'il est possible de relancer « tout de suite » la production sidérurgique, dont on reconnaît qu'il faut la moderniser « progressivement ». On porte en recettes immédiates les suppressions de gaspillages et les gains de productivité provenant de nationalisations, qui ne pourront donner de tels fruits qu'à moyen terme, sinon à long terme.

Appliquer simultanément toutes ces mesures obligerait à placer la France hors de la concurrence internationale, ce qui forcerait à développer une économie d'un nouveau type, proche des économies de guerre ou de reconstruction. Une rupture de ce genre serait plus efficace que le mouvement des masses, parce qu'on pourrait difficilement échapper à son engrenage une fois qu'on y serait entré.

La réponse de Georges Marchais à Roger Priouret pouvait faire suspecter les intentions des communistes à cet égard. Ils viennent de signifier clairement qu'ils n'entendent pas glisser sur cette pente, par la plume de leur meilleur économiste, Philippe Herzog, plaçant le redressement de la balance du commerce et des paiements extérieurs parmi les quatre objectifs prioritaires de la gauche dans sa première année de pouvoir. Cela signifie que le forcing démagogique sur la mise en œuvre du programme commun tient compte de la résistance des socialistes. On demande trop, parce qu'on sait que les partenaires réduiront les prétentions.

N'aurait-il pas été préférable de montrer plus de réalisme pendant toutes les négociations en cours, et de toujours traiter les Français en adultes, au lieu de jouer ce jeu des surenchères ? En tout cas, ce n'est point à la majorité actuelle de les dénoncer, car elle en donne d'aussi bons exemples, le programme ministériel excepté. Mais l'obstination du « meilleur économiste français » à poursuivre son plan de déflation envers et contre tous ne fait pas oublier que deux des meilleurs économistes mondiaux, Leonidief et Tinbergen, l'un et l'autre prix Nobel, avaient soutenu les propositions contraires avancées par François Mitterrand lors de la campagne présidentielle. Enfants alors dans le tintamarre, leurs propos mériteraient de ne pas l'être maintenant par une querelle superficielle entre les alliés du programme commun.

MAURICE DUVERGER.

● M. Jean Popere, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré jeudi 25 août : « Le procès d'intention qui est fait par le P.C.F. à l'endroit du parti socialiste ne sert pas l'ensemble de la gauche ».

« Il est pratiquement injuste et injustifié si l'on considère que les militants qui constituent l'actuel parti socialiste et ses dirigeants n'ont cessé d'œuvrer toute leur action depuis des années sur la radicalisation et le renforcement de l'union des travailleurs ».

« Que le parti communiste ait changé d'avis sur plusieurs points, c'est son droit. Et l'on peut, évidemment, sous procès, discuter de ses positions nouvelles. Mais il ne peut nous accuser d'infidélité à l'égard du programme commun, qui est la charte même de notre action, au nom de ces positions nouvelles qu'il voudrait substituer à notre contrat de 1972 [...] ».

LES PRIX DU JOUR

POMMES DE TERRE
Rég. parisienne, 35 mm vrac
0,45 à 0,65 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi, cal. 57-67
2,95 à 3,95 F le kg

PÊCHES JAUNES
Rhône ou Midi, Cal. I, cal. B
4,20 à 5,20 F le kg

LAITIUES
0,70 à 0,90 F pièce
Prix établis en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

Secrétariat d'Etat à la Consommation
Commission de Paris

Le Monde de l'éducation

NUMERO DE JUILLET-AOÛT

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Lettres - Sciences - Sciences sociales et humaines
Médecine à Paris - Classes préparatoires

● Un choix de livres d'enfants pour les vacances

LE NUMERO : 5 FRANCS

ÉDUCATION

LA POLÉMIQUE SUR LE « FICHAGE » DES ÉLÈVES

M. Haby est prêt à discuter d'une « amélioration » du dossier scolaire

A la suite de la polémique qui s'est engagée autour de la création d'un « dossier scolaire » qui suivra chaque élève pendant sa scolarité, M. René Haby est prêt à discuter d'une « amélioration » du dossier scolaire. Le contenu exact sera fixé par deux commissions de travail, l'une pour le primaire, l'autre pour le secondaire, au cours de la rentrée scolaire. M. Haby a déclaré à ce sujet, lors d'une conférence de presse, que le dossier scolaire n'est pas un « fichage » mais un « suivi » de l'élève.

Répondant à l'accusation de « fichage des élèves », M. Haby a déclaré : « Je crois que ce dossier scolaire est une amélioration de la situation actuelle. Il ne s'agit pas d'un fichage, mais d'un suivi de l'élève. Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. »

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

Le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages. M. Haby a déclaré que le dossier scolaire est un outil de travail pour les enseignants et les parents. Il permet de suivre l'évolution de l'élève et de l'aider dans ses apprentissages.

RELIGION

Sur TFI, un portrait de Mgr Thomas, évêque d'Alger

Le silence et la parole

Comment peut-on être évêque en 1977 ? Naguère, personnage important dans son diocèse, l'évêque se trouve aujourd'hui au centre de toutes les controverses, la cible de toutes les revendications, l'homme dont la tâche impossible est de faire l'unité dans une église éclatée. Grand des initiatives ? Il est taxé d'autoritarisme. Consulte-t-il ses confrères ? Il se cache derrière la collégialité. Se prononce-t-il sur une question sociale ? Voilà qu'il fait de la politique. Se refuse-t-il à se prononcer ? Il est en collision avec les pouvoirs publics.

En choisissant de brasser le portrait de Mgr Jean-Charles Thomas pour l'émission catholique « Le jour du Seigneur », Patrice Chagnard reconnaît son parti pris. Le plus jeune évêque de France, lors de son ordination, il y a cinq ans, Mgr Thomas, est une figure hors série ? P.-D.G. par tempérament en même temps que par conviction, il a su imprimer sa marque distinctive sur l'image qu'il donne de la fonction d'évêque.

Autre originalité, en tant qu'évêque d'Alger, ce Vendéen d'origine, bien que pleinement adopté par les Algériens, se trouve à la tête d'une Église tiraillée par la violence et les séductions autonomistes. « On sait toujours quand commence un conflit par action violente, constate-t-il ; on peut ramener à l'origine le conflit à un moment où il y aura des morts. » Après les événements d'Alger, en mai 1976, au cours desquels deux membres des forces de l'ordre avaient été tués, Mgr Thomas avait comparu comme témoin à la cour de sûreté de l'État. Puis, il avait expliqué le sens de son action dans un éditorial de la semaine d'Alger : « Le silence et la parole. »

Quand doit-il garder le silence ? Quand doit-il parler ? Mgr Thomas reconnaît qu'il joue un rôle social qui dépasse sa personne privée, mais il refuse de n'être que le représentant d'une institution.

« Je suis là finalement pour aider les gens à se réaliser, dit-il. Je suis gardien de la parole de Dieu et possédé par elle, je dois permettre aux autres d'y accéder. »

Des contradictions

Il ne cache pas, cependant, son attirance pour les structures, les rouages de la machine, le fonctionnement de l'institution. Et on le croit volontiers, quand on le voit mener un débat sur les finances diocésaines ou calibrer l'article de son bulletin à l'aide d'un calculateur de poche ! Ce n'est pas pour rien du reste, qu'il a étudié à l'Institut de gestion prévisionnelle. « Êtes-vous évêque ou P.-D.G. ? », lui demande Patrice Chagnard. « Je suis l'un et l'autre, répond-il, un P.-D.G. avec un esprit d'évêque, c'est-à-dire, chrétien. Mais je suis plus qu'un simple chrétien, plus qu'un délégué du peuple — puis-je ne m'a pas choisi ? Je suis responsable d'un peuple, responsable envers les chrétiens et les non-chrétiens. »

Ce film nous fait découvrir une mission ingrate à beaucoup d'égards, des situations ambiguës parfois, mais qui permettent d'entrevoir le mystère de l'Église elle-même en proie à ses propres contradictions, déchirée entre son message de paix et son apparente richesse d'organisation.

Qu'est-ce qu'un évêque ? Mgr Thomas n'a pas de réponse toute faite. « On attend autre chose, dit-il, quelque chose de plus... » Le film se termine sur l'image de l'évêque en méditation face à la mer, dans un silence plus éloquent que la parole.

ALAIN WOODROW.

★ TP 1, dimanche 28 août à 10 h 30, magazine « Le silence et la parole ».

Libres opinions

ORTHODOXIE

par JEAN DELUMEAU (*)

J'ai été heureux et honoré de recevoir le Grand Prix catholique de littérature pour mon dernier ouvrage. Le catholicisme va-t-il mourir ? (1) Je prévoyais assurément quelques réactions de désaveu à la suite de ce choix, mais non qu'on qualifie mon livre d'« attentat contre le catholicisme », ce qu'a fait le Père Bruckberger. Il faut préciser pour les personnes non prévenues que, dans cet essai, j'affirme ma croyance à la divinité et à la résurrection du Christ et que, tout en étant très critique à l'égard de l'Eglise-pouvoir d'aujourd'hui, je m'efforce de déceler, dans le temps et l'espace, les signes permanents et toujours nouveaux de la vitalité chrétienne. Aussi beaucoup ont-ils reçu mon propos comme un message d'espoir ; et tel était bien mon objectif.

Le jury qui a distingué mon livre se trouve naturellement condamné avec moi par le Père Bruckberger : « (Ce) livre est un attentat contre le catholicisme. Cela suffit pour qu'un jury catholique le signale par une récompense à l'enthousiasme des masses catholiques... Voyez à quel point nous sommes méprisés par notre hiérarchie et ce qui l'entoure... et cette « bande de gens ». Le Père Riquet, ayant approuvé dans le Figaro le choix du jury, est parallèlement voué aux gémonies : « Il est une des gloires de sa compagne et le réconfort de ses supérieurs. Je le dis tout net, continue le Père Bruckberger, sa position me scandalise jusqu'à l'os. Sa religion n'est pas la mienne, son catholicisme n'est pas le mien. » Je ne commenterai pas davantage ces débordements. Il y a mieux à faire.

En revanche, la prise de position de Jean Guilton mérite respect et attention. Il appartient au jury et, apparemment, n'a pas voté pour moi, ce qui était son droit le plus légitime. En outre, deux mois après la remise du prix, il a fait connaître à la presse qu'il démissionnait du jury. Car « un cas de conscience » s'est posé pour lui. Certes, écrit-il, « j'ai une grande estime pour les travaux de mon collègue ; j'ai tiré profit de la lecture de son ouvrage... (mais), dans sa conclusion, il s'écarte de l'orthodoxie catholique ». Dans ces propos, donc, aucune malveillance mais un désaccord sur le fond, et notamment sur la notion d'orthodoxie.

La question vaut d'être débattue, car elle est importante pour l'avenir du christianisme. Il faut d'abord remarquer que l'orthodoxie est un concept élastique, qui atteignit au seizième siècle, dans un climat obsédant, sa plus grande extension. Dans les actes du concile de Trente, la formule « qu'il soit orthodoxe », lancée contre quiconque, signifiait l'une ou l'autre des affirmations doctrinales élaborées par les Pères conciliaires revient vingt-six fois. Vatican I ne l'employa que dix-huit fois. Vatican II ne l'a pas utilisée. Au temps des guerres de religion, les protestants, eux aussi, multiplièrent les déclarations d'orthodoxie (confessions de foi, XXXIX articles de l'Eglise anglaise, etc.), rejetant dans les ténèbres extérieures quiconque n'y adhérerait pas.

L'abondance et la diversité des professions d'orthodoxie conduisent forcément notre époque en quête d'unité chrétienne à les passer au crible de l'examen et plus généralement à s'interroger sur certaines affirmations doctrinales d'autorité, même prononcées par des conciles œcuméniques. Celui de Florence, en 1442, déclara : « Tous ceux qui sont en dehors de l'Eglise catholique, non seulement les païens, mais encore les juifs, les hérétiques et les schismatiques, sont exclus de la vie éternelle. Ils tront au feu éternel qui a été préparé pour le diable et ses anges... Personne, si grande que soient ses œuvres et répandant-il son sang pour le nom du Christ, ne peut être sauvé qui ne sera pas resté dans le sein et l'unité de l'Eglise. » Quel catholique aujourd'hui peut encore adhérer à une formule aussi dure ?

J'ai donc proposé, dans mon livre, une révision de la notion d'orthodoxie, souligné que le terme « transsubstantiation » renvoie à une physique qui n'est plus la nôtre et montré que le débat du seizième siècle sur la « justification par la foi » — à l'époque le plus grand fossé entre catholiques et protestants — était devenu sans objet. Car les confessions rivales partageaient alors la croyance au paradis terrestre (les imaginaient Adam et Eve mis sur terre 4000 ans avant Jésus) comme des êtres adultes, majeurs, capables de commettre en toute liberté une faute énorme entraînant la condamnation de toute l'humanité à l'enfer, n'ont été la rédemption. Mais ce que nous savons maintenant de l'histoire ancienne de l'homme ne nous permet plus de nous représenter les choses ainsi.

Le péché existe, certes ; c'est un fait d'expérience que notre époque démontre à l'évidence ; il coexiste à l'homme. Mais la conception traditionnelle du péché originel ne peut plus être maintenue. Nous sommes donc conduits à des réexamens doctrinaux qui devraient nous inciter à plus de prudence dans les formulations et à moins d'assurance dans les condamnations. Un religieux (qui n'a rien d'un révolutionnaire) remarquait récemment avec humour que si on avait fait subir à saint Pierre un examen sur les sept sacrements, il aurait été collé. Aussi a-t-il présenté le souhait que, dans une Église qui se réunirait progressivement (sans vaincre ni vaincus) et dont redeviendrait vraiment « catholique », au sens plein du terme, les fidèles se rassemblent autour d'une prière commune de la foi qui dirait — en un langage de notre temps — l'essentiel de la croyance chrétienne, mais laisserait libres en marge plusieurs options théologiques moins importantes. Dans cet énoncé « fondamental » seraient, en revanche, explicitées les exigences éminemment évangéliques de la charité et du partage.

A un niveau plus pratique, j'ai encore ajouté — ce qui aux yeux de certains a aggravé mon cas — qu'il n'est plus raisonnable, à notre époque, d'être un pape à vie, la charge étant trop lourde ; et qu'il vaudrait mieux qu'il abandonne le Vatican — c'est aussi le souhait de Dom Helmer Camara, — ce palais constituant à lui seul un contre-témoignage malgré la sainteté de celui qui y vit. Enfin, il me semble que l'Eglise romaine pourra difficilement maintenir le type de gouvernement qui est le sien : si parce qu'il est en train à la marche vers l'œcuménisme ; si parce qu'il est de plus en plus désaccordé par rapport au nouveau « modèle » de christianisme qui se met en place sous nos yeux, avec ses cellules de fidèles motivés et adultes.

Jean Guilton a donc raison de penser que je m'écarte de l'orthodoxie au sens que le seizième siècle (ou le dix-neuvième) a donné à ce terme, et je comprends son point de vue. Mais le moment est venu d'opérer un choix dans le legs du passé, d'espérer et de croire que le navire de l'Eglise finira par dépasser le cap des temples qui gênent actuellement sa route. Mais ce n'est pas en restant immobile. L'aventure de la foi n'est pas terminée.

(*) Professeur au Collège de France.

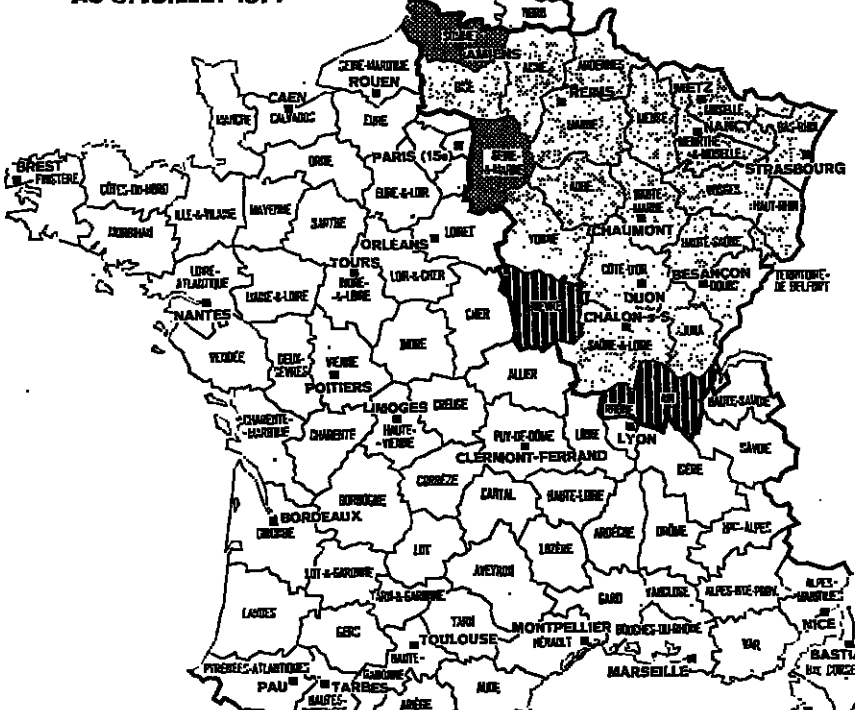
(1) Cf. La chronique consacrée à ce livre par André Mandouze dans « Le Monde » du 9 février 1977.

MÉDECINE

POURSUIVANT SA PROGRESSION

La rage a atteint dix nouveaux départements

LA PROPAGATION DE LA RAGE AU 31 JUILLET 1977



Centre de traitement antirabique

III Nouveaux départements touchés au 31 juillet 1977

Source : Ministère de la Santé

La rage a fait sa réapparition en France en 1968 à partir du nord et de l'est du pays, progressant chaque année de quelques 30 à 40 kilomètres. Au 30 décembre 1976, le Journal officiel publiait une liste des trente-sept départements à atteindre ou menacés par la rage. Le Monde du 1^{er} janvier 1977, le ministre de la Santé annonce l'apparition de la maladie dans deux nouveaux départements : l'Ain et la Nièvre.

Le vecteur de l'épidémie, rapetonné, est constitué avant tout par les renards et quelques animaux sauvages tels que les blaireaux, les fous, les martres, les chevreuils, etc. Par conséquent, la campagne d'abattage systématique des renards, qui a soulevé un certain nombre de protestations (le Monde du 8 mars), se poursuit. Il reste que les mesures préventives ne peuvent en aucun cas être négligées, la première d'entre elles étant de toute évidence la vaccination. On estime généralement que, pour ce qui concerne les humains, celle-ci doit être réservée aux personnes particulièrement exposées (agriculteurs, gardes forestiers, etc.). En revanche, la vaccination des animaux

domestiques (chiens et chats) suppose dès que l'animal est susceptible (chasse, vacances, camping) d'être emmené dans une zone contaminée. On insiste aux ministères de la santé et de l'agriculture sur la nécessité de vacciner les bovins.

On rappelle également de même source l'attitude à adopter en cas de morsure par un animal qui semble contaminé : s'efforcer de l'identifier et — dans la mesure du possible — de le capturer pour que le diagnostic puisse être établi avec certitude par des analyses biologiques ; signaler aux services vétérinaires du département tout cadavre d'animal suspect d'être à l'origine d'une contamination ; laver la plaie à grande eau, de préférence savonneuse ; consulter immédiatement un médecin qui mettra en œuvre le traitement antirabique. Il existe en France, à l'heure actuelle, trente centres antirabiques, l'objectif du ministère de la Santé étant d'en créer un par département.

Les seuls cas mortels de rage, depuis la réapparition de la maladie, ont été des cas importés. Cinq ont été constatés en 1976 (deux en provenance d'Algérie,

deux du Gabon et un du Maroc) et deux en 1977. Le dernier en date est celui d'un jeune Marocain, décédé le 20 août, à l'hôpital Claude-Bernard à Paris. Il avait été mordu à Fes, au Maroc, le 13 juillet dernier, et traité trop tard.

La recrudescence de la rage préoccupe les autorités sanitaires internationales. C'est ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé organise à Francfort une session particulièrement consacrée à ce thème en novembre prochain. — C. B.

Des cas de choléra auraient été découverts à Ankara, d'après le maire de cette ville, M. Vedat Dalokay, qui a demandé, lors d'une conférence de presse, le jeudi 25 août, qu'un dépistage de la maladie soit organisé. A la suite de ces informations, démenties par le ministère turc de la santé publique, les autorités sanitaires italiennes viennent de décider d'établir un recensement des personnes provenant de Turquie. — (A.F.P., Reuters.)

Le Monde aujourd'hui

AVANT-GARDE

Les nouvelles

Le monde aujourd'hui est un monde en mouvement. Les nouvelles nous apportent des informations sur les événements qui se déroulent dans le monde entier. Les nouvelles nous permettent de suivre l'actualité et de nous tenir au courant des événements qui nous concernent. Les nouvelles nous aident à comprendre le monde et à prendre des décisions éclairées. Les nouvelles sont une source d'information essentielle pour tous les citoyens.

Le fil de la semaine

Le fil de la semaine nous permet de suivre les événements qui se déroulent dans le monde entier. Les nouvelles nous apportent des informations sur les événements qui se déroulent dans le monde entier. Les nouvelles nous permettent de suivre l'actualité et de nous tenir au courant des événements qui nous concernent. Les nouvelles nous aident à comprendre le monde et à prendre des décisions éclairées. Les nouvelles sont une source d'information essentielle pour tous les citoyens.

ECOLE D'INTERPRETES ZURICH
Cours d'allemand pour étrangers
Cours intensifs : 19 heures par semaine, le matin
Cours du soir : 2 fois 3 heures par semaine — laboratoire de langue
début des cours : mars et octobre
CH-8006 Zurich
Scheuchzerstrasse 68

هناك امه الاصل

Libres opinions
ORTHODOXIE



Le Monde aujourd'hui

CROQUIS

AVANT-GARDE

A la gare

O MME heures. Le train de Paris arrive dans quelques minutes. Le hall de la gare de Metz est presque désert. Parmi ceux qui attendent, une femme sans âge, mise très modestement, trop modestement pour passer inaperçue. Son regard est rivé sur le long couloir qui mène au portillon. Soudain, son visage s'éclaircit. Une autre femme, assez âgée, se dirige vers elle, chargée de bagages et accompagnée de deux jeunes garçons. L'aîné, sept ans, les cheveux châtains, donne sa main au plus jeune, qui la serre très fort. « Denis ! » C'est presque un cri, le cri d'une voix chargée d'amour. Denis — c'est le plus grand — ne réagit pas, ne se précipite pas dans les bras de sa mère.

Les deux femmes se saluent : « Tenez, voilà le carnet de santé. Je vais aussi vous régler la course en taxi. » — « Non, ce n'est pas la peine. » Les deux garçons sont là, un peu perdus. Leurs pantalons sont froissés, trop courts, et leurs vestes défraîchées sentent l'orphelinat. Le plus jeune est toujours accroché des deux mains à la main de son frère. Il ne connaît pas cette femme qui les attendait. Il la regarde, et dans son regard se glisse une peur, en même temps que semble vouloir y naître un immense espoir. L'accompagnatrice s'en va d'un pas pressé vers le hall des départs. La femme prend les bagages des enfants et se dirige vers la sortie. Soudain, à peine hors de la vue de l'accompagnatrice, elle s'arrête, pose les valises, se baisse et embrasse Denis qu'elle serre dans ses bras.

JEAN-CLAUDE BAYOL

Les nouveaux voleurs

« TIME is money. » Derrière ce principe simple se cache une réalité complexe. La valeur du temps dépend en effet de la façon dont on l'utilise (ainsi que de la situation monétaire internationale : le cours du temps américain fluctue évidemment en même temps que celui du dollar). Lorsqu'ils décident de voler du temps, David Kelly et Matthew Palmer Junior, de Philadelphie, ne choisissent pas n'importe quel temps bon marché, mais le temps le plus cher qu'ils puissent trouver : du temps d'ordinateur. Ils en volent pour 140 000 dollars.

Que fient-ils de tout ce temps ? Ils recomposent de vieilles partitions musicales afin de fabriquer ce qu'on appelle de la musique au métronome, destinée à meubler les temps dans les supermarchés et les aéroports. L'unité de longueur ne doit pas faire illusion, la « musique au métronome » se transforme bel et bien en temps musical grâce aux bons soins d'un ou de plusieurs instrumentistes. A partir d'une heure d'ordinateur, on compose des dizaines d'heures de musique, et, même en considérant que le temps informatique, le bénéfice de nos deux compères fut considérable.

Alors qu'ils s'apprêtaient à prendre un peu de bon temps, David K. et Matthew P. furent capturés par le F.B.I. Ils sont aujourd'hui dans un lieu où le temps est de très mauvaise qualité : en prison. 140 000 dollars ne se remboursent pas en quelques heures, mais plutôt en quelques années...

Remontons le temps et franchissons l'Atlantique. Nous sommes en janvier dernier. Cette fois, c'est Scotland Yard qui effectue la cap-

ture. Rodney Cox n'a pas volé du temps, mais de l'information, sous forme de bandes magnétiques. Sans ces bandes, l'ordinateur de la compagnie ICI ne peut pas évaluer l'état des stocks, calculer les prix et les bénéfices, etc. L'auteur de l'enlèvement demande une rançon de 200 000 livres. L'affaire se termine simplement, sans qu'il soit nécessaire d'aller chercher Sherlock Holmes et Hercule Poirot dans leurs tombes : la police arrête Cox lorsqu'il prend livraison de la valise traditionnelle (Scotland Yard a refusé d'indiquer si la valise contenait effectivement l'argent de la rançon).

Les fraudeurs informatiques agissent en général de façon moins grossière et échappent aux poursuites. Ainsi, le F.B.I. suppose que les escrocs d'avant-garde se comptent par milliers, mais il en a pris jusqu'ici moins de cinq cents.

L'un d'eux avait modifié le programme des payes de son entreprise. Ses cent mille collègues recevaient chaque mois un salaire amputé d'un franc, et lui chaque mois un salaire augmenté de cent mille francs.

Un autre, pour se venger de son employeur qui l'avait licencié, avait programmé avant son départ l'effacement progressif des comptes de la société. Les clients ravés cessèrent de régler les factures dont il ne restait plus trace.

Des courtiers en assurances ont vendu soixante-quatre mille fausses polices pour 2 milliards de dollars. L'ordinateur avait été programmé pour que ces « contrats » n'apparaissent pas dans les contrôles.

Un sergent de l'Air Force a fait acheter par l'ordinateur de l'essence imaginaire à des sociétés ficti-

ves. Le compte en banque qu'il avait ouvert à son nom pour y recueillir l'argent était, lui, bien réel.

L'évolution des escrocs entraîne naturellement une évolution parallèle des policiers. Les détectives privés informatiques, les conseillers d'entreprise spécialisés, les agents fédéraux programmeurs, se comptent par centaines.

Déjà, pour justifier sans doute leur salaire élevé, les « conseillers » du ministère américain de la santé ont reprogrammé entièrement le fichier des personnes ayant fait un séjour en asile psychiatrique, afin qu'un maître-chanteur éventuel ne puisse pas rappeler à un homme politique un incident oublié de sa jeunesse. Au F.B.I., les « gardiens » du fichier des quarante mille terroristes potentiels les plus dangereux viennent jour et nuit pour être certains que personne n'efface le moindre nom. L'armée et la C.I.A. ont, bien entendu, engagé de nombreux spécialistes.

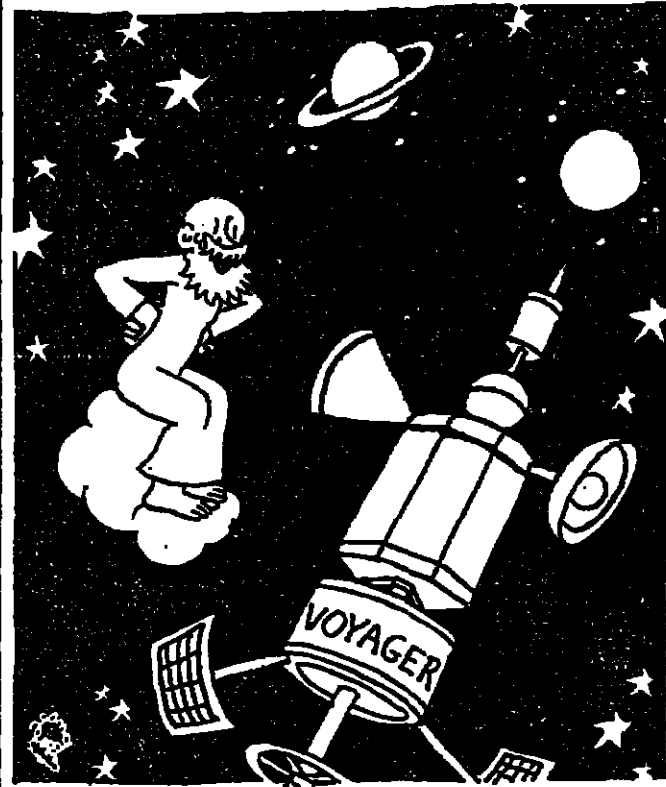
Après la guerre atomique, la guerre chimique, la guerre bactériologique, parlons-nous de guerre informatique ? On frémit en pensant aux ravages que pourraient exercer des saboteurs familiers du « fortran » et du « langage machine ». Quelques ordinateurs stratégiques reprogrammés, et l'économie d'un pays s'écroule, les bombes H éclatent sur place, les barrages se rompent, les avions s'écraquent au sol.

Il est donc urgent de mettre au point un système de contrôle ne présentant pas les faiblesses des policiers et contre-espions informatiques qui ne sont, hélas, que des hommes.

En utilisant, par exemple, des ordinateurs-gardiens...

JEAN-JACQUES ADAM.

AUX SOURCES DE LA VIE ?



Atmosphère ? Est-ce que j'ai une queue d'atmosphère ?

CAMPAGNE

Un train de sénateur

L'AUTOMOBILE jure dans la plaine encore fraîche de l'aube naissante où gazouillent les moineaux rorates. Ici le sol montre des chaux hautes par la moissonneuse-batteuse, là les épis balancent toujours leurs lourdes têtes qui attendent la pulvérisation. Inscritibles à cette époque en puissance, les deux occupants du véhicule sont tout à leur devoir. Celui du volant veille sous la casquette grise à ne pas se planter dans un fossé et le second, à l'arrière, cpluche la presse du matin, toute grasse d'œufs à peine sèches. Il consulte sa montre, puis il compulse rapidement une fiche de carton tirée d'une boîte où elle est classée.

« Plus vite Maurice, nous ne sommes pas à un entrecôte ! » L'interpellé hoche du chef avec désespoir. Le compteur marique 165, et sur cette modeste roue vicieuse, cela jris le suicide. Nonobstant cette circonstance fâcheuse, il accélère un peu plus. On y est enfin. Sur la borne de pazon, près d'une 2 CV, un cultivateur est en train de réparer une roue de tracteur, aidé du conducteur de l'engin. Les portières qui claquent l'alertent. Il devient rouge de confusion et accourt en s'esquivant les mains : « Ah ! monsieur le sénateur, par exemple, quelle bonne surprise. » Il court de cette exagération. A la vérité il attendait un peu à cette visite. Le parlementaire se hâte vers lui bras ouverts : « Chérami. Quelle joie. Comment allez-vous ? »

On se congratule. L'homme du Luxembourg y va de sa chansonnette dont il a retrouvé le refrain dans son fichier : « Et votre fille, plus de séqueles de son opération ? Les varices de madame ? Votre gendre n'a plus que deux mois à faire sous les drapeaux, je crois bien. Je suis content pour lui ! »

On parle du temps

Il noie sous les détails familiaux son interlocuteur stupéfait. Quelle mémoire d'épiphanie est élu ! En voilà un par exemple qui n'oublie pas ses amis ! On parle du temps et des réalités et des bêtes. M. le sénateur qui lit Rustica a, sur tout, une opinion, une compétence. Il sait qu'il va pleuvoir en râlant d'un coup de talon une plaque de mousse, il reconnaît les variétés de blé en éraçant les épis entre ses paumes et il évolue dans le herd-book avec l'assurance d'un président de comice. En effet, pour avoir confectionné une norme et une frissonne, il a jadis la dernière fois y laisser son mandat. Depuis, il dicte l'espèce bovine. Il s'en va avec de grandes effusions et le fermier, regardant par cette risée, retourne à son peu creux.

Le sénateur débarque maintenant dans la cour d'un domaine. Chassant devant lui un régiment de volatiles capotantes et effarées, il va au-devant du maître qui l'attend sur le pas de la porte.

« Chérami. Quelle joie. Comment allez-vous ? » Le souvenir rattrapé par la fiche du bonhomme, il renouvelle ses condoléances pour le récent décès de la grand-mère et ses félicitations au petit dernier qui a obtenu le certificat d'études. « Vous boirez bien une goutte, tout de même. Celle de 1914, vous savez bien. » Il sait tout, oui, il en prend son parti avec résignation. Il avale la mixture avec un frisson dans la hanche, sans broncher cependant. Sur le bon de carton, dans la roiture, il a lu :

« Attention, toi bord-boyaux infect, à consommer avec prudence. » L'implication à digérer un second petit verre du redoutable breuvage le fait fuir vers la commune suivante où il a rendez-vous avec un autre grand électeur.

Ainsi l'honorable parlementaire, comme on dit, poursuit sa campagne amorcée en juillet. Au hasard de ses pérégrinations, il palpe le pis des vaches, chatouille la joue des enfants, hume les poignées de terre, soupèse les lapins, aide à vider une cuiche, goûte le lait, s'exalte sur le vin du cru et accueille les grets de reproduction.

SERGE GRAFFEAUX.

(Lire la suite page 9.)

Au fil de la semaine

« AGRICULTEUR Franche-Comté, vingt-neuf ans, simple, sobre, sans relations, timide, seul sur son exploitation, disposant prochainement logement moderne, recherche jeune fille milieu rural, bonne famille, capable me seconder. »

« Béarn. Agriculteur célibataire, quarante-sept ans, blond, sympathique, sérieux, épouserait jeune femme brune, agréable, sincère. »

« Cultivateur célibataire, quarante-six ans, cherche jeune fille ou veuve aimant la campagne, préférence originaire Isère. » Ces trois annonces-là sont extraites d'un tout récent numéro d'un mensuel agricole bien connu des chasseurs et fumeurs pour sa rubrique des mariages.

« Cultivateur, cinquantaine, recherche jeune femme pour s'occuper d'une grosse ferme dans l'Yonne, sans détail. » Cette fois, c'est un quotidien de jeunes et de gauches dont les annonces sont habituellement moins conformistes.

Dans un grand hebdomadaire national : « Agriculteur propriétaire, quarante et un ans, célibataire, sérieux, correspondrait, vue mariage, avec jeune fille ou veuve sérieuse, aimant la campagne. »

Dans un petit périodique local : « Agriculteur célibataire, trente-huit ans, n'en peut plus de solitude, rencontrerait femme vingt-huit-trente-huit ans vue mariage. Aucune condition race, couleur. »

Et ainsi de suite. A travers les petites annonces, des milliers d'agriculteurs sont à la recherche d'épouses. Dans ces rubriques, côté femmes, toutes les professions sont représentées sauf une : cultivatrice. Côté hommes, c'est le contraire : les paysans sont probablement les plus nombreux.

Trente, quarante, cinquante ans. De la Franche-Comté à l'Yonne, du Béarn à l'Isère, de la Bretagne à la Creuse. Propriétaire ou fermier. Grosse ferme ou petite exploitation. Avec ou sans bétail. Mais toujours, maladroite ou disert, pudique ou directe, impatiente ou résignée, la même requête : une femme pour me seconder, une femme qui aime la campagne, une femme pour fonder une famille, une femme jeune ou moins jeune, fille ou veuve, blanche ou noire, pour briser la solitude.

On s'en doutait, mais les statistiques le confirment avec éclat : en gros, aux environs de la quarantaine, il y a trois fois plus de célibataires parmi les agriculteurs que dans le reste de la population. C'est un fait relativement récent : le célibat paysan est apparu et s'est développé au cours des trente dernières années. A la base de ce phénomène, on trouve, bien entendu, l'exode rural, puisque près de la moitié des paysans français ont quitté le travail de la terre pendant les mêmes trente années.

Mais cela n'explique pas tout. Une autre cause qui vient tout naturellement à l'esprit réside dans les conditions de vie, matérielles et sociales, d'une grande partie de la paysannerie française. Cependant, de nombreuses études et enquêtes s'efforcent d'élucider les causes et d'analyser les caractéristiques du célibat paysan (1). Elles apportent des éléments de réflexion qui débordent largement ce seul aspect de la situation des agriculteurs. De ces travaux, on retiendra — en laissant de côté les données chiffrées qui les étayent — diverses constatations unanimement admises : — Le taux d'exode rural est nettement plus important chez les filles des cultivateurs que parmi leurs fils. A l'inverse de ce qui se passe pour les garçons, l'exode des femmes n'est pas directement lié aux dimensions de l'exploitation : elles quitteront la terre même si leur famille possède une grosse ferme, alors que, dans ce cas, les hommes y resteront plus volontiers.

— Un agriculteur propriétaire de son exploitation a d'autant moins de chances de se marier que la dimension de cette exploitation est plus faible. A moins de 10 hectares, on trouve quatre à cinq fois plus de célibataires que dans les fermes de 50 hectares et au-delà. La pauvreté est donc, à la campagne, une cause de célibat, alors que, à revenu égal, ce n'est pas le cas dans les villes, ni en milieu ouvrier, et même dans la population rurale non agricole.

— Par-delà le revenu, un paysan a d'autant plus de chances

Le célibat paysan

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

de se marier que la disparité des conditions de vie et de travail sur son exploitation par rapport à la ville s'amenuise, sinon s'inverse. Les filles d'agriculteurs se marient avec un agriculteur quand celui-ci leur offre des chances raisonnables d'accès aux valeurs de la modernité et non un système de vie et des obligations de travail (bétail, peu de mécanisation, confort médiocre, etc.) archaïques et pénibles.

Les taux anormalement élevés de célibat sont propres au milieu agricole. Dans le milieu rural non agricole, on retrouve les pourcentages moyens de la ville.

— Environ la moitié des filles d'agriculteurs préfèrent épouser un employé ou un ouvrier, même O.S. ou manœuvre, plutôt qu'un exploitant agricole, que sa ferme soit grande, moyenne ou petite.

— La probabilité, pour une fille née hors de l'agriculture, d'épouser un paysan est très faible. Elle varie, selon les catégories sociales, de 0,8 à 2,1 %.

— Non seulement les filles d'agriculteurs préfèrent épouser un employé ou un ouvrier, mais les filles issues de milieux ouvriers ou urbains épousent un travailleur de la ville de préférence à un agriculteur, même si son statut est nettement meilleur.

— S'il existe une relation directe entre le célibat paysan et le revenu, les taux de célibat les plus élevés ne se rencontrent pas toujours dans les régions les plus déshéritées, ni chez les agriculteurs les plus défavorisés et les plus pauvres.

— D'autres causes jouent un rôle non négligeable. Par exemple, le fait que les filles d'agriculteurs soient souvent plus scolarisées que les garçons et refusent dès lors les rudes conditions de vie de la femme à la ferme. Ou encore les encouragements des mères qui insistent davantage les contraintes de la situation de paysanne et projettent leur refus sur leurs filles. La vie et le travail dans l'agriculture sont perçus comme des obstacles à l'adoption d'un modèle moderne de féminité.

De ces constatations découlent un certain nombre de conclusions.

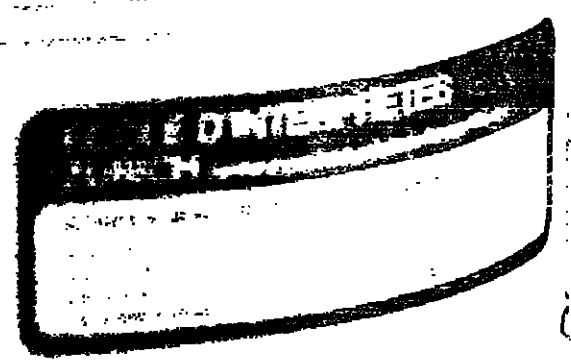
Le retour à la terre, la vie saine, les rudes travaux des champs, l'élevage des chèvres et des moutons, toute cette mythologie de la nature, demeure sans effet sur le célibat paysan. Les filles des villes qui se fixent à la campagne n'épousent pas d'agriculteurs. Contrairement à une idée souvent reçue, les mariages entre femmes de la ville et paysans tendent même à devenir de moins en moins nombreux, au point de n'être plus statistiquement mesurables.

A la ville, il n'est pas nécessaire d'être riche pour se marier et, à la campagne, on l'a vu, on ne saurait réduire le choix du conjoint aux seules questions matérielles et de revenus, si celles-ci demeurent évidemment importantes. Dès lors, on constate donc une dégradation de la position sociale et morale de la petite et moyenne paysannerie qui la place désormais au-dessous des couches les moins favorisées de la classe ouvrière. L'extension du célibat masculin dans l'agriculture signifie, en fait, que de nouvelles couches de travailleurs de la terre passent chaque année dans les groupes défavorisés de la population.

Parmi les mesures mises à l'étude par Mme Françoise Giroud lorsqu'elle était secrétaire d'Etat à la condition féminine figuraient la définition de la profession et l'élaboration d'un statut de l'agricultrice, mais ce projet semble s'être perdu dans les sables. Il ne reste donc plus, selon la tradition, que le recours aux petites annonces et ces « foires aux célibataires » qui se tiennent annuellement dans diverses régions et qui sont, en réalité, des foires aux femmes puisque on y compte dix candidats au mariage et davantage pour une candidate.

(1) Une excellente synthèse de ces travaux, dont on s'est largement inspiré, a été présentée par Guénolé Depoutot et Jean-Louis Bruguon sous le titre « Célibat paysan et pauvreté » dans *Economie et Statistiques*, revue mensuelle de l'INSEE, dans son numéro de juillet-août 1974.

La base des recherches demeure toutefois l'étude majeure de Pierre Bourdieu sur le *Célibat paysan* en Béarn, parue dans l'un des premiers numéros de la revue *Etudes rurales*, publiée par l'Unesco des hautes études en sciences sociales avec le concours du C.N.R.S.



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Washington Post

Cinq mille ans d'obscurité

Selon le WASHINGTON POST, un éminent universitaire américain, M. Reinhold Aman, vient de publier le premier numéro d'une revue baptisée Maledicta, spécialisée dans les injures internationales.

« Depuis onze ans, j'ai fait des recherches sur plus de deux cents langues et idiomes, dont certains remontent à cinq mille ans, explique M. Aman. (...) Maledicta sera consacrée au vocabulaire péjoratif, méprisant, obscène, menaçant, blasphématoire et scatologique.

» M. Aman a abandonné en 1974 son poste de maître-assistant en littérature médiévale germanique à l'université de Wisconsin pour se consacrer à ses nouvelles recherches. L'idée lui en était venue dès 1965 alors qu'il faisait sa thèse sur la dialectologie bavaroise. (...) » « L'anglais, dit-il, est une très mauvaise langue pour les injures, ternes, incolores, parce que notre société n'aime pas cela : tout le monde est supposé être un « brave type ». Le yiddish, le russe, l'allemand et l'arabe sont généralement considérés comme pouvant se disputer la palme du mauvais langage. Mais, pour M. Aman, le hongrois les dépasse tous de très loin. Ce qu'on arrive à dire dans cette langue, vous n'en avez pas idée ! », jubile M. Aman.

Pour le professeur Aman « les jurons sont profitables à leurs usagers. Ils purgent, en quelque sorte, le corps et l'esprit. Les gens qui ne montrent jamais leurs émotions risquent des maux très graves (...).

« Les prochains numéros de Maledicta comporteront des articles sur les insultes familières aux cosaques zaporogues, aux supporters des équipes de football israéliennes et sur les bons vieux noms d'oiseaux allemands. »

IMPOSSIBLE

Les étonnements du camarade Moukhine

Le journal satirique soviétique KROKODIL publie cette lettre d'un lecteur de Crimée :

« Le 12 janvier dernier, le camarade Moukhine est monté dans l'autobus à l'arrêt du village de Razdolnoye pour aller à Eupatoria. Le camarade Moukhine a, comme les autres voyageurs, payé au conducteur 1 rouble 64 kopecks. Comme les autres voyageurs, il n'a pas eu son billet, bien qu'il l'ait réclamé. Voilà pourquoi, pendant tout le trajet, le camarade Moukhine a fait de l'arithmétique :

» Quarante places à 1 rouble 64 kopecks pièce égale 65 roubles et quelques kopecks. Le camarade Moukhine multiplia 65 roubles et quelques kopecks par le trajet de retour. Ou il additionna simplement le retour à l'aller. Bref, il obtint 130 roubles et des kopecks.

» Arrivé à Eupatoria, notre voyageur fit le trajet de retour — par la pensée seulement — une dizaine de fois. En descendant, il murmura : « 1300 roubles... 1300... Et si on bosse sans prendre un seul jour de repos ? » La tête du camarade Moukhine lui tournait. Il réussit quand même à griffonner le numéro numéralogique de l'autobus. Le voici : 00-22 DNF. (...) Il est seulement dommage que le conducteur, homme renfermé et peu sociable, n'ait pas affiché son nom.

» Mais nous espérons que les camarades responsables des autobus interurbains arriveront à connaître ce nom. Par la même occasion, ils pourront dire ce qu'ils pensent de cette arithmétique. »

THE IRISH TIMES

L'âge ingrat

Le quotidien de Dublin THE IRISH TIMES a envoyé l'une de ses journalistes, Maeva Binchy, faire le tour des plages de vacances. Voici la conversation qu'elle a eue avec une baigneuse du côté de Saint-Tropez :

« Elle me dit gravement : « En fait, je suis trop vieille maintenant pour les jeunes metteurs en scène, les hommes d'affaires ou les avocats qui viennent ici pour trouver des filles ». Je dis : « Vous êtes trop jeune pour avoir été mariée et être une intéressante femme divorcée. Je n'ai pas encore assez bien réussi ma carrière pour avoir pris la direction de ma boîte et être devenue riche. Qui, ici, me trouverait « fascinant » ? »

« Elle aura vingt-quatre ans à son prochain anniversaire. Elle ressemble à Aphrodite en personne sortant des eaux et elle a déjà pensé à tout cela dans son esprit de petite Française avisée. »

Berlingske Tidende

Les bricoleurs de Strøget

« L'armée internationale des pickpockets, qui, jusqu'à une période récente, se contentait de sévir au sud de l'Europe, a commencé à investir Copenhague, écrit le quotidien conservateur danois. BERLINGSKE TIDENDE.

« La police locale, qui parle à ce propos de « vertigineuse », nous a confié que c'était la troisième année consécutive qu'un cours de la saison estivale notre capitale se trouve exposée à une invasion croissante et organisée de voleurs à la tire. Il s'agit, en l'occurrence, de spécialistes qui viennent parfois de très loin. Parmi ceux qui ont déjà été pris en flagrant délit, on trouve des Chiliens, des Péruviens, des Colombiens, des Polonais et quelques Yougoslaves. Quant à nos compatriotes, ils ne semblent encore tentés qu'en nombre fort limité par ce genre de délit.

« C'est avant tout le Strøget (principale artère piétonnière de la ville), la place de l'Hôtel-de-Ville, la gare centrale, les magasins et boutiques les plus fréquentés et les autobus qui constituent le champ d'action préféré de ces bricoleurs... »

Et le Berlingske termine en prodiguant quelques conseils élémentaires à ceux qui veulent éviter d'être dépouillés de leur portefeuille : « Veillez toujours à bien fermer votre sac, bouclonnez soigneusement vos poches de pantalon, et méfiez-vous, a priori, des inconnus qui vous abordent sous divers prétextes. »

Lettre de Copenhague

Du Tivoli à Christiania



Q'EST-CE qui rend le centre de Copenhague si gai, si authentique, quand le vieux Stockholm et le Marais de Paris ont l'air conservés dans le formel ? Les Danois ont beau avoir, auprès des autres Nordiques, le réputation d'être des rigolos, on n'est pas nécessairement frappé par leur humour quand on arrive de l'Europe plus au sud. Non, la rénovation urbaine est pour quelque chose dans cette atmosphère.

La rénovation soulève, bien entendu, des critiques véhémentes, et des associations aussi diverses que vigoureuses se sont créées un peu partout pour défendre les vieux immeubles menacés par les promoteurs rapaces. Mais, par comparaison avec ce qu'on voit ailleurs, Strøget, le quartier piétonnier de la vieille ville, est une réussite. Si Kobmagergade, la grand-rue, est un peu trop touristique avec ses magasins de souvenirs ses sex-shops et ses boutiques de luxe, dès qu'on tourne un coin de rue, on retrouve les petites échoppes sans prétention, les vieux bistrotiers et les immeubles un peu décalés qui devaient être là bien avant leur découverte par la grande internationale des hippies.

L'un des endroits les plus charmants est la place des Frères-Gris — imprononçable en danois, — qui, entourée de maisons du dix-septième siècle aux façades pastel, sert de cadre, l'été, à des concerts et à des spectacles que la foule écervelée assiste par terre, sur les pavés d'époque.

Le symbole le plus visible de cette atmosphère si particulière à Copenhague reste Tivoli. On a beau le savoir, on reste étonné du succès persistant de cette institution plus

que centenaire. Les esprits forts auraient d'ailleurs tort de se gausser de ce qui est peut-être le parc d'attractions le plus authentiquement gai et le plus dépourvu de vulgarité du monde. Tivoli, c'est vingt-deux restaurants, du plus luxueux à la guinguette où on peut — apporter son manger — deux cents musiciens, vingt-quatre attractions et manèges, des arbres et des fleurs amoureuxment entretenus par dix jardiniers à plein temps. C'est aussi une moyenne de quarante mille entrées par jour, cinq millions de visiteurs pendant les quatre mois et demi que dure la « saison » — et un chiffre d'affaires de 150 millions de couronnes (120 millions de francs) entre le 1^{er} mai et le 1^{er} septembre.

Dans son bureau de style Second Empire où trônent les portraits de ses prédécesseurs, le nouveau directeur de Tivoli, M. Niels-Jørgen Kalsar, ancien responsable de la télévision danoise, expose la doctrine de Tivoli : un cachet délibérément dix-neuvième siècle avec une touche d'orientalisme « d'époque » (le fondateur, Georg Carstensen, passa son enfance à Alger où son père était ambassadeur de la cour de Danemark), pas de néon, pas de haut-parleurs, pas de musiques enregistrées, pas de maillères plastiques, chaque année quelques nouvelles attractions dont il faut parfois modifier l'esthétique pour qu'elles restent dans le style maison, de nombreux spectacles gratuits (concerts, ballets, pantomimes), quelques spectacles payants (Birgit Nilsson, Count Basie, la troupe de l'American Ballet). « On ne peut passer toute une journée à Tivoli sans rien dépenser d'autre que le prix de l'entrée : 5 couronnes pour les adultes, 2,50 pour les enfants » (1), jure M. Kalsar. Mais il y a fort à parier que peu de visiteurs échappent aux multiples tentations payantes. Seul, peut-être, les « habitués » (en français dans la tradition), vieilles dames retraitées aux ressources limitées qui passent toutes leurs journées d'été dans le parc, traversant l'hiver en attendant sa réouverture et dont partie intégrante de sa légende.

CONTRAIREMENT à ce que croient les touristes, Tivoli joue un grand rôle dans la vie des habitants de la capitale : le

1^{er} mai, jour de l'ouverture, on peut rencontrer, entre le lac et la pagode, le Tout-Copenhague sortant de son long hivernage. Les hommes politiques fréquentent surtout le restaurant Divan II (il y a un Divan I) : les journalistes et les gens du spectacle se retrouvent chez Grøften. Il n'y a pas de police dans Tivoli, mais soixante-quinze assermentés chargés de reconduire discrètement à la sortie les fauteurs de troubles éventuels. Tivoli ne sent pas le « H », on n'y voit pas d'images pornographiques. Les seuls « vices » admis sont les machines à sous, façon Las Vegas, où on peut se donner de grandes trissons pour quelques couronnes.

Pourtant le « porn business » reste florissant à Copenhague. Mais les « live shows », qui faisaient accourir des « chœurs » entiers de Méditerranée, ont été interdits après quelques sanglants règlements de comptes entre bandes rivales de la pègre internationale qui ont horrifié les paisibles Danois. Le rôle que cette « industrie » joue dans l'équilibre de la balance des paiements, par ailleurs gravement déficitaire, est, dit-on, en déclin. Mais l'un des spectacles les plus réjouissants qu'on puisse voir encore à Strøget, un dimanche après-midi, est celui d'un grand escogriffe chevelu et barbu, à l'œil bleu et innocent, qui brandit, visiblement à l'usage de touristes étrangers, une oriflamme annonçant « le meilleur spectacle » porno « de la ville ».

Le Danemark est-il un mot oratoire ? En vérité, peu de choses paraissent capables de faire sortir les Danois de ce qui peut passer pour une aimable léthargie. Malgré une instabilité gouvernementale chronique, les scrutins s'y déroulent dans l'atonie et les enjeux électoraux restent d'une rare modestie : le Danemark ne joue pas, comme la Suède, un rôle de fer de lance sur la scène internationale ; il n'a pas, comme la Norvège, un pactole pétrolier à gérer, ni, comme la Finlande, de dangereuses frontières avec l'U.R.S.S. Le mouvement étudiant de 1968 n'y a jamais été vraiment violent et si la situation économique est aujourd'hui inquiétante, personne ne parle de restreindre les (remarquables) services sociaux ni de jeter dehors les travailleurs immigrés turcs ou pakistanais.

Il ne se passe donc rien au Danemark ? Une seule adresse pour réviser brutalement et catégoriquement ce jugement : la « cité libre » de Christiania.

On a beau avoir entendu cent commentaires sur cette « Commune » installée depuis cinq ans, en plein centre de Copenhague, sur l'un des plus beaux sites de l'île de Christianshavn, il faut le voir pour le croire ! Imaginez un immense bidonville de douze hectares, dont la population varie, selon les saisons, de cinq cents à douze cents personnes, hommes, femmes, enfants, sans compter d'innombrables chiens, livres produits d'associations fantaisistes (je crois bien avoir rencontré un croisement de grand danois et de saint-bernard...). Quel autre gouvernement au monde aurait toléré aussi longtemps ce grand rassemblement de « paumés » de tous les pays, et aurait résisté aux pressions des promoteurs publics ou privés, sans parler de la tentation de provocations policières faciles dans un milieu aussi mouvant ?

Plus étonnantes encore sont les réactions des Danois — pas nécessairement gauchistes — devant la remise périodique de l'évacuation de Christiania aux calendes grecques. « Que voulez-vous, malgré les apparences, l'état sanitaire y est tout à fait convenable, il n'y a pas plus de délinquance qu'ailleurs et si la « cité libre » était évacuée, une partie de ses habitants se retrouverait en traitement psychiatrique ! » Tel est à peu près le discours qu'on peut entendre dans des milieux très divers. Le fait est que si le « H » embaume à Christiania, les trafiquants en sont expulsés avec diligence. D'ailleurs, le « collectif » paie régulièrement à la ville de Copenhague un loyer qui commence à faire un joli magot à la banque, la municipalité refusant, en l'encalissant, de paraître reconnaître le fait accompli.

Il faut peu de doute que les habitants de Christiania vont finir, un jour prochain, par se faire expulser. « La crise économique donne l'exacte mesure de ce que vaut la « merveilleuse » tolérance danoise », nous disait mélancoliquement un habitant de Copenhague.

NICOLE BERNHEIM.

(1) 1 couronne = 0,81 F.

RHODÉSIE

Des gens dits de couleur

« L'OSTRACISME n'est pas aussi prononcé qu'autrefois », remarque-t-il. Gerald Raftopoulos n'a pas entièrement tort. Même renommé, le Météle de Salisbury demeure l'hôtel de la société européenne de Salisbury. Les serviteurs noirs doivent toujours être accompagnés d'une dame d'étage — blanche, bien sûr — avant de pénétrer dans une chambre. Le client africain y est cependant admis pour peu qu'il s'y comporte en bourgeois noir. Nous étions convenus de déjeuner au La Fontaine, le restaurant du premier étage. Maître d'hôtel originaire d'Europe centrale et us sur les iacaranas sans fleurs. Avec cet avantage que le port de la cravate n'y est pas obligatoire à midi. La présence de Gerald ne posait pas de problème. Bien que...

Gerald Raftopoulos, l'élégance sobre mais recherchée, portant beau la cinquantaine, passerait n'importe où pour un Grec au teint bien basané. Seul chez lui, en Rhodésie. Les circonstances l'ont fait autrement. Aux yeux des Européens, il n'est jamais qu'un employé municipal de Salisbury. Les Africains le connaissent mieux comme militant de la ZAPU, le parti de Joshua Nkomo. Mais il est avant tout le président de l'Association nationale des gens de couleur. Les « colored », disent les anglophones, dont la Rhodésie de Ian Smith a fait une race. A part. Dans les statistiques officielles, ils figurent à la remorque des trois autres races : les Africains, les Européens et les Asiatiques. Eurafrocin d'ailleurs, Gerald n'a plus qu'à se débrouiller chez lui. Sur une île grecque, un héritage récent en a fait un honorable propriétaire foncier à Salisbury, il doit regarder tous les soirs l'un des quartiers réservés aux « gens de couleur ».

Salisbury, avec ses allures de petite métropole coloniale mo-

derne et britannique, semble à mille lieues des ports de Maputo ou de Luanda, où le métissage est vécu et souvent comme un souvenir. Les Britanniques, même en état de rupture, n'ont pas le goût de la terre, de l'extérieur, du mélange. A l'époque de la rébellion de la Rhodésie contre la couronne, en 1965, les Eurafrocin ne se complaisaient qu'une poignée : un peu plus de douze mille seulement pour plus de quatre millions d'Africains et

plus de deux cent mille colons blancs. Le dernier recensement officiel dit qu'ils sont deux fois plus nombreux aujourd'hui et qu'ils occupent presque tous dans les faubourgs qui leur ont été assignés dans les principales villes du pays. « Nous sommes beaucoup plus nombreux, affirme Gerald, surtout avec tous ces soldats en patrouille. La nuit, il n'y a pas de discrimination raciale : ce que l'on ne voit pas ne blesse pas. »

A Arcadia ou Saint-Martin, deux de leurs banlieues de Salisbury, les Eurafrocin vivent parfois agréablement. Ils n'ont droit ni aux collines ni aux jardins des Européens, mais certaines familles, comme celle de Gerald Raftopoulos, disposent de villas spacieuses. Quelques-uns ont réussi dans les affaires, notamment ceux qui tiennent les circuits d'autobus. Une poignée de cultivateurs ont fait presque aussi bien. Mais il y a un peu plus loin, de la pauvreté.

Les Eurafrocin ont longtemps essayé de s'identifier aux Blancs — et peut-être vont-ils toujours, par réflexe, tentés de la faire — pour réaliser, un jour ou l'autre, que leurs pères blancs ne veulent pas d'eux », explique Gerald. Lui-même s'est rendu pour la première fois à l'étranger en 1964. En tant que député, il avait été invité aux Etats-Unis. « Vraiment, ce voyage m'a ouvert les yeux », dit-il. Et d'énumérer les exemples. S'il y a de la pauvreté, c'est que beaucoup d'emplois sont réservés aux Européens. Pendant longtemps, les « colored » engagés dans l'armée ne pouvaient franchir le grade de sergent-chef et, récemment encore, ils étaient tous affectés aux transports. Jusqu'en 1958, les services des chemins de fer n'avaient pas le droit d'en recruter. Aujourd'hui encore, la police

rhodésienne n'engage que des Noirs ou des Blancs. « Quand un incident se produit à Arcadia, dit Gerald, l'élite se précipite pour faire appel à la police. » Les Eurafrocin sont cantonnés dans leurs propres écoles primaires. Ils partagent une école secondaire, à Salisbury, avec les Asiatiques.

« Le régime a tout fait pour aviver les antagonismes », dit Gerald. Depuis 1966, il a donc choisi de se rapprocher des nationalistes africains. « Je dis à mes gens : n'essayez pas d'être plus Africains que les Africains, soyez ce que vous êtes », précise-t-il. Des années d'efforts pour leur expliquer surtout qu'ils n'étaient pas des « Blancs raïs », des « bâtards ».

Que pense Gerald de l'avenir ? « Le futur ne peut pas être pire. Que m'offre ce système ? La pigmentation de ma peau. L'émigration ? Je n'y ai jamais songé. J'ai beaucoup voyagé, mais j'aime passionnément mon pays. » L'un de ses fils vient d'emménager dans une superbe villa, avec patio intérieur et jardinier africain. Un jeune homme sportif, assez coquin, déjà à la tête d'une « môme » et d'une progéniture. Ses autres enfants sont tous casés. Raftopoulos est apprécié au sein du mouvement de libération de Joshua Nkomo. Une bonne partie

de la population d'Arcadia l'a suivi à la ZAPU.

Le samedi d'avant la Pentecôte, le mouvement a même tenu une réunion dans le hall municipal d'Arcadia. La loi interdisant toute réunion en salle de plus de deux cents personnes, on avait compté cent quatre-vingt-deux-huit sièges encastrés, et ceux qui n'étaient pas assés avaient été priés de quitter les lieux avant qu'on aborde la politique. Noirs et métis s'étaient mêlés pour applaudir l'invité d'honneur, M. Chinamano, l'un des lieutenants de Nkomo, venu leur faire un discours sur le multiracialisme et contre le « fascisme blanc ».

Cette réunion avait eu lieu à Arcadia pour faciliter l'intégration des métis dans le mouvement.

Une heure plus tard, Gerald Raftopoulos me reconduisait au Météle, à la tête d'une délégation de « colored » qui devaient recevoir, en fin d'après-midi, les deux émissaires anglo-américains venus en Rhodésie négocier avec le gouvernement de Salisbury. Dans les ruelles d'Arcadia, de jeunes Eurafrocin, aussi belles que celles de Maputo ou de Luanda, prenaient le frais sur le pas de leur porte. Demain, les écoles s'ouvriraient à tous, les quartiers résidentiels également. Partant des deux émissaires anglo-américains, Chinamano avait dit, au cours du meeting :

« Les impérialistes sont impérialistes, ils ne sont pas venus vous voir, ils sont venus voir Smith. S'ils nous veulent, ils viendront nous voir. » Le président de l'Association nationale des gens de couleur de Rhodésie trait, lui, dit aux diplomates anglo-saxons qu'il ne connaît rien de moins que l'indépendance du Zimbabwe et le droit de vote pour tous.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ملکة امه الاحل

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57437.

RADIO-TELEVISION

Samedi 27 août

CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Show J. Halliday (Les années 70) ; 21 h. 30. Série : Serpent Anderson. Les serpens de police Bill Crowley et Pepper Anderson enquêtent sur les différents crimes commis par d'anciens soldats de la guerre de Corée.
22 h. 25. A bout portant : Jean Marais.
CHAINE II : A 2
20 h. 30. Dramatique : Le mariage de Figaro.

avec Alain Pralon, Jacques Toja, Geneviève Casile. Mise en scène de Jacques Rosner. Enregistré avec la Comédie-Française au Théâtre de l'Odéon, en juillet 1977.
CHAINE III : FR 3
20 h. 30. Regard sur les télévisions étrangères... le Danemark : Mon père et moi, de H. Ornbach.
21 h. 30. Jeux sans frontières : 21 h. 55. Feuilleton : Bouquet de ronces, d'après A. Newman, avec F. Finlay. S. Penhaligon.
CHAINE III : FR 3
20 h. 30. Pour les jeunes : Lasse ; 20 h. 30. L'homme en question : Maurice

21 h. 30. Emission de l'INA : Le choc des cultures (cinquième partie : Vinte Cinquième). Après une longue guerre, le Mozambique accède à l'indépendance le 25 juin 1976. Néanmoins, archaïsme de guerre et schisme de l'ère, de l'ère-trait qui revendique sa particularité, refuse la spirale des événements qui obligeaient le Portugal à accepter la décolonisation.
FRANCE-CULTURE
20 h. 30. Histoire : Saint François d'Assise, le poète de la sainteté, de G. Mourgue, avec R. Bret, S. Sobh.

J.-R. Coudemont (rediffusion) ; 23 h. 30. M.-Fugère, mi-rain, divertissement de B. Jérôme.
FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30. Musique : Arrangements ; 21 h. 30. Festival de Salzbourg 1977. Récital de piano avec Maurizio Pollini : « Sonate pour piano en si mineur opus 108 » (Bethoven), « Variations pour piano opus 27 » (Bethoven), « Sonate pour piano » (Boult), 23 h. 30. Variétés : Robert Eddowes (Sibelius, Karvita, Pongala) ; 0 h. 30. Les fouleuses de paroles ; 0 h. 10. Fantasma non troppo.

Dimanche 28 août

CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 30. La séquence du spectacle ; 12 h. 30. Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 30. Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 5. Série : Guerre et Paix, d'après Tolstoï (huitième épisode : L'incendie de Moscou) ; 15 h. 35. Sports : Direct à la une ; 17 h. 5. Concert : Orchestre national de France, dir. L. Bernstein, avec M. Rostropovitch (« Schéhérazade », chœur pour violoncelle et orchestre de Bloch) ; 17 h. 35. FILM : LE CHATEAU DE VERRE, de R. Clément (1950) ; avec M. Morgan, J. Marais, J. Servais, E. Labourette (N. rediffusion).
Une bourgeoise suisse va rejoindre à Paris, en cachette de son mari, un séducteur français qu'elle avait rencontré en vacances.
19 h. 15. Les animaux du monde.
20 h. 30. FILM : VALDEZ, d'Ed. Sertin (1970), avec R. Lancaster, S. Clark, J. Cypher, B. Heyman, R. Jordan, F. Silva.

En Arizona, un shérif mépris, adapté de la non-violence, se trouve obligé de reprendre les armes pour lutter contre un potentat local et ses tueurs.
22 h. 30. Les grandes expositions : Henry Moore. La collection privée du sculpteur.
CHAINE II : A 2
15 h. 30. Cirque du monde : le cirque Kaie ; 15 h. 55. Téléfilm : Drôle de sarnophage, de L.B. Starnie ; 17 h. 30. Aventures : Les hommes du désert, de F. Claude ; 17 h. 55. Jeu : Abracadabra ; 18 h. 35. Série : Chazzan ; 18 h. 50. Desin animé : Tôme et Jerry ; 19 h. 30. Sports : Stade 2 ; 20 h. 30. Jeux sans frontières : 21 h. 55. Feuilleton : Bouquet de ronces, d'après A. Newman, avec F. Finlay. S. Penhaligon.
CHAINE III : FR 3
20 h. 30. Pour les jeunes : Lasse ; 20 h. 30. L'homme en question : Maurice

Rheims : 21 h. 30. L'INA présente : CINE-COURT.
Patrick Bokanowski.
22 h. 30. FILM (cinéma de minuit) : THE LATE GEORGE ARLEY, de J. L. Mankiewicz (1948), avec R. Colman, P. Cummings, W. Brown, R. Haydn, E. Best (v.o. sous-titrée).
Vers 1912, un honorable et très coloré maître bourgeois de Boston découvre le chaos du monde qui l'entoure lorsque sa fille et son fils se révoltent contre la tradition.
FRANCE-CULTURE
7 h. 15. Horizon : 7 h. 40. Enfance de Jacques Prévert ; 8 h. 30. Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h. 30. La musique et les mots : Les Quatuors de Chertovitch par Schumann ; 12 h. 30. Le mensonge, le secret, l'illusion ; 12 h. 45. Musique de chambre ; 14 h. 30. Mille France de récompense, de V. Hugo, avec P. Trabaud, A. Dost, R. Crémieux (rediffusion) ; 16 h. 30. Concert par l'Orchestre national de l'Opéra

de Monte-Carlo, dir. O. Dizon ; 17 h. 30. Spectacle Michel Aparaite ; 17 h. 30. Le temps de la fin, par J. Cousturier ; 19 h. 10. Les opéras français : « Macbeth », opéra de Massenet, par J. Bourgeois ; 23 h. 30. Black and blue, par L. Mazon ; 23 h. 50. Disques.
FRANCE-MUSIQUE
7 h. 30. Concert promenade ; 8 h. 30. Cantate ; 9 h. 2. Musical graffiti, magazine hebdomadaire de P. Bouvet ; 11 h. 30. Harmonie sacrée ; 12 h. 30. Sortilège du flauto ; 12 h. 30. Opéra bouffon : « O Papa », de M. Vain.
13 h. 30. Premier jour J de la musique ; 14 h. 30. La tribune des critiques de disques : « Fidelio », de Beethoven ; 17 h. 30. Le concert de l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan : « Symphonie n° 6 en la mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Le clavier contemporain, par E. Chénard ; 23 h. 30. Musique des Indes, par J. Brasseur ; 0 h. 30. Les fouleuses de paroles ; 0 h. 10. Concert de minuit : Les fêtes musicales de la Sainte-Baum ; 1 h. 30 à 7 h. 30. Programme intermédiaire de musique.

Lundi 29 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 35. Le monde merveilleux de la magie ; 13 h. 50. Téléfilm : L'enfant du désert, de P. R. Kyn, avec J. Palenc, E. Lauter, J. Warden.
Deux Texans nordistes poursuivis par des soldats confédérés reculent un nouveau-né qui leur est confié par sa mère avant de mourir et pourrissent avec lui leur fuite à travers le désert.
16 h. 35. Spécial jeunes : 18 h. 20. Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 45. Feuilleton : Adieu mes quinze ans ; 20 h. 30. FILM : LA SYMPHONIE DES HEROS, de R. Nelson (1967), avec C. Heston, M. Schell, K. Hays, L. Nielsen, A. Daffron.
En décembre 1944 dans les Ardennes, un orchestre américain du théâtre aux armées est capturé par les Allemands. Pour sauver la vie de ses musiciens, le chef d'orchestre russe avec un général qui veut se faire donner un concert avant l'offensive.
22 h. 15. Les grandes expositions : Henry Moore. Les œuvres du sculpteur à Florence.

CHAINE II : A 2
15 h. 30. Série : Le monde en guerre ; 16 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 16 h. 50. Série : Les grands détectives ; 17 h. 45. Feuilleton : Yao (Le couple dans la savane) ; 18 h. 10. Pour les jeunes - Vacances animées ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Série : En ce temps-là, la joie de vivre (Jean Renoir) ; 20 h. 30. Métré mélodie ; 21 h. 40. Documentaire : Les tribus du Lobi, de J. Dumas. Traditions et cérémonies d'une tribu en Afrique.
22 h. 30. Sports : Catch à quatre, au Théâtre municipal d'Issy-les-Moulineaux ; 23 h. Sports : Championnat du monde cycliste sur piste.
CHAINE III : FR 3
19 h. 45. Pour les jeunes : Tintin ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 10. Scènes de la vie de province : Le journal du faisan ; 20 h. Les jeux ; 20 h. 30. FILM (cinéma public) : RICH N'EST TROP BEAU, de J. Nagulesco (1959), avec H. Lange, Steve Boyd, S. Parker, M. Hyer, D. Baker, J. Crawford.

Les illusions et les déceptions de trois femmes et de leurs maris dans une maison d'édition à New-York.
FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Poésie : Robert Duncan (reprises à 14 h. 19 h. 30, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Mathématiques : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) ; Le fil du temps, par E. Driant ; 8 h. 30. Schœ, au hasard ; 8 h. 7. Les mathématiques de France-Culture : Les jumeaux de l'histoire : Napoléon ou le mythe du sauveur ; 10 h. 45. Les tests et la marge ; 11 h. 30. La folie honnête, par R. Pfeiffer ; 11 h. 32. Le folklore dans la musique hongroise, par D. Hegevard ; Chants populaires hongrois ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evidé à la musique, par F. Delalande et G. Reibel ; 14 h. 5. « Guerre et Paix », de Tolstoï, adapté G. Gory, réal. R. Jeantet (rediffusion) ; 14 h. 45. Les apôtres de France-Culture : Magazine international ; 15 h. 25. Anthologie ; 16 h. 35. Ne quittez pas l'école ; 17 h. 30. Musique contemporaine hongroise ; 18 h. 30. Bonnes nouvelles, grandes comédies ; 19 h. 35. Science des arts ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. 30. Mélodrame : « Drapeaux noirs et Coeur rouge », ou « Le Corail de la liberté ».

de M. Sartre, d'après Albirot et Fouché, avec M. Boudo, M. Touré, J. Alphonse, réal. B. Horowitz (rediffusion) ; 21 h. 30. Concert par le Quatuor Via Nova : Chana, Beethoven ; 22 h. 30. Entretiens avec François Mauriac (rediffusion) ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.
FRANCE-MUSIQUE
7 h. 30. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; 12 h. 30. La règle du jeu ; 12 h. 30. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles. Portrait d'un musicien français : Philippe Capelle ; 17 h. 30. Après-midi lyrique : « Turandot », de Rossini, avec P. Price, H. Franck, et l'Orchestre du centre d'action musicale de l'Ouest ; 18 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 19 h. 45. Concours international de guitare ; 20 h. Aubade inouïe, par Peter Vizard (« Mendelssohn, L. Spohr ») ; 21 h. 30. En direct du Festival de Salzbourg 1977 Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan : « Symphonie n° 6 en la mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Le clavier contemporain, par E. Chénard ; 23 h. 30. Musique des Indes, par J. Brasseur ; 0 h. 30. Les fouleuses de paroles ; 0 h. 10. Concert de minuit : Les fêtes musicales de la Sainte-Baum ; 1 h. 30 à 7 h. 30. Programme intermédiaire de musique.

Mardi 30 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30. Caméra au poing ; 13 h. 35. Série : Elisabeth R. (premier épisode) ; 15 h. 15. Championnat du monde cycliste sur piste ; 16 h. 35. Spécial jeunes ; 18 h. 15. Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 47. Feuilleton : Adieu mes quinze ans ; 20 h. 30. FILM documentaire : Au-delà de l'horizon (Albert I^{er} de Monaco) par A. Bombard et J. Floran ; 21 h. 30. Numéro un : Jean-Marie Thibault ; 22 h. 20. Les grandes expositions : Jean-François Millet.
CHAINE II : A 2
15 h. 30. Série britannique : Le monde en guerre ; 16 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 16 h. 55. Série : L'homme à la valise ; 17 h. 40. Feuilleton : Yao ; 18 h. 5. Vacances animées ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre ; 20 h. 30. Les dossiers de l'écran : FILM

BONAPARTE AU MOYEN-ORIENT.
Rétrospective des combats qui commencent par l'embarquement à Toulon de trente-neuf mille hommes, de cent bâtiments de guerre et de cent saouls.
Vers 22 h. Débat : La campagne d'Egypte. Avec M. J. Taland, professeur à la Sorbonne ; W. Smith, professeur d'histoire à l'université de Londres ; Abd El Wahed Mohamed Amer, professeur d'histoire à l'université du Caire ; Saad El Aine Mourad, vice-ministre égyptien de l'Information, et le baron J. Thier, membre de l'Institut de France.
23 h. 15. Sports : Championnat du monde cycliste sur piste.
CHAINE III : FR 3
18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Tintin et les aventures de Lolek et Boiek ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : Dora Kristeller ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : L'HOMME QUI RIT, de G. Corbucci (1968), avec J. Sorel, J. Occhini, Ed. Purdon, L. Gastoni.
Un baladin, déguisé par une désastre qui lui a élargi la bouche en un horrible rictus, s'efforce d'effrayer les habitants de la ville de Belphe. Celui-ci peut se servir de lui pour venir à bout du duc de Fuenza.
FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Poésie : Robert Duncan (reprises à 14 h. 19 h. 30, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Mathématiques : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) ; A 9 h. Le fil du temps ; 8 h. 30. L'histoire et l'imagination ; 8 h. 7. Les mathématiques de France-Culture : Les jumeaux de l'histoire ; 10 h. 45. Les tests et la marge ; 11 h. 30. La folie honnête, par R. Pfeiffer ; 11 h. 32. Le folklore dans la musique hongroise ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evidé à la musique ; 14 h. 5. « Guerre et Paix », de Tolstoï, adapté G. Gory, réal. R. Jeantet (rediffusion) ; 14 h. 45. Les apôtres de France-Culture : Magazine international ; 15 h. 25. Anthologie ; 16 h. 35. Ne quittez pas l'école ; 17 h. 30. Musique contemporaine hongroise ; 18 h. 30. Bonnes nouvelles, grandes comédies ; 19 h. 35. Science des arts ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. 30. Mélodrame : « Drapeaux noirs et Coeur rouge », ou « Le Corail de la liberté ».

contemporaine hongroise ; 18 h. 30. Bonnes nouvelles, grandes comédies ; 19 h. 35. Science des arts ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. 30. Mélodrame : « Drapeaux noirs et Coeur rouge », ou « Le Corail de la liberté ».
FRANCE-MUSIQUE
7 h. 30. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; 12 h. 30. La règle du jeu ; 12 h. 30. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles. Portrait d'un musicien français : Philippe Capelle ; 17 h. 30. Après-midi lyrique : « Turandot », de Rossini, avec P. Price, H. Franck, et l'Orchestre du centre d'action musicale de l'Ouest ; 18 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 19 h. 45. Concours international de guitare ; 20 h. Aubade inouïe, par Peter Vizard (« Mendelssohn, L. Spohr ») ; 21 h. 30. En direct du Festival de Salzbourg 1977 Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan : « Symphonie n° 6 en la mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Le clavier contemporain, par E. Chénard ; 23 h. 30. Musique des Indes, par J. Brasseur ; 0 h. 30. Les fouleuses de paroles ; 0 h. 10. Concert de minuit : Les fêtes musicales de la Sainte-Baum ; 1 h. 30 à 7 h. 30. Programme intermédiaire de musique.

Mercredi 31 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30. Caméra au poing ; 13 h. 35. Série : Elisabeth R. (premier épisode) ; 15 h. 15. Championnat du monde cycliste sur piste ; 16 h. 35. Spécial jeunes ; 18 h. 15. Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 47. Feuilleton : Adieu mes quinze ans ; 20 h. 30. FILM : LA LETTRE ECARLATE, de J.-P. Buzat, d'après l'œuvre de N. Hawthorne. Jean-Marie Thibault, une femme et un homme publiquement au mépris des notables et de la loi.
22 h. 5. Une famille américaine.
CHAINE II : A 2
15 h. 30. Série britannique : Le monde en guerre ; 16 h. 30. Aujourd'hui, madame ; 16 h. 55. Série : L'homme à la valise ; 17 h. 40. Feuilleton : Yao ; 18 h. 5. Vacances animées ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre ; 20 h. 30. Les dossiers de l'écran : FILM

20 h. 30. Série américaine : Un shérif à New-York ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : Question de temps ; 23 h. 15. Sports : Championnat du monde cycliste sur piste.
CHAINE III : FR 3
18 h. 45. Pour les jeunes : Les aventures de Tintin et les aventures de Lolek et Boiek ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : Dora Kristeller ; 20 h. Les jeux.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Poésie : Robert Duncan (et à 14 h. 19 h. 30, 23 h. 50) ; 7 h. 5. Mathématiques : 8 h. Les chemins de la connaissance (rediffusion) ; A 9 h. Le fil du temps ; 8 h. 30. L'histoire et l'imagination ; 8 h. 7. Les mathématiques de France-Culture : Les jumeaux de l'histoire ; 10 h. 45. Les tests et la marge ; 11 h. 30. La folie honnête, par R. Pfeiffer ; 11 h. 32. Le folklore dans la musique hongroise ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Evidé à la musique ; 14 h. 5. « Guerre et Paix », de Tolstoï, adapté G. Gory, réal. R. Jeantet (rediffusion) ; 14 h. 45. Les apôtres de France-Culture : Magazine international ; 15 h. 25. Anthologie ; 16 h. 35. Ne quittez pas l'école ; 17 h. 30. Musique contemporaine hongroise ; 18 h. 30. Bonnes nouvelles, grandes comédies ; 19 h. 35. Science des arts ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. 30. Mélodrame : « Drapeaux noirs et Coeur rouge », ou « Le Corail de la liberté ».

contemporaine hongroise ; 18 h. 30. Bonnes nouvelles, grandes comédies ; 19 h. 35. Science des arts ; 19 h. 55. Poésie ; 20 h. 30. Mélodrame : « Drapeaux noirs et Coeur rouge », ou « Le Corail de la liberté ».
FRANCE-MUSIQUE
7 h. 30. Quotidien musical ; 9 h. 2. Petites formes ; 9 h. 30. La règle du jeu ; 12 h. 30. La règle du jeu ; 12 h. 30. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. 30. Mélodies sans paroles. Portrait d'un musicien français : Philippe Capelle ; 17 h. 30. Après-midi lyrique : « Turandot », de Rossini, avec P. Price, H. Franck, et l'Orchestre du centre d'action musicale de l'Ouest ; 18 h. 2. Ecoute, magazine musical ; 19 h. 45. Concours international de guitare ; 20 h. Aubade inouïe, par Peter Vizard (« Mendelssohn, L. Spohr ») ; 21 h. 30. En direct du Festival de Salzbourg 1977 Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan : « Symphonie n° 6 en la mineur » (Mahler) ; 22 h. 30. Le clavier contemporain, par E. Chénard ; 23 h. 30. Musique des Indes, par J. Brasseur ; 0 h. 30. Les fouleuses de paroles ; 0 h. 10. Concert de minuit : Les fêtes musicales de la Sainte-Baum ; 1 h. 30 à 7 h. 30. Programme intermédiaire de musique.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE - INTER (Informations tous les heures) ; 7 h. 8. du Midi ; 9 h. 10. Magazine de P. Bourneil ; 10 h. Chansons à hémisphères (samedi) ; 9 h. 10. L'heure des amants ; 11 h. Anne Caillaud ; 12 h. L. Bazon ; 13 h. Journal ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche) ; L'oreille en coin ; 17 h. Radiocroque ; 18 h. Salimbeni ; 19 h. Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi) ; La tribune de l'histoire ; dimanche : Histoire d'opéra ; 22 h. 15. Le Pop-Club.
FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE ; Informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 45 (cult.) ; 16 h. (mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h. (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).
EUROPE 1 (Informations tous les heures) ; 5 h. 10. J.-P. Allain ; 6 h. 40. Jeu : Fiches vos prix ; 9 h. Journal de C. Collange ; 9 h. 6. Denise Fabre ; 10 h. 30. Pile ou face ; 11 h. 30. Cash ; 13 h. Journal d'André Arouad ; 13 h. 30. Les Aventuriers ; 14 h. Histoire d'un jour ; 15 h. Fiches-moi rite ; 17 h. Becker ; 18 h. 30. Journal de P. Lescure ; 19 h. 30. Disco ; 21 h. 10. Elia Presley story ; 22 h. 30. Europe-Sat ; 22 h. 45. Yann Hannebier. R.T.L. (Informations tous les heures) ; 5 h. 30. Maurice Savères ; 9 h. 10. Le cinéma ; 9 h. 15. Fabrice ; 11 h. 30. Le Bongo ; 13 h. 30. Disque d'or ; 14 h. et 15 h. Menu Grégoire ; 15 h. 30. Appelation en la ; 16 h. 30. Carres postales ; 18 h. 30. Journal de Jacques Paul ; 19 h. Hic-Pic ; 21 h. Les routes sont gruyères ; 22 h. Journal ; 0 h. Les nocturnes de Luxembourg.
RADIO MONTE-CARLO (Informations tous les heures) ; 5 h. 30. L'heure info ; 9 h. 30. L'heure fanasie ; 11 h. 30. L'heure jeu ; 13 h. L'heure actualité ; 14 h. 30. L'heure espoir ; 15 h. 40. L'heure variété ; 17 h. L'heure plus ; 18 h. 30. L'heure blues ; 19 h. L'heure hit ; 20 h. 10. L'heure de rêve ; 0 h. L'heure moros.
Religieuses et philosophiques
FRANCE-CULTURE (le dimanche), 7 h. 15. Histoire ; 8 h. Ordores et christianisme orientés ; 8 h. 30. Pro-

cessusisme ; 9 h. 10. Ecoute Israël ; 9 h. 40. L'union rationaliste (le 28) ; 10 h. Messe.
FRANCE-INTER, 17 h. Jacques Chancel reçoit Georges Attardo (lundi) Emmanuel Maître-Baug (mardi) Michel Batten (mercredi) Joseph Delteil (jeudi) François Missoffe (vendredi).
Tribunes et débats quotidiens...
FRANCE-CULTURE, 12 h. 30. Jacques Faurgon reçoit Christine de Rivoyre (lundi), Marie-Anne Du. (mardi), Régine Delormes (mercredi), Claude Galland et Georges Lambrichs (jeudi et vendredi).
FRANCE-INTER, 11 h. Les invités d'Anne Galland répondent aux questions des auditeurs sur les agences de voyage (lundi), les locutions de meubles (mardi), le camping-caravaning (mercredi), les restaurants (jeudi), les hôtels (vendredi).
... et au jour le jour
ANTENNE 2, 20 h. : André Bergman (le 28) ; François Ceyne (le 29).

QUATRE HEURES CHEZ LES BARUYA

La différence des sexes

FR 3 diffuse chaque vendredi, depuis le 12 août, une série au titre étrange : « Planètes indigènes ». Planètes Baruya, le consacré aux cérémonies d'initiation d'une tribu « primitive » de Nouvelle-Guinée, découverte seulement en 1961 : celle des Baruya. Dans un de leurs villages, perché à 2 000 mètres, dans deux vallées, à la frontière de la Papouasie, l'anthropologue Maurice Goddell (1) a séjourné quatre ans, de 1967 à 1969, avant que les structures traditionnelles ne soient complètement étiées. Avec un excellent opérateur, Yan Dunlop, qui est l'auteur du très beau Gens du désert, présenté il y a quelques années à la télévision, il a pu réaliser neuf heures de film, condensés ici en quatre heures.

Des images impeccables, accompagnées de commentaires serrés, un reportage ethnologique dépourvu de tout folklore, nous introduisent au cœur de cette micro-société sans classes, mais cependant fortement structurée, où l'homme domine entièrement la femme. La géographie du village (en haut, est située la grande maison des hommes, interdite aux femmes ; en bas, les cabanes, où celles-ci doivent se cacher pendant leurs règles) et la géographie des maisons des couples, à l'échelle intermédiaire, qui compose un secteur masculin et un secteur féminin. Chez les Baruya, la différence des sexes sert de référence ultime pour justifier la domination masculine : la sexualité domine tous les rapports humains. « Il n'y a pas d'homme », dit-il, « sans la femme ».

sexe et de domination masculine à l'intérieur d'une société où n'existe pas l'état, où n'existent pas des classes, c'est-à-dire des rapports sociaux et des institutions de censure et d'oppression analogues à ce que nous connaissons depuis l'Antiquité. A partir de quoi on peut se demander comment, dans nos sociétés, l'ancienne domination masculine a pu se maintenir. C'est l'une des recherches de Goddell, qui, depuis une quinzaine d'années, s'est spécialisé dans l'étude des sociétés pré-capitalistes. — G. B.
(1) Collaborateur de Claude Lévi-Strauss au laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France, directeur d'études à l'Ecole des hautes études.

سك: امان الأمل

CARNET

Mariages
— Claude Chayot, ministre pénitentiaire et Mlle Chayot, sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille
Isabelle
avec
Patrick Chamblade,
le 6 août 1977.

Décès
— Pau.
Mme Pierre Berger, ses enfants et petits-enfants.
Mme Jeanne Berger, Vassal, Aroud.
Parents et alliés.
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre BERGER,
ancien directeur-général,
officier de la Légion d'honneur,
survenu le 23 août 1977, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans, muni des
sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale, le 25 août 1977.
Prie pour lui.
2, avenue Léon-Say,
64000 Pau.

— Nancy.
Mme Roger Merle, née Anne-Marie
Philippe et Edith Merle,
Michel et Sylvie Merle,
Bertrand et Françoise Haemmerli,
Grégoire et Marie-Astrid,
M. et Mme Robert Schaefer, leurs
enfants et petits-enfants.
Mlle Simone Bouquet,
Mme Paul Fey, ses enfants et
petits-enfants.
ont la douleur de faire part du décès de
M. Roger MERLE,
avocat à la cour,
ancien député,
survenu le 22 août 1977, dans sa soixante-
huitième année.
Ses obsèques ont eu lieu en
l'église Saint-Bonnet-du-Gard, dans
l'intimité familiale, selon la volonté
du défunt.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Un service sera célébré ultérieu-
rement en la cathédrale de Nancy.
1, rue Girardet, 54000 Nancy.

— M. et Mme René Bolloré,
M. et Mme Michel Bolloré,
M. et Mme Gwen-Ael Bolloré,
M. et Mme Jacques Clouteur,
M. et Mme René-Jean Bolloré et
leurs enfants.
M. et Mme Hervé Bolloré,
M. et Mme Michel-Yves Bolloré
et leur fils.
M. et Mme Vincent Bolloré,
M. et Mme Odette Bolloré et leur
fils.
M. Patrick Bolloré,
M. et Mme Jacques Clouteur,
M. et Mme Jean-Louis Vialle et
leurs enfants.
M. et Mme Jean-Louis Vialle et
leurs enfants.
M. et Mme Gérard Varin et leurs
enfants.
M. et Mme Didier Leroux et leurs
fils.

M. et Mme Jean-Michel Ritz-
thal, Mlle Anne Bolloré,
Le docteur et Mme Bertrand
Decaudavine et leurs enfants.
Mme Orlanthe Thibaut,
Mme Jacques Thibaut,
Mme Jacqueline Thibaut, Soulas et
Failliot,
ont la douleur de faire part du
décès de
Mme André SOULAS,
née Marie Thibaut,
communière de l'ordre national
du Mérite,
chevalier du Mérite maritime,
leur mère, belle-mère, grand-mère,
arrière-grand-mère, tante, sœur et
tante, survenue le 26 août 1977, dans sa
quatre-vingt-neuvième année, munie
des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont eu lieu le 28 août, à 14 heures,
en l'église Saint-Honoré d'Évry, sa
paroisse (place Victor Hugo).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Robert Vogel,
M. et Mme Francis Vogel et leurs
enfants.
ont la douleur de faire part du
décès de
Mme Robert VOGEL,
née Berthe Benoit,
survenue le 6 août 1977, dans sa
quatre-vingt-deuxième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité familiale.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
12, rue du Parc,
4800 Verviers (Belgique).

Anniversaires
— A l'occasion du second anni-
versaire du décès de
Mme Georges HUBRECHT,
née G. Berger,
survenue le 29 août 1975, ceux qui
l'ont connue et aimée s'associeront
à sa famille par la prière et un
fidèle souvenir.

— A l'occasion du sixième anni-
versaire du décès de
Mme Georges BOETSCH,
une pensée est adressée à ceux qui
l'ont aimé.

Remerciements
— Aulnay-sous-Bois, Saint-Brieuc,
M. et Mme Michel Bolloré,
M. et Mme Gwen-Ael Bolloré,
M. et Mme Jacques Clouteur,
M. et Mme René-Jean Bolloré et
leurs enfants.
M. et Mme Hervé Bolloré,
M. et Mme Michel-Yves Bolloré
et leur fils.
M. et Mme Vincent Bolloré,
M. et Mme Odette Bolloré et leur
fils.
M. Patrick Bolloré,
M. et Mme Jacques Clouteur,
M. et Mme Jean-Louis Vialle et
leurs enfants.
M. et Mme Jean-Louis Vialle et
leurs enfants.
M. et Mme Gérard Varin et leurs
enfants.
M. et Mme Didier Leroux et leurs
fils.

Cyclisme
**Morelone éliminé
aux championnats
du monde**

Daniel Morelone, sept fois cham-
pion du monde et deux fois cham-
pion olympique de vitesse, n'a pu
dépasser, à San-Cristobal (Vene-
zuela), le cap des seizièmes de
finale des championnats du
monde auxquels il participait
pour la dernière fois. D'abord
battu par l'Argentin Rascanschi
et par le Tchèque Kucirek,
Morelone n'a pu profiter des
repêchages contre l'Américain
Eaton et le Polonais Kocot. Alex
Poniet et Eric Vermeulen, les
deux autres sprinters français, se
sont qualifiés pour les quarts de
finale.

Deux titres ont été disputés le
26 août. Dans l'épreuve de pour-
suite, l'Allemand de l'Est Norbert
Dürschlag (4 min. 42 sec. 84) a battu
en finale son compatriote Uwe
Unterwiesing (4 min. 48 sec. 18). Le Suisse
Daniel Gisiger a pris la troisième
place. La Soviétique Galina Cha-
reva a remporté le titre de cham-
pionne du monde de vitesse en
dominant en finale l'Allemande
Sue Novarra par deux manches à
une. La Tchèque Iva Zajickova
a terminé troisième.

Athlétisme
**ROSE-MARIE ACKERMANN :
2 mètres au saut en hauteur.**

Rose-Marie Ackermann (R.D.A.)
a battu le vendredi 26 août à
Berlin-Ouest, le record du monde
de saut en hauteur en franchissant
2 mètres. C'est la quatrième
fois que Rose-Marie Ackermann
qui est âgée de vingt-cinq ans,
améliore le record du monde.
Elle avait réussi 1 m. 95 en 1974,
1 m. 98 en 1976, 1 m. 97 le 4 août
dernier à l'occasion de la finale
de la Coupe d'Europe et, enfin,
2 mètres. Dans les concours de
Berlin-Ouest, Rose-Marie Ackermann
a passé successivement
chaque fois au premier essai,
1 m. 75, 1 m. 80, 1 m. 85, 1 m. 89,
1 m. 92, 1 m. 97 et 2 mètres. Elle
a ensuite tenté la chance
2 m. 02, mais échoué dans ses trois
tentatives.

Rose-Marie Ackermann mesure
1 m. 75, elle a donc effectué un
saut supérieur de 25 cm à sa
salle, ce qui représente une autre
performance. Le titre de cham-
pionne, la roumaine Yolanda Balas,
qui reste l'égal en notoriété de
Rose-Marie Ackermann dans
cette spécialité (deux fois cham-
pionne du monde), mesurait
1 m. 91, soit au centimètre
exact la hauteur de son dernier
record (1 m. 91).
Championne olympique à Mon-
tréal (1 m. 93), Rose-Marie Ackermann
sautait en « ventral », style
qui est d'ailleurs celui du nou-
veau recordman du monde mas-
culin (2 m. 33), Vladimir Yatchenko
(U.R.S.S.). En onze ans, Rose-
Marie Ackermann a progressé de
54 cm, passant 1 m. 46 en 1966,
1 m. 71 en 1968, 1 m. 85 en 1972,
1 m. 96 en 1976.
C'est en 1972 que l'Américain
George Horine avait accompli un
bond à 2 mètres. Soixante-cinq
ans séparés les exploits du pre-
mier homme et de la première
femme à 2 mètres. — F. J.

AVIRON. — En skiff, Cortine
Le Moul et le quatre de couple
français (Weill, Imbert, Izart,
Ribot) se sont qualifiés pour
les finales des championnats du
monde d'aviron qui seront dis-
putées le 28 août.

FOOTBALL. — Les dirigeants du
Paris-Saint-Germain et du
Paris-fooball club se sont réu-
nis le 26 août à l'initiative de
M. Philippe Seguin, celui-ci
chargé par M. Jacques
Chirac de constituer une asso-
ciation destinée à favoriser une
entente des clubs de football
de la capitale sur l'utilisation
commune du Parc des Princes.
Les deux clubs ont mis
d'accord : P.F.C. désignera cette
saison quatre matches en lever
de rideau de Paris-Saint-Ger-
main.

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales
Châtelet : Voix (samm. 20 h. 30 ;
dim. 14 h. 30 et 18 h. 30).

Les autres salles
Antoine : Les Parents terribles (samm. 20 h. 30 ;
dim. 14 h. 30 et 18 h. 30).

Atelier le Faiseur (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Athena : Les Femmes de bonne humeur (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Clos des Bûchettes : Le Maître de Santiago (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Comédie Caumartin : Boeuf-Boeuf (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).

Danton : Pédale (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Spectacle : La Cantatrice chauve ;
Le Léonard (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Le Lucernaire-Forum : Théâtre
roumain (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Le Manuscrit (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Le Théâtre du Nouveau Monde
(samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Le Théâtre de la Ville : C'est pas
de l'amour (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Médiane : Peau de vache (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Michel : Au plaisir, madame ! (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Moufflard : Erostrate (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Neuville : Divorce à la française
(samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Théâtre Présent : Zut (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Théâtre des Quatre-Cent-Cent
Théâtre : L'Amour en tête (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).

Le jazz
Théâtre Montferrat : Sabeel Arabit
(samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Club de la Bûchette : Michel Arbat
samm. (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).

Festival estival
La Péniche-Théâtre : Concert burles-
que (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
En attendant Godot (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).

Les chansonniers
Carcassonne de la République : Plan, rate
plan, et le plan plan (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Deux-Anes : Marianne, ne vois-tu
rien venir ? (samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).

Les exclusivités
AIDA (Fr.) : La Pagode, 7 (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All. vers.
samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
14-Juillet-Farance, 6 (326-36-00).
ASTÉRIX ET CLOPATRE (Fr.-
samm. 21 h. ;
dim. 15 h. 30 et 18 h. 30).
Calypso, 17 (754-10-48).
Clichy-Patch, 18 (322-37-41).
Clichy-Patch, 19 (322-37-41).
Clichy-Patch, 20 (322-37-41).
Clichy-Patch, 21 (322-37-41).
Clichy-Patch, 22 (322-37-41).
Clichy-Patch, 23 (322-37-41).
Clichy-Patch, 24 (322-37-41).
Clichy-Patch, 25 (322-37-41).
Clichy-Patch, 26 (322-37-41).
Clichy-Patch, 27 (322-37-41).
Clichy-Patch, 28 (322-37-41).
Clichy-Patch, 29 (322-37-41).
Clichy-Patch, 30 (322-37-41).
Clichy-Patch, 31 (322-37-41).
Clichy-Patch, 32 (322-37-41).
Clichy-Patch, 33 (322-37-41).
Clichy-Patch, 34 (322-37-41).
Clichy-Patch, 35 (322-37-41).
Clichy-Patch, 36 (322-37-41).
Clichy-Patch, 37 (322-37-41).
Clichy-Patch, 38 (322-37-41).
Clichy-Patch, 39 (322-37-41).
Clichy-Patch, 40 (322-37-41).
Clichy-Patch, 41 (322-37-41).
Clichy-Patch, 42 (322-37-41).
Clichy-Patch, 43 (322-37-41).
Clichy-Patch, 44 (322-37-41).
Clichy-Patch, 45 (322-37-41).
Clichy-Patch, 46 (322-37-41).
Clichy-Patch, 47 (322-37-41).
Clichy-Patch, 48 (322-37-41).
Clichy-Patch, 49 (322-37-41).
Clichy-Patch, 50 (322-37-41).
Clichy-Patch, 51 (322-37-41).
Clichy-Patch, 52 (322-37-41).
Clichy-Patch, 53 (322-37-41).
Clichy-Patch, 54 (322-37-41).
Clichy-Patch, 55 (322-37-41).
Clichy-Patch, 56 (322-37-41).
Clichy-Patch, 57 (322-37-41).
Clichy-Patch, 58 (322-37-41).
Clichy-Patch, 59 (322-37-41).
Clichy-Patch, 60 (322-37-41).
Clichy-Patch, 61 (322-37-41).
Clichy-Patch, 62 (322-37-41).
Clichy-Patch, 63 (322-37-41).
Clichy-Patch, 64 (322-37-41).
Clichy-Patch, 65 (322-37-41).
Clichy-Patch, 66 (322-37-41).
Clichy-Patch, 67 (322-37-41).
Clichy-Patch, 68 (322-37-41).
Clichy-Patch, 69 (322-37-41).
Clichy-Patch, 70 (322-37-41).
Clichy-Patch, 71 (322-37-41).
Clichy-Patch, 72 (322-37-41).
Clichy-Patch, 73 (322-37-41).
Clichy-Patch, 74 (322-37-41).
Clichy-Patch, 75 (322-37-41).
Clichy-Patch, 76 (322-37-41).
Clichy-Patch, 77 (322-37-41).
Clichy-Patch, 78 (322-37-41).
Clichy-Patch, 79 (322-37-41).
Clichy-Patch, 80 (322-37-41).
Clichy-Patch, 81 (322-37-41).
Clichy-Patch, 82 (322-37-41).
Clichy-Patch, 83 (322-37-41).
Clichy-Patch, 84 (322-37-41).
Clichy-Patch, 85 (322-37-41).
Clichy-Patch, 86 (322-37-41).
Clichy-Patch, 87 (322-37-41).
Clichy-Patch, 88 (322-37-41).
Clichy-Patch, 89 (322-37-41).
Clichy-Patch, 90 (322-37-41).
Clichy-Patch, 91 (322-37-41).
Clichy-Patch, 92 (322-37-41).
Clichy-Patch, 93 (322-37-41).
Clichy-Patch, 94 (322-37-41).
Clichy-Patch, 95 (322-37-41).
Clichy-Patch, 96 (322-37-41).
Clichy-Patch, 97 (322-37-41).
Clichy-Patch, 98 (322-37-41).
Clichy-Patch, 99 (322-37-41).
Clichy-Patch, 100 (322-37-41).

La cinématheque
Chaillet, 15 h. : Can-Can, de
W. Lang, 18 h. 30 : Alexandre
Nevski, de S. M. Eisenstein ;
20 h. 30 : La Rupture, de G. Cha-
brol ; 22 h. 30 : Les Contes de la
lune vague après la pluie, de
D. Drieu la Rochelle ; 24 h. 30 :
Clichy-Patch, 15 (322-37-41).
Clichy-Patch, 16 (322-37-41).
Clichy-Patch, 17 (322-37-41).
Clichy-Patch, 18 (322-37-41).
Clichy-Patch, 19 (322-37-41).
Clichy-Patch, 20 (322-37-41).
Clichy-Patch, 21 (322-37-41).
Clichy-Patch, 22 (322-37-41).
Clichy-Patch, 23 (322-37-41).
Clichy-Patch, 24 (322-37-41).
Clichy-Patch, 25 (322-37-41).
Clichy-Patch, 26 (322-37-41).
Clichy-Patch, 27 (322-37-41).
Clichy-Patch, 28 (322-37-41).
Clichy-Patch, 29 (322-37-41).
Clichy-Patch, 30 (322-37-41).
Clichy-Patch, 31 (322-37-41).
Clichy-Patch, 32 (322-37-41).
Clichy-Patch, 33 (322-37-41).
Clichy-Patch, 34 (322-37-41).
Clichy-Patch, 35 (322-37-41).
Clichy-Patch, 36 (322-37-41).
Clichy-Patch, 37 (322-37-41).
Clichy-Patch, 38 (322-37-41).
Clichy-Patch, 39 (322-37-41).
Clichy-Patch, 40 (322-37-41).
Clichy-Patch, 41 (322-37-41).
Clichy-Patch, 42 (322-37-41).
Clichy-Patch, 43 (322-37-41).
Clichy-Patch, 44 (322-37-41).
Clichy-Patch, 45 (322-37-41).
Clichy-Patch, 46 (322-37-41).
Clichy-Patch, 47 (322-37-41).
Clichy-Patch, 48 (322-37-41).
Clichy-Patch, 49 (322-37-41).
Clichy-Patch, 50 (322-37-41).
Clichy-Patch, 51 (322-37-41).
Clichy-Patch, 52 (322-37-41).
Clichy-Patch, 53 (322-37-41).
Clichy-Patch, 54 (322-37-41).
Clichy-Patch, 55 (322-37-41).
Clichy-Patch, 56 (322-37-41).
Clichy-Patch, 57 (322-37-41).
Clichy-Patch, 58 (322-37-41).
Clichy-Patch, 59 (322-37-41).
Clichy-Patch, 60 (322-37-41).
Clichy-Patch, 61 (322-37-41).
Clichy-Patch, 62 (322-37-41).
Clichy-Patch, 63 (322-37-41).
Clichy-Patch, 64 (322-37-41).
Clichy-Patch, 65 (322-37-41).
Clichy-Patch, 66 (322-37-41).
Clichy-Patch, 67 (322-37-41).
Clichy-Patch, 68 (322-37-41).
Clichy-Patch, 69 (322-37-41).
Clichy-Patch, 70 (322-37-41).
Clichy-Patch, 71 (322-37-41).
Clichy-Patch, 72 (322-37-41).
Clichy-Patch, 73 (322-37-41).
Clichy-Patch, 74 (322-37-41).
Clichy-Patch, 75 (322-37-41).
Clichy-Patch, 76 (322-37-41).
Clichy-Patch, 77 (322-37-41).
Clichy-Patch, 78 (322-37-41).
Clichy-Patch, 79 (322-37-41).
Clichy-Patch, 80 (322-37-41).
Clichy-Patch, 81 (322-37-41).
Clichy-Patch, 82 (322-37-41).
Clichy-Patch, 83 (322-37-41).
Clichy-Patch, 84 (322-37-41).
Clichy-Patch, 85 (322-37-41).
Clichy-Patch, 86 (322-37-41).
Clichy-Patch, 87 (322-37-41).
Clichy-Patch, 88 (322-37-41).
Clichy-Patch, 89 (322-37-41).
Clichy-Patch, 90 (322-37-41).
Clichy-Patch, 91 (322-37-41).
Clichy-Patch, 92 (322-37-41).
Clichy-Patch, 93 (322-37-41).
Clichy-Patch, 94 (322-37-41).
Clichy-Patch, 95 (322-37-41).
Clichy-Patch, 96 (322-37-41).
Clichy-Patch, 97 (322-37-41).
Clichy-Patch, 98 (322-37-41).
Clichy-Patch, 99 (322-37-41).
Clichy-Patch, 100 (322-37-41).

Les films nouveaux
MONSIEUR PAPA, film fran-
çais de Philippe Monnier
Saint-Germain Studio, 5 (323-
42-72).
Clichy-Patch, 15 (322-37-41).
Clichy-Patch, 16 (322-37-41).
Clichy-Patch, 17 (322-37-41).
Clichy-Patch, 18 (322-37-41).
Clichy-Patch, 19 (322-37-41).
Clichy-Patch, 20 (322-37-41).
Clichy-Patch, 21 (322-37-41).
Clichy-Patch, 22 (322-37-41).
Clichy-Patch, 23 (322-37-41).
Clichy-Patch, 24 (322-37-41).
Clichy-Patch, 25 (322-37-41).
Clichy-Patch, 26 (322-37-41).
Clichy-Patch, 27 (322-37-41).
Clichy-Patch, 28 (322-37-41).
Clichy-Patch, 29 (322-37-41).
Clichy-Patch, 30 (322-37-41).
Clichy-Patch, 31 (322-37-41).
Clichy-Patch, 32 (322-37-41).
Clichy-Patch, 33 (322-37-41).
Clichy-Patch, 34 (322-37-41).
Clichy-Patch, 35 (322-37-41).
Clichy-Patch, 36 (322-37-41).
Clichy-Patch, 37 (322-37-41).
Clichy-Patch, 38 (322-37-41).
Clichy-Patch, 39 (322-37-41).
Clichy-Patch, 40 (322-37-41).
Clichy-Patch, 41 (322-37-41).
Clichy-Patch, 42 (322-37-41).
Clichy-Patch, 43 (322-37-41).
Clichy-Patch, 44 (322-37-41).
Clichy-Patch, 45 (322-37-41).
Clichy-Patch, 46 (322-37-41).
Clichy-Patch, 47 (322-37-41).
Clichy-Patch, 48 (322-37-41).
Clichy-Patch, 49 (322-37-41).
Clichy-Patch, 50 (322-37-41).
Clichy-Patch, 51 (322-37-41).
Clichy-Patch, 52 (322-37-41).
Clichy-Patch, 53 (322-37-41).
Clichy-Patch, 54 (322-37-41).
Clichy-Patch, 55 (322-37-41).
Clichy-Patch, 56 (322-37-41).
Clichy-Patch, 57 (322-37-41).
Clichy-Patch, 58 (322-37-41).
Clichy-Patch, 59 (322-37-41).
Clichy-Patch, 60 (322-37-41).
Clichy-Patch, 61 (322-37-41).
Clichy-Patch, 62 (322-37-41).
Clichy-Patch, 63 (322-37-41).
Clichy-Patch, 64 (322-37-41).
Clichy-Patch, 65 (322-37-41).
Clichy-Patch, 66 (322-37-41).
Clichy-Patch, 67 (322-37-41).
Clichy-Patch, 68 (322-37-41).
Clichy-Patch, 69 (322-37-41).
Clichy-Patch, 70 (322-37-41).
Clichy-Patch, 71 (322-37-41).
Clichy-Patch, 72 (322-37-41).
Clichy-Patch, 73 (322-37-41).
Clichy-Patch, 74 (322-37-41).
Clichy-Patch, 75 (322-37-41).
Clichy-Patch, 76 (322-37-41).
Clichy-Patch, 77 (322-37-41).
Clichy-Patch, 78 (322-37-41).
Clichy-Patch, 79 (322-37-41).
Clichy-Patch, 80 (322-37-41).
Clichy-Patch, 81 (322-37-41).
Clichy-Patch, 82 (322-37-41).
Clichy-Patch, 83 (322-37-41).
Clichy-Patch, 84 (322-37-41).
Clichy-Patch, 85 (322-37-41).
Clichy-Patch, 86 (322-37-41).
Clichy-Patch, 87 (322-37-41).
Clichy-Patch, 88 (322-37-41).
Clichy-Patch, 89 (322-37-41).
Clichy-Patch, 90 (322-37-41).
Clichy-Patch, 91 (322-37-41).
Clichy-Patch, 92 (322-37-41).
Clichy-Patch, 93 (322-37-41).
Clichy-Patch, 94 (322-37-41).
Clichy-Patch, 95 (322-37-41).
Clichy-Patch, 96 (322-37-41).
Clichy-Patch, 97 (322-37-41).
Clichy-Patch, 98 (322-37-41).
Clichy-Patch, 99 (322-37-41).
Clichy-Patch, 100 (322-37-41).

Les films nouveaux
MONSIEUR PAPA, film fran-
çais de Philippe Monnier
Saint-Germain Studio, 5 (323-
42-72).
Clichy-Patch, 15 (322-37-41).
Clichy-Patch, 16 (322-37-41).
Clichy-Patch, 17 (322-37-41).
Clichy-Patch, 18 (322-37-41).
Clichy-Patch, 19 (322-37-41).
Clichy-Patch, 20 (322-37-41).
Clichy-Patch, 21 (322-37-41).
Clichy-Patch, 22 (322-37-41).
Clichy-Patch, 23 (322-37-41).
Clichy-Patch, 24 (322-37-41).
Clichy-Patch, 25 (322-37-41).
Clichy-Patch, 26 (322-37-41).
Clichy-Patch, 27 (322-37-41).
Clichy-Patch, 28 (322-37-41).
Clichy-Patch, 29 (322-37-41).
Clichy-Patch, 30 (322-37-41).
Clichy-Patch, 31 (322-37-41).
Clichy-Patch, 32 (322-37-41).
Clichy-Patch, 33 (322-37-41).
Clichy-Patch, 34 (322-37-41).
Clichy-Patch, 35 (322-37-41).
Clichy-Patch, 36 (322-37-41).
Clichy-Patch, 37 (322-37-41).
Clichy-Patch, 38 (322-37-41).
Clichy-Patch, 39 (322-37-41).
Clichy-Patch, 40 (322-37-41).
Clichy-Patch, 41 (322-37-41).
Clichy-Patch, 42 (322-37-41).
Clichy-Patch, 43 (322-37-41).
Clichy-Patch, 44 (322-37-41).
Clichy-Patch, 45 (322-37-41).
Clichy-Patch, 46 (322-37-41).
Clichy-Patch, 47 (322-37-41).
Clichy-Patch, 48 (322-37-41).
Clichy-Patch, 49 (322-37-41).
Clichy-Patch, 50 (322-37-41).
Clichy-Patch, 51 (322-37-41).
Clichy-Patch, 52 (322-37-41).
Clichy-Patch, 53 (322-37-41).
Clichy-Patch, 54 (322-37-41).
Clichy-Patch, 55 (322-37-41).
Clichy-Patch, 56 (322-3

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« UN PONT TROP LOIN », de Richard Attenborough

Malgré les coupures sensibles effectuées dans la version originale du film de Richard Attenborough, tel que nous le décrivait Olivier Martin, ici même, après l'avoir vu à Londres (Le Monde du 11 août 1977) — vingt-cinq minutes ont disparu sur une durée initiale de près de trois heures. — Un pont trop loin s'impose comme un acte de documentation reconstruit, encore plus compact, resserré, s'il était possible, à partir d'un épisode dramatique de la seconde guerre mondiale qui eut lieu entre le 17 et le 24 septembre 1944.

Après le débarquement du 6 juin, en Normandie, l'avance alliée s'était développée bien plus rapidement que prévu, la Wehrmacht battait en retraite à travers la France et la Belgique, étendant démesurément les lignes de communication des troupes du général Eisenhower. L'intendance suivait mal et ne permettait pas d'approvisionner les troupes de la ligne de front. Plus loin, à la frontière belge-hollandaise, celui de Montgomery, qui allait devenir le théâtre de la bataille de la poche de Falaise.

Elle adopte le plan proposé par Montgomery, connu sous le nom d'opération Market-Garden : des troupes parachutistes anglaises, américaines, polonaises occupent les ponts qui s'échelonnent à l'est de la Hollande, de la ligne du front jusqu'à Arnhem, à cent kilomètres au nord des lignes britanniques.

La où le film échoue presque totalement, c'est à donner vie à des individus, à analyser leur comportement. Le scénariste américain William Goldman — on lui doit *Marathon Man* et *Les Hommes du président* — a signé l'adaptation d'un nouveau best-seller de Cornelius Ryan, l'auteur du *Jour le plus long*. Le spectacle et le « drame » prennent sur les personnages et la nuance. Nous voyons le négatif, exactement inverse, très britannique, des traditions militaires de guerre hollywoodiennes, avec leur côté superman : tant de noblesse, tant de violence dignement assumée, chez les Alliés comme chez les Allemands — le film se veut fait play — renvoie le spectateur rassuré chez lui.

Si la guerre était aussi politique ? Si l'homme, même sous l'uniforme, restait aussi un homme, agressivement humain, et pas seulement une marionnette humaniste ?

LOUIS MARCORRELLES.

PRESSE

« JULIE ÉTAIT BELLE » de Jacques-René Saurail

Tel qu'il est, déguisant un peu de musique, parfois mal joué, parfois mal écrit, le premier film de Jacques-René Saurail ne manque pas de charme. C'est une histoire d'été d'été, et selon son cœur, on se laissera séduire, ou rien, mais c'est quand même une belle histoire que celle de la cousine Julie. Elle était belle, donc, elle avait passé un été avec Michel et Sébastien enfants, et puis ce s'était mal terminé.

Alors, traînant leur souvenir, leur secret, sans en parler, sans se quitter, ils vieillissent et reviennent un jour dans la maison de leur passé, avec une fille qui faisait du stop à Nice. En route pour la vie à trois, dans l'odeur et la lumière des bougies, des greniers, de l'herbe et des petits déjeuners, retour à la nature. Le film n'est pas intéressant parce que ces jeunes gens manquent de fantaisie dans l'insouciance et que la fille (une blonde) est éternelle à répéter : « Eh bien, moi, ce que j'aime, c'est le deuxième mouvement du Concerto en fa de Chopin. »

Mais ce souvenir, qui traverse les plus belles heures du hasard d'un mot retrouvé ou d'une ressemblance, ce souvenir poursuivi est joliment évoqué et, dans le scénario, Jacques-René Saurail et Benjamin Simon ont eu une certaine subtilité pour révéler progressivement le mystère, et faire croire à la fatalité.

CLAIRE DEVARREUX.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réserve à nos lecteurs résidents à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- * Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- * Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- * Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- * Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :
5, rue des Italiens — 75001 PARIS CEDEX 09.
Téléphone : 730-01-23

Festivals

Un « Roméo » français à Vérone

Quand on sort des ballets en plein air, ou plutôt en plein cœur d'été, des « Nuits du Louvre », l'opéra, sous le firmament étoilé de Vérone, paraît un rêve. La transposition sous comble d'un bonheur beaucoup plus réel lorsque vous retrouvez les Montaigne et les Capulet « à domicile » dans une œuvre lyrique purement française, le Roméo et Juliette de Gounod.

Chose curieuse, à part le Gluck et le Roméo de l'opéra Zandonati représenté une fois ici avant la guerre, j'ai vu les amateurs de Vérone n'avaient eu en core la vedette dans un ouvrage italien, et aucun metteur en scène s'était même avisé de monter le Capulet à Montecchi de Bellini, où le Cyprien Calisto a dispensé pour quelques grands airs de bel canto dans son inspiration du Pirate. Mais sans doute l'homme de la soirée, Gounod, possédait l'amour de demi-carrière et de la tendresse juvénile, avait-il été choisi comme contrechant aux trompettes d'Aida, triomphe permanent de ces lieux, et aux épouvantements stratosphériques de Cavalleria Rusticana et de Falloua, les deux autres opéras officiels pendant les six semaines de la saison, que les Ballets du vingtième siècle de Maurice Béjart seront venus clore en ces derniers jours d'août. Le goût des Vénitiens pour l'opéra français ne s'est d'ailleurs pas démenti depuis la guerre, comme en témoignent le cartellone des années : Faust (1947), Carmen (1948, 1957, 1959, 1961, 1965, 1975), les Pêcheurs de perles (1950), Manon (1951), Samson et Dalila (1974), bien qu'il soit surprenant que les Troyens ou, surtout, Benvenuto Cellini, si adaptés à cette scène à ciel ouvert, n'aient pas encore été à l'honneur (il en est question pour les saisons à venir).

A tous les vents

Je ne reviendrais pas sur l'ambiance de l'Arène (1), les espaliers humains au coude à coude à l'heure où les noces sur chaque rang alimentent les cierges de la fête, la rumeur de la multitude aux vingt mille poitrines qui évoque les jeux de cirque beaucoup plus authentiquement qu'aux Thermes de Caracalla et qui s'échappent magiquement, comme les chaudières se mouvant, à l'instant où l'orchestre prélude. Par là, plutôt de la scène et de ce Roméo français chanté en italien.

A l'origine, le Roméo et Juliette de Gounod, cinq actes et huit tableaux de Barbier et Carré d'après Shakespeare, fut créé au Châtelet le 27 avril 1867. Vingt ans plus tard, avec une distribution éblouissante à la tête de laquelle chantaient Adeline-Patti et Jean de Reszai, il s'entreprit au palais Garnier une carrière durable qui allait compter jusqu'en 1953 ses cent vingt représentations. Comme pour Faust, créé en 1869,

et afin de répondre aux exigences des abonnés, Gounod avait dû composer un long intermède dansé qui mit en valeur le corps de ballet au grand complet. Cet intermède, admirablement construit et brillant, qui s'insérait dans les fêtes du mariage de Juliette avec Paris (deuxième tableau du quatrième acte), a été supprimé à Vérone où l'on manquait de solistes pour de grandes cruches en pelours pourpre agitant spasmodiquement les bras et les entrecuissures oranges tricotant des gambettes pendant le bal chez les Capulet offensés. Ce qui n'empêchait pas les regards, les figures toutes fraîches de Vénètes et des ballerines du London Festival Ballet animant avec solennité le Roméo et Juliette de Prokofiev.

Cela dit, rien que de mélodieux dans cette partition qui influence à tort Poulenc et qui ne se discernait au mieux, dans les suites de la nuit, que du côté des cordes, c'est-à-dire « côté jardin ».

Sur le plan du chant pur, la grande histoire, dans une parlotte arène, est en effet l'acoustique. Point de « sono » pour amplifier les postures humaines qui viennent troubler les motifs variations hygro-métriques, en particulier.

« L'acoustique ne vaut pas le rond parlé d'Épidaure », m'a dit Maria Callas, qui fit ses débuts aux Arènes de Vérone à l'âge de trente ans (dans la Gioconda). « L'oreille de la chanteuse ne récupère pas complètement ses sons, en tout cas jamais avec la même intensité que dans une salle de spectacle comme la Scala. Ici, la voix part à tous les vents, il faut lutter avec les éléments, pour ne pas dire avec la foule. »

Callas faisait tellement allusion aux manifestations intempêtes dont furent victimes ces sa grande rival Renata Tebaldi, qui reçut des péchés de Vérone, mûres et sucrées, destinées à un ténor local, et Antonietta Stella, qui, ayant été « canardée » au cours d'une représentation d'Aida, dut présenter ses excuses après s'être agenouillée devant le public.

Par bonheur, la soirée de ce Roméo et Juliette ne cessa de se sentir, dans des conditions atmosphériques idéales et pour le plus grand plaisir de la foule.

Ramage sans plumage

L'héroïne de l'opéra, la soprano Jeanette Pilou, née en Egypte, n'en a pas moins dominé la distribution. La qualité à la fois énergique et sinueuse de son phrasé, singulière « en dans l'aria rapporté qu'elle eut à exécuter après avoir absorbé la glace du jeune frère Laurent, la grâce

avec laquelle elle avait attaqué d'entrée la valse chantée du premier acte, l'émotion naïve qu'elle distilla dans le scène des adieux, exprimaient bien le premier amour d'une toute jeune fille entourée de mystère et de dangers. A ses côtés, Verano Luchetti, ténor sans complexe sur ces casses arguées, fit entendre un clairon d'une tonalité égale qui oblitèrent totalement l'aura romantique de Roméo. Comme toujours à ciel ouvert, ce sont les voix sombres, barytons et basses, qui passent le mieux la rampe, mais il y avait encore à manœuvrer toute une foule sur la scène, car la partie théâtrale à Vérone n'est pas le moindre attrait spectaculaire de la soirée. Les figures dans les angles, c'est-à-dire jusque sur les gradins supérieurs du cirque, des accessoiristes passés au brun de noir font colliger les décors à vue dans les ailes, jouent à cache-cache dans les vomitoires, sans parler des Montaigne et des Capulet qui se disputent la perdrix humaine au procénus, tout en réussissant à ne pas s'embrocher. Le malheur, c'est que le plumage de la troupe ne vaut pas le ramage et que les costumes du Quattrocento, qui devraient

chaoyer au pays du Véronèse plus que nulle part ailleurs, sont traités dans des tentes d'une fadeur insigne.

La performance majeure est à inscrire en définitive au crédit du chef d'orchestre, en l'occurrence Michel Plasson, orgueil de notre Capitole, qui aura dirigé de main de maître et ses cent quarante-cinq instrumentalistes caohés dans une fosse large comme la plaine du Po et les deux cent vingt choristes perchés sur le plateau. A voir ce grand et beau garçon effondré à l'issue du spectacle dans sa loge de gladiateur sous les roches colossales de l'amphithéâtre, on imagine à quel effort athlétique il avait fourni pour « les sons ».

Une heure après le spectacle, longtempa après minuit, devant les arcades de la piazza Bra encore noires de monde, Roméo et Juliette se retrouvent parmi les toilettes de soirée. O Vérone !

OLIVIER MERLIN.

(1) Voir Le Monde du 11 août.

Ce violon baroque qui faisait danser

En quatre siècles, la facture a évolué, notamment pour supporter une plus grande tension des cordes, mais le violon baroque, c'est d'abord une technique et un style qu'un instrument défilait : un recours plus modeste au vibrato car l'usage systématique du vibrato est une manie du vingtième siècle accréditée, en fait, par une certaine idée du style romantique — un léger gonflement des sons en leur milieu et surtout un archet, courbé dans le sens inverse et tenu différemment pour régler la tension du crin avec le doigt.

Le stage organisé par le Festival de Paris à l'hôtel Sully, du 18 au 25 août, en l'honneur de l'institut de musique et de danse anciennes d'Île-de-France, s'adressait aussi bien aux élèves des conservatoires qu'à des professionnels plus ou moins initiés. Une vingtaine d'années, avec un renfort d'instruments, auraient été mises au jour, parmi eux, quelques étrangers, c'est un résultat appréciable témoignant non seulement du renom de Marie Leonhardt, qui en était l'animatrice en tant qu'interprète, mais, tout autant, de l'intérêt croissant pour la musique ancienne retrouvée et pratiquée sur des instruments d'époque. D'ailleurs, avec un renfort d'instruments, à venir et de violons de gambes attirés par une si belle aubaine, le stage de violon s'est transformé en session de musique baroque.

Le matin, les élèves jouaient en cours les œuvres de leur choix, l'après-midi étant consacré au travail d'ensemble et aux répétitions en vue du concert de clôture. L'enseignement du violon baroque ne va pas sans paradoxes : « Faites les valeurs longues plus brèves et les courtes plus longues ! » ou encore « plus léger, ce qui ne veut pas dire moins fort » à venir et de violons de gambes attirés par une si belle aubaine, le stage de violon s'est transformé en session de musique baroque.

En conclusion du stage, non pas un concert mais un divertissement mêlant les auteurs (Jean-Marie

Leclair, Fuchs, Telemann, Praetorius, Clémambault) et les instruments, alternant sonate et cantate, suite de danses et Telemusik. Il s'agissait bien d'un bilan, et non d'une exhibition, montrant les choses telles qu'elles sont : neuf jours de travail, c'est le temps de la découverte et de l'enthousiasme plus que de la maîtrise ; le miracle, en ce domaine, une longue patience.

Parmi les curiosités de ce stage, l'idée de retrouver le véritable style de la pavane, du menuet ou de la gigue en accompagnant des danseurs spécialisés dans les pas et les figures des dix-septième et dix-huitième siècles. Pour les instrumentistes, c'est une autre façon de prendre un tempo et finalement d'aborder cette musique : quant au spectateur, il découvre la variété d'un langage chorégraphique non pas plaqué sur les temps forts, mais tout en contrepoint, avec une liberté et une indépendance qui procurent à l'œil d'authentiques impressions musicales. Le jour où les opéras-ballets seront dansés dans le style de l'époque, on découvrirait que les divertissements qui s'y succèdent n'étaient jamais trop longs et encore moins ennuyeux.

GERARD CONDÉ.

■ Auteurs d'une fresque « abstraite » peinte sur le mur de la Maison des Jeunes et de la culture de Bédarides (Bérault), trois peintres se sont en conflit avec la municipalité de cette ville. M. Jacques Brigrégor, René Grego et Guido Zeffari avaient été invités récemment par le directeur de la Maison des Jeunes à réaliser une fresque libre dans le cadre du festival « Le Monde » (du 26 août), mais l'autorisation n'avait pas été demandée à la municipalité, propriétaire des murs. S'estimant lésés, les habitants de cette ville, celle-ci réclame la restauration de la façade. Les trois peintres, voyant dans cette sommation une « grave atteinte à la liberté d'expression », refusent. Des habitants ont fait plusieurs plaintes, d'autre part, à la mairie d'une œuvre qui, selon eux, défigure le cadre environnant.

DÉCOUVERTE DE FRESQUES D'ANDRÉ ROUBLEV

Importantes fresques du grand peintre russe d'icônes du début du quinzième siècle, André Roublev, furent découvertes au cours de travaux de restauration, dans la cathédrale de Vladimir en Union soviétique. Selon le quotidien *Komsomolskaya Pravda*, les restaurateurs ont déjà découvert près de 100 mètres carrés de fresques de Roublev et de son compagnon Daniel Tcherny, qui avaient été dissimulés sous une couche de badigeon, et d'autres fresques du dix-neuvième siècle. La découverte, si elle est confirmée, permettrait de mieux connaître l'œuvre, en grande partie perdue, d'un artiste à la mesure d'un Giotto, et auquel le cinéaste soviétique André Tarkovsky a consacré un film, en 1967.

■ Des gravures rupestres datant des cinquième et quatrième millénaires avant notre ère ont été découvertes au cours d'une campagne archéologique internationale menée depuis juin dans la commune de Ceto, à 75 kilomètres de Brescia, en Lombardie. Il s'agit d'un ensemble d'exceptionnellement riche du point de vue iconographique. Les scènes gravées dans la roche, où figurent notamment un chien, une « idole-papillon », une charue, une union sexuelle, fournissent en effet de nombreux éléments nouveaux pour la connaissance de la vie et des mœurs des hommes du néolithique ayant peuplé le nord de l'Italie.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en vacances puissent trouver leur journal chez les dépositaires. Pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous offrons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

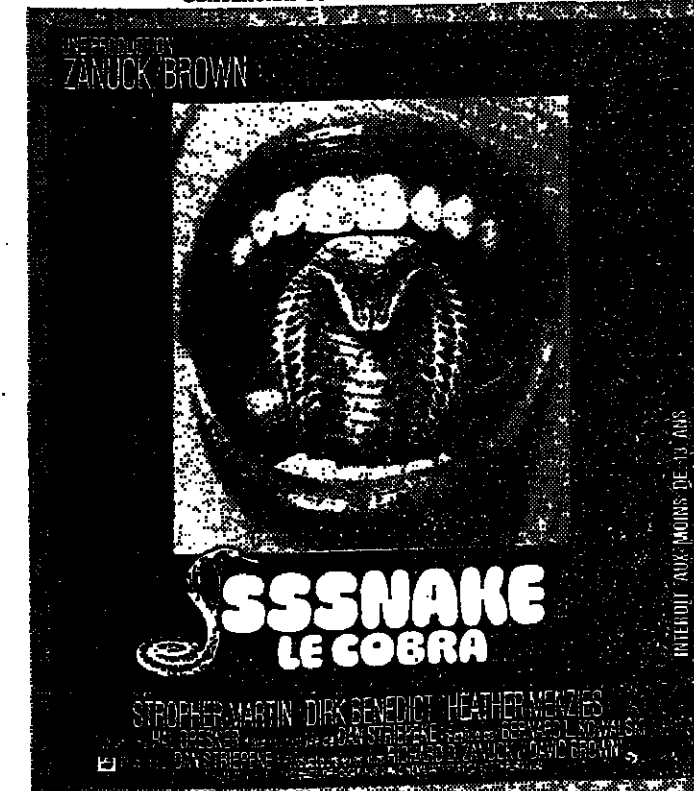
FRANCE :	
Quinze jours	22 F
Trois semaines	30 F
Un mois	35 F
Un mois et demi	37 F
Deux mois	44 F
STRANGER (voir normale) :	
Quinze jours	37 F
Trois semaines	52 F
Un mois	60 F
Un mois et demi	62 F
Deux mois	134 F
EUROPE (avion) :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	65 F
Un mois	87 F
Un mois et demi	123 F
Deux mois	170 F

Dans ces tarifs sont compris les frais d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'assurance. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous adresser les chèques et les mandats en lettres manuscrites.

STUDIO MÉDICIS
3, rue Champollion (5^e) - Tél. 633-25-97

Le film le plus comique de l'année
OMAR GATLATO
de Merzak Allouache
PALME D'ARGENT AU FESTIVAL DE MOSCOU 1977
Sélectionné à l'unanimité à la semaine de la critique à Cannes 1977

U.G.C. MARSEILLE 10 - 3 LUXEMBOURG 10 - REX 10 - U.G.C. OPERA 10
U.G.C. GARE DE LYON 10 - BIENVENUE MONTPARNAISE 10 - U.G.C. GODELINS 10
CONVENTION ST-CHARLES 10 - MINISTRAL 10



VOTRE TABLE
CE SOIR

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
— TRIBUNE INTERNATIONALE : « L'alternative républicaine », par Emmanuel Kléber-Cloville.

PROCHE-ORIENT
AMÉRIQUES

3. ASIE
AFRIQUE
DIPLOMATIE

4-5. POLITIQUE

— LIBRES OPINIONS : « Accepter le rapport de forces », par Dominique Vastel.

6. RELIGION

— LIBRES OPINIONS : « Orthodoxie », par Jean Delmas.

7. ÉDUCATION
MÉTÉOROLOGIE

10. FEUILLETON

13. JUSTICE

14-15. ARTS ET SPECTACLES

16. ÉCONOMIE
ÉQUIPEMENT

17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10 à 12)

Carnet (14) ; Informations

pratiques (15) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (18).

LA SITUATION EN RHODÉSIE

Le plan de paix anglo-américain est étudié à Lusaka et à Pretoria

Après le rejet par M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, vendredi 28 août, du nouveau plan anglo-américain de règlement (dernière édition du « Monde » du 27 août), le « sommet » des États de « première ligne », ouvert le même jour à Lusaka, a débuté dans une atmosphère de pessimisme. Les représentants de l'Angola, du Botswana, du Mozambique, de la Tanzanie et de la Zambie et ceux du Front patriotique rhodésien de MM. Mugabe et Nkomo se sont réunis dans la capitale zambienne, où sont arrivés MM. Owen, secrétaire au Foreign Office, et Young, ambassadeur américain à l'ONU.

MM. Owen et Young viennent exposer à leurs partenaires américains, avant de se rendre à Pretoria, puis à Salisbury, les nouvelles propositions anglo-américaines. Pendant ce temps, M. Smith se rend, de son côté, dès samedi à Pretoria, pour tenter d'y obtenir l'appui du gouvernement sud-africain.

MM. Owen et Young ont tenu une conférence de presse, vendredi, en quittant Lagos où ils avaient assisté à la conférence sur l'apartheid. M. Owen a affirmé, à cette occasion, qu'il faudrait plusieurs jours pour juger du succès ou de l'échec de ces propositions. « Cela prendra des semaines et peut-être même des mois avant qu'il soit évident que les propositions ont échoué », a-t-il dit. Le chef de la diplomatie britannique, qui s'est élevé contre les spéculations qui ont vu le jour sur le contenu des propositions, a lancé une mise en garde contre tout « plan » ou « projet » dont les modalités ne seraient publiées que jeudi ou vendredi prochain.

A son arrivée à Lusaka, M. Owen a prévenu les journalistes qu'il ne fallait pas s'attendre que la Tanzanie, le Zambie, le Mozambique, l'Angola et le Botswana donnent « une réponse par « oui » ou par « non » au plan de règlement. Un certain nombre de questions posées par ce plan sont beaucoup trop compliquées pour que les leaders africains puissent se prononcer avant que l'ensemble du plan soit publié, a-t-il dit.

En territoire rhodésien, dix-sept nationalistes noirs ont été tués par les forces rhodésiennes au cours des dernières vingt-quatre heures, a annoncé vendredi 28 août le commandement de l'armée rhodésienne. D'autre part, on indique que source militaire rhodésienne qu'au moins trois soldats rhodésiens noirs ont été blessés lors des derniers échanges de tirs qui ont eu lieu près des chutes Victoria à la frontière zambienne. — (A.F.P., Reuters.)

La conférence de Lagos contre l'apartheid adopte une résolution relativement modérée

Lagos (A.F.P.). — La conférence mondiale contre l'apartheid a, vendredi 28 août, adopté une résolution « dure » de la communauté mondiale contre l'Afrique du Sud, dans une déclaration finale en trente-quatre points qui a été votée par acclamation.

La « déclaration de Lagos » a été adoptée en dépit des réserves des mouvements de libération d'Afrique australe qui la considéraient comme trop modérée, et de celles de pays occidentaux préoccupés par certains passages relatifs au renforcement des mesures économiques contre l'Afrique du Sud.

Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne ont exprimé des réserves sur l'aggravation des mesures restrictives préconisées à l'encontre de Pretoria, dans le domaine de l'armement et du nucléaire.

Ces pays ont également exprimé des réserves sur l'appel lancé par la conférence aux gouvernements pour qu'ils envisagent l'adoption de mesures économiques contre Pretoria, notamment l'arrêt des investissements et des prêts.

Le secrétaire d'État américain, M. Henry Kissinger, a déclaré que les États-Unis ne se joindraient pas à la déclaration plus « dure » que celle de leurs six partenaires.

Les principaux pays occidentaux se sont cependant satisfaits du document qui dénonce leur opposition à l'apartheid tout en demandant relativement « modéré » sur les aspects économiques éventuelle action contre Pretoria.

En revanche, les mouvements de libération, certains États africains « radicaux » et des pays de l'Est, éprouvent une certaine déception. Ils avaient tenté de faire adopter une déclaration demandant au Conseil de sécurité de l'ONU d'édicter un embargo total sur l'armement à destination de Pretoria ainsi que sur les échanges économiques, embargo similaire aux sanctions pesant sur la Rhodésie.

La déclaration finale qualifie l'apartheid de « politique institutionnalisée de domination et d'exploitation raciales » qui repose sur « l'appropriation de la propriété, l'exploitation et la privation des Africains depuis 1652 par les colons et leurs descendants. (...) L'apartheid est un crime contre la conscience et la dignité de l'humanité ».

La véritable réponse réside peut-être dans les fonctions que

LE PREMIER MINISTRE SAHRAÏI AFFIRME QUE LE FRONT POLISARIO NE DÉTIENT PERSONNE DANS LE SUD ALGÉRIEN

Au cours d'une interview accordée vendredi 28 août à Radio-France Internationale, M. Mohamed Lamine Ould Ahmed, premier ministre de la République arabe sahraïenne démocratique, a affirmé que le Front Polisario ne détenait personne dans le sud de l'Algérie « contrairement à ce qu'a déclaré, il y a quelques jours, M. de Guiringaud ».

« Nous publierons la liste des prisonniers que nous détenons lorsque les Sahraïens auront fait de même », a ajouté M. Lamine Ould Ahmed. Nous sommes sensibles à l'émotion suscitée dans l'opinion publique française. Aussi, nous considérons que le devoir du gouvernement français est d'intervenir auprès des autorités de Mauritanie pour qu'elles donnent la liste des prisonniers sahraïens qu'elles déclarent aux instances humanitaires internationales ou au gouvernement français lui-même. Alors seulement nous communiquerons la liste détaillée des détenus du Front Polisario.

Au congrès d'Honolulu

UNE PSYCHIATRE SOVIÉTIQUE ÉMIGRÉE APPORTERA SON TÉMOIGNAGE

La psychiatre soviétique Marina Volkhanovskaïa, émigrée en Grande-Bretagne il y a deux ans, et qui s'était vivement élevée contre les internements abusifs en U.R.S.S., participera comme membre de la délégation britannique au congrès international de psychiatrie à Honolulu (« le Monde » du 22 août).

En quittant l'Union soviétique, elle a laissé à sa mère son fils, Michka, actuellement âgé de onze ans, issu d'un premier mariage. Son premier mari lui avait formellement promis de laisser partir l'enfant en Grande-Bretagne dès son installation dans ce pays. Depuis, le K.G.B. est intervenu dans l'affaire, obligeant le père à récupérer de son fils, ce qu'il ne semble guère faire puisqu'il n'est pas venu le voir chez le grand-père depuis six mois. Mais il oppose son veto au départ de l'enfant, manifestement sur les ordres de la police.

Les amis anglais de Mme Volkhanovskaïa ont fait de nombreuses démarches, à tous les niveaux pour obtenir l'arrivée de l'enfant en Grande-Bretagne. La dernière en date remonte à quelques jours.

M. CLAUDE-ALAIN SARRE QUITTE LA PRÉSIDENTIE DE LA LAITIÈRE DE ROUBAIX

Un démissionnaire plein d'avenir

« Pour raison familiale... M. Claude-Alain Sarre quitte la présidence du conseil d'administration de la Laitière de Roubaix. Il y a un peu plus de sept ans qu'il est à la tête de cette entreprise, qu'il avait abandonnée ses responsabilités à la tête de Citroën, après quinze années passées dans la firme du quai de Javel. Cet homme de quarante-neuf ans, ce littérateur devenu un des plus brillants « managers » français, tient-il vraiment à mériter le surnom de « M. Démission » qui lui fut parfois attribué ?

Il faudra sans doute attendre quelque temps avant de connaître les véritables raisons de ce départ, qui n'est pourtant pas une rupture complète, puisque M. Sarre reste administrateur de la première affaire laitière française (1). Mais M. Christian Darvelot, qui dirigeait jusqu'ici une des filiales du groupe (la société Louis Lepoutre), prend en main la destinée, avec l'aide de M. Bruno Toulemonde, qui a été nommé directeur général.

Certes, la Laitière connaît, sur le plan industriel, des difficultés, comme l'ensemble de l'industrie laitière française, mais la culture qui a permis la rentabilité du réseau commercial des boutiques spécialisées. La seule situation de la firme ne fournit pas une explication suffisante.

La véritable réponse réside peut-être dans les fonctions que

M. Claude-Alain Sarre assumera dans les mois qui viennent, mais que cet homme de la litte et des décisions mûries dans la Jocrissation ne révèle qu'à son heure.

Un temps, en 1975, on avait pu croire qu'il tenterait de résoudre le difficile problème du redressement de l'affaire Bouscage. Mais l'homme de confiance de M. Jean-François de la Laitière n'avait pu convaincre M. Marcel Bouscage de l'efficacité du plan qu'il avait mis.

Ancien responsable de l'Institut de développement industriel (de 1975 à 1977), M. Sarre est aussi une figure marquante du C.N.P.F., au rajeunissement duquel il a contribué depuis bien plus de trois ans.

Enfin, à six mois d'une échéance électorale essentielle, et dans une conjoncture économique incertaine, le gouvernement ne manque pas de dossiers industriels que seuls des hommes de premier plan pourraient faire à résoudre. L'ancien président-directeur général de la Laitière de Roubaix est, sans aucun doute, un de ces hommes-là.

Aujourd'hui, comme il y a sept ans, M. Claude-Alain Sarre reste un démissionnaire plein d'avenir. J. D.

(1) Avec un chiffre d'affaires consolidé en 1976 de 2 milliards 187 millions de francs.

Nouvelles manifestations au Pays basque espagnol en faveur de M. Apalategui

Madrid (A.F.P., Reuters). — De nouvelles manifestations ont eu lieu vendredi 28 août, dans la soirée, à Saint-Sébastien et dans l'ensemble du Pays basque espagnol, en faveur de M. Miguel Angel Apalategui, militant basque espagnol détenu à Marseille, où il fait depuis le 30 juillet la grève de la faim. Onze personnes ont été blessées, dont une par balle. Plus de trois cents personnes participent depuis plusieurs jours à la grève de la faim en signe de solidarité avec M. Apalategui, dont le gouvernement espagnol a demandé l'extradition et qui est soupçonné d'avoir commis un hold-up au

Pays basque en 1974. M. Apalategui a été aussi accusé par la police espagnole d'avoir organisé l'enlèvement de M. Javier de Ybarra, industriel de Bilbao, retrouvé mort le 20 juin dernier, mais aucune allusion à cette affaire ne figure sur la demande d'extradition espagnole.

Selon des sources proches du gouvernement espagnol, citées par l'A.F.P., les rumeurs selon lesquelles M. Apalategui pourrait envisager un échange de prisonniers contre les ravisseurs de M. Revell-Baumont, directeur de Fiat-France, détenus en Espagne, sont sans fondement.

Le comité de soutien lance un appel à l'opinion française

Marseille. — A la veille de l'arrivée à Pamplonne de la « marche de la liberté » (1), destinée à soutenir la cause de M. Miguel Angel Apalategui, le comité de soutien au militant basque a organisé, le 28 août, à Marseille, une conférence de presse pour attirer l'attention de l'opinion française sur le mouvement de solidarité qui se manifeste au Pays basque.

« Si tu devais mourir des suites de la grève de la faim qu'il nous suit depuis vingt-six jours, nous considérerions cela comme l'assassinat d'un héros de la nation basque. Car Apalategui a été l'un des premiers à donner son corps à la liberté dans le peuple basque. L'entêtement commun des autorités françaises et espagnoles à lui refuser le statut de prisonnier politique est en train d'en faire un héros national. »

Ces phrases sont extraites d'un message adressé par M. Castello, l'un des avocats basques de M. Apalategui, aux organisateurs de la conférence de presse. Le comité de soutien se compose d'une quinzaine d'associations syndicales et d'organisations d'extrême gauche, auxquelles se sont joints la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat des avocats de France, et plusieurs personnalités civiles et religieuses. La réunion a eu lieu en présence de Mme Apalategui, mère du détenu, de plusieurs membres de sa famille, de quatre médecins basques venus de Saint-Sébastien et qui ont renouvelé leur demande auprès du garde des sceaux afin d'obtenir l'autorisation de visite, et des trois journalistes de la faim qui, à Marseille, poursuivent leur mouvement.

« General Motors-France annonce la sortie d'une nouvelle gamme Opel Rekord dont la ligne a été retouchée dans le style Mania et dont un modèle Berlina est équipé d'un nouveau moteur de 2 litres à injection développant 110 chevaux.

Le numéro du « Monde » daté 27 août 1977 a été tiré à 504 815 exemplaires.

A B C D E F G

De notre correspondant

depuis dix jours par solidarité avec M. Apalategui. A la prison des Baumettes à Marseille, M. Apalategui continue la grève de la faim qu'il a commencée le 30 juillet. L'un de ses défenseurs français, M. Colette Pascal, a fait part des craintes qu'elle éprouve à l'égard de son client qui a perdu 17 kilos en vingt-cinq jours. « Je n'ai obtenu aucun renseignement sur le plan médical », a-t-il dit. L'avocat, qui a indiqué que contrairement à ce qui avait été annoncé, M. Apalategui n'a pas été transféré à la prison des Baumettes mais demeure à l'infirmerie sans contrôle médical suivi. « Il ne respire, a ajouté l'avocate, en l'absence du médecin chef, que la visite d'un interne, et le traitement médical ne semble avoir consisté qu'en une prise de tension. »

Mgr Etchegaray offre sa caution morale

On cours de la conférence de presse, a été lu un message du prisonnier lui-même, qui affirme : « Je suis un militant appartenant à une organisation politique. Si la cour d'Alz-en-Provence a décidé d'attendre le 14 octobre pour statuer sur la demande d'extradition formulée par le gouvernement espagnol, c'est pour que l'affaire tombe dans l'oubli. Je continuerai ma grève pour obtenir un statut politique jusqu'à ses ultimes conséquences (2). »

De son côté, l'ETA a fait parvenir un communiqué dans lequel « elle critique du gouvernement espagnol qu'il retire sa demande et que son libéré le gudar abertzale (soldat patriote) ». « Dans le cas contraire, menace l'ETA, nous nous serons obligés d'agir ». Le comité de soutien a multiplié démarches et contacts et il vient d'envoyer une lettre aux leaders des trois formations de la gauche française ainsi qu'aux maires de Marseille et d'Alz-en-Provence. « Un homme est retenu en prison dans le cadre d'une procédure administrative et non judiciaire, a déclaré le porte-parole du comité. La loi de 1957 sur l'extradition prévoit que — sans dos-

ser comme c'est le cas — un détenu doit être libéré après vingt-cinq jours. Apalategui ne bénéficie d'aucune garantie accordée aux prisonniers de droit commun ni de statut politique. C'est la justice qui est bafouée. »

Le maire du prisonnier a lancé un appel à l'opinion française et, pour sa part, Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille (d'origine basque), a fait savoir qu'un cas où la liberté provisoire serait accordée, sans préjudice des faits qui sont reprochés à M. Apalategui, mais par un seul souci humanitaire, il se proposerait de lui fournir un lieu d'accueil et servirait de caution morale.

JEAN CONTRUCCI.

(1) Depuis le 10 juillet dernier, 2 000 kilomètres ont été parcourus par quatre colonnes qui ont marché 800 kilomètres chacune à travers le Pays basque pour dénoncer la violation, le retour des exilés, la législation des partis et le statut de l'émigration.

(2) Si le statut politique était reconnu, M. Apalategui ne pourrait plus être extradé au vertu de la convention franco-espagnole de décembre 1977, qui exclut l'extradition pour crimes et délits à caractère politique.

LES PAYS LATINO-AMÉRICAINS ENVISAGERAIENT DE COORDONNER LEUR APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

Rio-de-Janeiro. — La création d'un organisme, qui favoriserait l'approvisionnement énergétique commun de l'Amérique latine, a été proposée par M. Felipe, directeur du programme d'étude pour l'intégration latino-américaine (ECLA), dans une déclaration communiquée le 28 août à Rio-de-Janeiro.

M. Herrera, ancien président de la Banque Interaméricaine de développement (BID), a précisé que le système économique latino-américain (SELA) pourrait être l'instrument moteur d'un véritable processus d'intégration continentale. — (A.F.P.)

NOUVELLES BRÈVES

● La reine Margrethe de Danemark et son mari, le prince Henrik, ont été vendredi, au palais de l'Elise, les hôtes à dîner de M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing.

● Le sénateur démocrate américain George McGovern a été reçu vendredi 28 août à Moscou par M. André Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. D'autre part, M. Warren Burger, président de la Cour suprême des États-Unis, fera prochainement une visite de dix jours à Leningrad et à Moscou.

● Le bus de la sonde spatiale Voyager-2, lancée le 20 août en direction de diverses planètes du système solaire, n'est toujours pas complètement déployé. Les manœuvres tentées vendredi 26 août pour y arriver — explosion de boulons protégeant un appareil et mise à feu de petits moteurs — n'ont pas réussi.

LA GRÈVE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS

Trafic réduit de moitié à l'aéroport de Londres

De notre correspondant

Londres. — Le trafic aérien est considérablement réduit au départ de la Grande-Bretagne depuis vendredi midi, début de la grève totale des « aiguilleurs du ciel ». Cependant, les deux principaux aéroports londoniens, Heathrow et Gatwick, offrent pas le spectacle d'un chaos intégral : les millions de passagers attendus pour ce long week-end d'été, nombreux ont été ceux qui, craignant un paralyse totale des aéroports, ont préféré reporter leur voyage ou choisir un autre moyen de locomotion. Les ferries et aéroglisseurs assurent la traversée de la Manche ont ainsi été pris d'assaut.

Aussi, les programmes d'urgence préparés par les compagnies aériennes ont pu être appliqués assez facilement. La British Airways a annulé, vendredi, 40 % de ses vols, pour la plupart intérieurs ou européens, tandis que les autres compagnies réduisaient leur trafic des deux tiers. La priorité a été accordée au départ des avions à destination des principaux centres touristiques et des charters. A l'inverse des jours précédents, les arrivées sur le continent ont subi souvent des retards plus considérables que les départs, variant de quelques minutes à onze heures. Au départ de Londres, les compagnies avaient souvent pris soin, il est vrai, d'annoncer leur plan de vol bien à l'avance, de façon à faciliter la tâche des contrôleurs aériens. Ces derniers se sont efforcés, pour leur part, de remplacer au mieux leurs huit cent cinquante assistants en grève, qui, en temps normal, font fonctionner l'ordinateur I.S.M. dictant l'ensemble du mouvement du ciel britannique.

Les contrôleurs ont inauguré un système très simple : ils communiquent par radio avec les pilotes, puis transmettent par téléphone les messages à l'aéroport d'Heathrow. — (Interim.)

RETARDS NOMBREUX MAIS PEU IMPORTANTS EN FRANCE

En France, des retards, en général peu importants, ont été enregistrés à Roissy et à Orly, le vendredi 28 août après-midi, au moment où les contrôleurs de la circulation aérienne déclenchèrent leur grève du zéro.

Vers 14 heures, à Roissy, où trois cents mouvements étaient prévus dans la journée, on enregistra dans les arrivées de nombreux retards inférieurs en général à un quart d'heure. Le trafic à l'aéroport d'Orly a également été perturbé.

● La Rochelle : les pêcheurs bloquent l'accès du port. Pour protester contre l'interdiction de pêcher à moins d'un mille du littoral, les pêcheurs côtiers ont bloqué, samedi matin 27 août, les routes de commerce et de plaisance de la Gironde à l'aide d'une trentaine d'embarcations. Les contestataires, qui menaçaient de maintenir leur blocus jusqu'à lundi matin, réclament le droit de pêcher à partir de 500 mètres des côtes. Leur action intervient alors que les épreuves de yachting internationales de la Quarter Ton Cup devaient se dérouler pendant le week-end.

